

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2013/04

**L'agriculture en 2012
Rapport sur les comptes**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

*Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
Session du 3 juillet 2013*

E 2013/04

L'agriculture en 2012

Rapport sur les comptes

*Le compte national de l'agriculture a été présenté
à la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN), lors de la session du 3 juillet 2013.
La rédaction du rapport a été assurée par Marie-Hélène Blonde, Claire Lesdos et Alexandre Bernaudeau de
l'Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE), Division Industrie - Agriculture.*

L'AGRICULTURE EN 2012

Résumé :

En 2012, en France comme dans l'Union européenne à 27, la valeur de la production agricole s'accroît sous l'effet de la hausse des prix, notamment des grandes cultures et des produits animaux, à l'exception du lait. Comme le prix des consommations intermédiaires augmente également, le résultat net de la branche agricole par actif en termes réels stagne, en moyenne, dans l'Union européenne, après deux années de progression.

En France, toutefois, selon les données provisoires les plus récentes, ce résultat continue à croître (+ 5,4 %), après la hausse de 2011 et surtout de 2010. Depuis 2005, il fluctue fortement. Sur la période 2005-2012, sa progression globale dépasse très légèrement la moyenne européenne.

L'excédent extérieur français en produits agroalimentaires est stable, autour de 11 milliards d'euros. Augmentant à nouveau pour les produits transformés, il se réduit pour les produits agricoles bruts du fait de la chute des volumes de blé exportés.

Mots-clés : agriculture, revenus, comptes

AGRICULTURAL INCOME IN 2012

Abstract :

In 2012, in France, as in EU-27, the value of the agricultural production grew under the influence of prices, in particular cereals and animal products, except milk. As the price of intermediate consumption also increased, the agricultural factor income per labour unit stagnated, on average, in EU-27, after two years of growth.

Thus, in France, according to the provisional data the most recent, this income continued to grow (+ 5,4 %), after the increase of 2011 and especially 2010. Since 2005, it fluctuated sharply. Over the period 2005-2012, its overall progression did a little better than the average of the European countries. The French surplus of foreign trade in food products was stable, around 11 billion euros. Increasing again for the transformed products, it is reduced for the raw farm products because of the fall of the exported volumes of wheat.

Key words : agriculture, income, accounts

LE COMPTE NATIONAL

Vue d'ensemble	5
Le contexte européen.....	9
Tableau de bord	13
Le compte national de l'agriculture	19
La production	19
Les consommations intermédiaires	24
La valeur ajoutée	27
Le résultat agricole net	29
Le revenu net d'entreprise agricole	29
L'investissement agricole	32
Le commerce extérieur agroalimentaire de la France.....	35
Annexes	
Chronologie de l'année 2012.....	45
La production agricole en 2012 : fiches par produits.....	51
Les comptes 2010, 2011 et 2012, moyenne quinquennale	59
L'investissement agricole	79
Éléments du compte de capital	85
Les échanges extérieurs agro-alimentaires	89
Les révisions des comptes	97

Les comptes de l'agriculture

Compte CCAN et compte européen

Le compte de l'agriculture, dit « compte spécifique », présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 95) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

Les comptes nationaux ont adopté un rythme de rebasement quinquennal. La base 2005 succède donc à la base 2000. Le compte spécifique de l'agriculture n'est pas impacté par les modifications qui ont touché le cadre central. Cependant le Tableau de bord présenté dans ce rapport et les séries longues correspondantes publiées sur Internet ont été modifiés en conséquence.

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte cependant du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central ;
- les établissements produisant des semences certifiées et les jardins familiaux ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Par ailleurs, le compte spécifique de l'agriculture va au-delà du compte d'exploitation par branche des comptes nationaux. Il permet d'estimer les indicateurs de revenu spécifiques, tels que le résultat agricole net par unité de travail agricole ou le revenu net d'entreprise par unité de travail agricole non salarié, en termes réels.

Le champ du compte spécifique est plus large que celui des comptes par catégorie d'exploitations et des comptes régionaux présentés à la CCAN par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles, ceux-ci ne couvrent pas les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles, ni les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

*
* *

Ce rapport présente les comptes spécifiques définitif 2010, semi-définitif 2011 et provisoire 2012. Les séries longues 1959-2012 des comptes courants sont disponibles sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr, dans la rubrique *Comptes nationaux / Comptes nationaux annuels / Comptes spécialisés / Agriculture*.

A noter que les comparaisons internationales ne sont menées dans ce rapport que sur les **comptes prévisionnels** 2012 des États membres, arrêtés en janvier 2013 et publiés par l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) sur son site en mai. Parfois incomplets, ces comptes sont susceptibles d'être fortement révisés ultérieurement.

L'agriculture européenne et française en 2012

Vue d'ensemble

○ D'après les **comptes prévisionnels européens**, le résultat agricole net par actif serait resté stable en 2012 après une croissance de + 8,0 % en 2011 sur le champ de l'UE-27, ces évolutions étant exprimées en termes réels, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB de chaque pays. En 2012, le volume de la production agricole européenne aurait baissé (-3,0 %) tandis que les prix poursuivaient leur hausse (+ 5,2 %) : en valeur la production au prix de base augmente de 1,8 %. Les consommations intermédiaires et la valeur ajoutée brute progresseraient au même rythme. La réduction de la main-d'œuvre agricole s'atténuerait (-0,2 %). Le résultat agricole net par actif augmenterait dans 16 des États membres sur 27.

○ En ce qui concerne **la France, le compte provisoire 2012** montre une poursuite de l'augmentation (+ 5,4 %) du résultat agricole net par actif en termes réels après + 9,4 % en 2011 et + 38,3 % en 2010.

La valeur de la production hors subventions sur les produits s'accroît de 6,5 % en 2012 sous l'effet conjugué d'une réduction des volumes produits (-1,8 %) et d'une hausse des prix (+ 8,4 %). En volume, la baisse des **productions végétales** (-2 %) recouvre des situations très diverses : les conditions climatiques ont été défavorables aux productions de fruits, vins, pommes de terre et betteraves tandis que les céréales à paille ont bénéficié d'une augmentation des surfaces et d'une amélioration des rendements. La hausse des prix est quasiment générale et particulièrement forte (+10,6 %). Les céréales, oléagineux et protéagineux ont bénéficié d'un marché mondial très demandeur tandis que les prix des pommes de terre, des fruits et du vin se renchérissent en conséquence de la faiblesse de l'offre. Toutes les **productions animales** sont orientées à la baisse en volume (-2,1 %). Les prix augmentent sensiblement pour le bétail et les œufs mais baissent pour le lait. Globalement la hausse atteint + 5,7 %.

La valeur des **consommations intermédiaires** de la branche agriculture augmente de 5,3 % en 2012 après + 7,9 % en 2011. Les prix de l'énergie et des engrais pour animaux continuent de s'envoler et tirent le coût des consommations intermédiaires à la hausse (+ 4,6 %). Leur évolution en volume est faible, à l'exception de la consommation d'engrais qui recule de 13,9 %.

Les **subventions** sur les produits et les subventions d'exploitation s'élèvent globalement à un peu moins de 9,5 milliards d'euros en 2012, en recul de 3,4 % par rapport à l'année précédente.

L'écart entre l'évolution de la valeur de la production et celle de l'ensemble des charges se répercute sur le résultat agricole net dont la croissance (+ 4,8 %) est plus faible qu'en 2011 et 2010. Compte tenu de la baisse de l'emploi (-2,0 %) et de la hausse du prix du PIB (+ 1,5 %), le **résultat agricole net par actif en termes réels progresse encore en 2012 (+ 5,4 %)**.

La rémunération des salariés, les fermages et le paiement des intérêts étant pris en compte, le revenu net d'entreprise de la branche agricole (RNEA) connaît une croissance de 6,9 % en valeur nominale. En moyenne mobile sur trois ans, le RNEA dépasse son niveau haut de 2007.

En 2012, l'excédent du **commerce extérieur** en produits agroalimentaires est de 11,2 milliards d'euros : 3,7 milliards pour les produits agricoles et 7,5 milliards pour les produits transformés. Il est quasiment stable par rapport à 2011 au plus haut niveau atteint depuis 1990. L'amélioration du solde des produits transformés est contrebalancée par la réduction de l'excédent en produits agricoles bruts. L'excédent augmente avec les pays tiers mais diminue avec l'Union Européenne.

Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi en conformité avec le SEC 95 et selon la méthodologie harmonisée au niveau européen.

- La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

- La **production** de la branche agriculture est valorisée au prix de base. **Le prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

- Les subventions à la branche agriculture sont scindées **en subventions sur les produits et subventions d'exploitation** :

- les premières comprennent notamment les aides aux protéagineux, partiellement la prime à la vache allaitante. Elles entrent dans le calcul de la production au prix de base.

- les subventions d'exploitation comprennent le paiement unique, les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles. Elles figurent au compte d'exploitation.

- Les **consommations intermédiaires** de la branche agriculture correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent, entre autres, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. De plus, les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques et non fiscales. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.

- Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- le **résultat agricole net** correspond à la "valeur ajoutée nette au coût des facteurs" (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat agricole net par actif**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- le **revenu net d'entreprise agricole** est égal à : résultat agricole net - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut. Une évolution positive des indicateurs de revenu signifie que les indicateurs de revenu augmentent plus rapidement que l'inflation générale ; une évolution négative indique une évolution moins rapide que l'inflation générale.

Comptes de la branche agriculture

Compte de production

Emplois	Ressources
Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) Valeur ajoutée brute	Production au prix de base¹
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Consommation de capital fixe Valeur ajoutée nette	Valeur ajoutée brute
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte d'exploitation

Emplois	Ressources
Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres	Valeur ajoutée nette Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts)
Résultat agricole net (1)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net	Résultat agricole net
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte de revenu d'entreprise

Emplois	Ressources
Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage)	Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net
Revenu net d'entreprise agricole (2)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

<i>Evolution du nombre d'UTA² totales</i>	(3)
<i>Evolution du nombre d'UTA² non salariées</i>	(4)
<i>Evolution du prix du PIB</i>	(5)

Indicateurs de revenu (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(1)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(1) / (3)
	(2)
	(2) / (4)

Indicateurs de revenu en termes réels³ (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(A)	(1) / (5)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(C)	(1) / (3) / (5)
	(B)	(2) / (5)
	(B)	(2) / (4) / (5)

1. Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

NB. La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de revenu en termes réels : le résultat net agricole par actif (indicateur A), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (indicateur B), le revenu net d'entreprise agricole (indicateur C).

Stabilité du résultat agricole réel par actif en 2012 dans l'UE-27¹

Le résultat agricole net en termes réels par actif serait resté stable dans l'Union Européenne à 27 (UE-27) en 2012, après une hausse de 8,0 % en 2011, selon les estimations publiées par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Cette évolution résulterait d'une faible baisse du résultat agricole net réel accompagnée d'une réduction de la main-d'œuvre agricole équivalente (-0,2 %). Les estimations de l'UE-27 sont basées sur les données transmises par les autorités nationales des États membres et établies selon une méthodologie commune mais avec quelques exceptions².

Selon les mêmes estimations, le résultat agricole net réel par actif aurait augmenté entre 2005 et 2012 dans l'UE-27 de 28,5 %, tandis que la main-d'œuvre agricole baissait de 15,2%.

En 2012, le léger recul du résultat agricole net réel dans l'UE-27 serait imputable à la baisse des subventions à la production. La production agricole aux prix de base et les coûts des intrants auraient progressé au même rythme (+1,8 %) en termes réels.

En 2012, le résultat agricole net réel par actif aurait augmenté dans seize États membres et baissé dans onze. Les plus fortes hausses seraient observées en **Belgique** (+ 27,9 %), en **Lituanie** (+ 21,0 %), en **Lettonie** (+ 17,6 %), aux **Pays-Bas** et en **Allemagne** (+ 14,9 %), et les baisses les plus marquées en **Roumanie** (-27,1 %), en **Pologne** (-13,7 %), en **Slovénie** (-12,2 %) et en **Hongrie** (-9,5 %).

En 2012, la valeur de la **production agricole** aux prix à la production aurait augmenté dans l'UE-27, selon ces estimations, de 2,0 %, principalement en raison de la hausse de la valeur de la production animale (+ 3,3 % en termes réels), celle de la production végétale étant plus faible (+ 1,3 %).

L'augmentation de la valeur de la **production végétale** proviendrait de la hausse des prix (+6,9 %) qui a compensé la baisse de volume des productions (-5,3 %). Les volumes produits auraient en effet baissé pour la plupart des produits, notamment le vin (-15,7 %), les pommes de terre (-14,1 %), les oléagineux (-7,4 %), les fruits (-7,1 %) et les céréales (-7,0 %). En revanche les prix auraient progressé pour toutes les catégories de produits végétaux, à l'exception des betteraves à sucre (-0,2 %). Les hausses les plus marquées concerneraient les céréales (+ 10,0 %), les pommes de terre (+ 9,2 %), les oléagineux et le vin (+ 8,8 %).

La progression de la valeur de la **production animale** en 2012 serait la conséquence d'une hausse des prix (+ 3,8 %) et d'une légère réduction du volume de la production (-0,5 %). Le volume de la production aurait augmenté pour la volaille (+ 2,6 %) et le lait (+ 0,3 %), mais baissé pour les autres produits. Les prix auraient diminué pour le lait (-4,7 %) et les ovins-caprins (-1,0 %) mais augmenté nettement pour les bovins (+ 8,4 %), les porcins (+ 9,7 %) et surtout pour les œufs (+ 30,6 %).

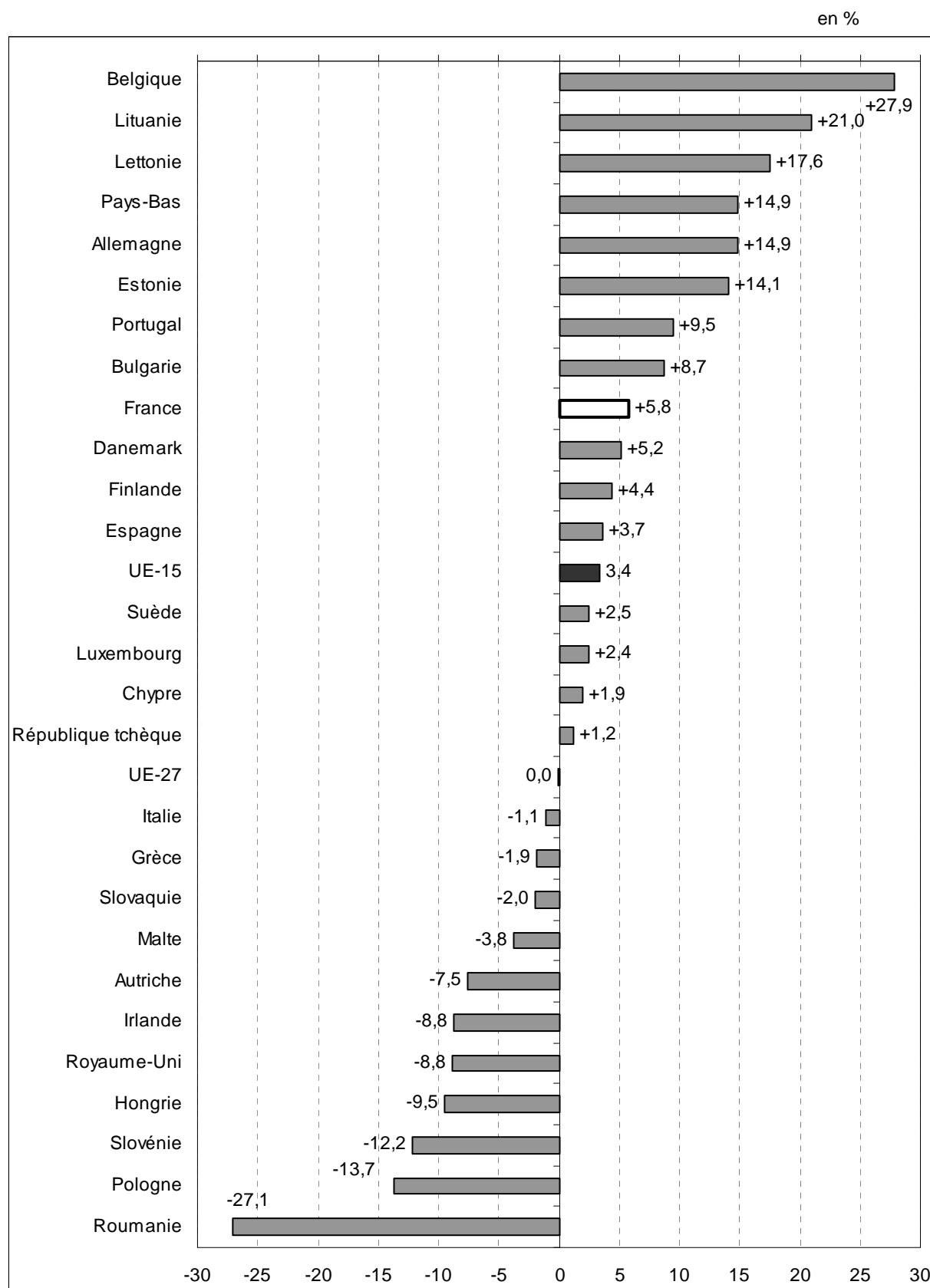
Dans l'UE-27, les coûts des **intrants agricoles** (consommation intermédiaire) auraient augmenté de 1,8 % en termes réels, principalement du fait de la hausse des prix (+ 3,3 %). L'augmentation des prix des intrants concernerait particulièrement les aliments pour animaux (+ 4,0 %), semences et plants (+ 4,3 %), énergie et lubrifiants (+ 6,1 %) et engrais et fertilisants (+ 6,4 %).

¹Ce chapitre a été rédigé à partir du communiqué d'Eurostat 179/2012, paru le 12 décembre 2012. Il a été mis à jour en utilisant les données prévisionnelles européennes communiquées à Eurostat en janvier 2013. La terminologie a été légèrement modifiée, des graphiques et des tableaux ont été ajoutés. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, car elles intègrent des révisions arrêtées en mai 2013. En particulier, pour la France, la croissance du résultat agricole net présentée dans le graphique 1 a été estimée en mai 2013 à +5,4 % (au lieu de +5,8 % dans la base des données prévisionnelles d'Eurostat).

²En particulier les prix peuvent être estimés en campagne ou en année civile.

Graphique 1

Variation du résultat agricole net par actif en 2012 en termes réels dans l'UE

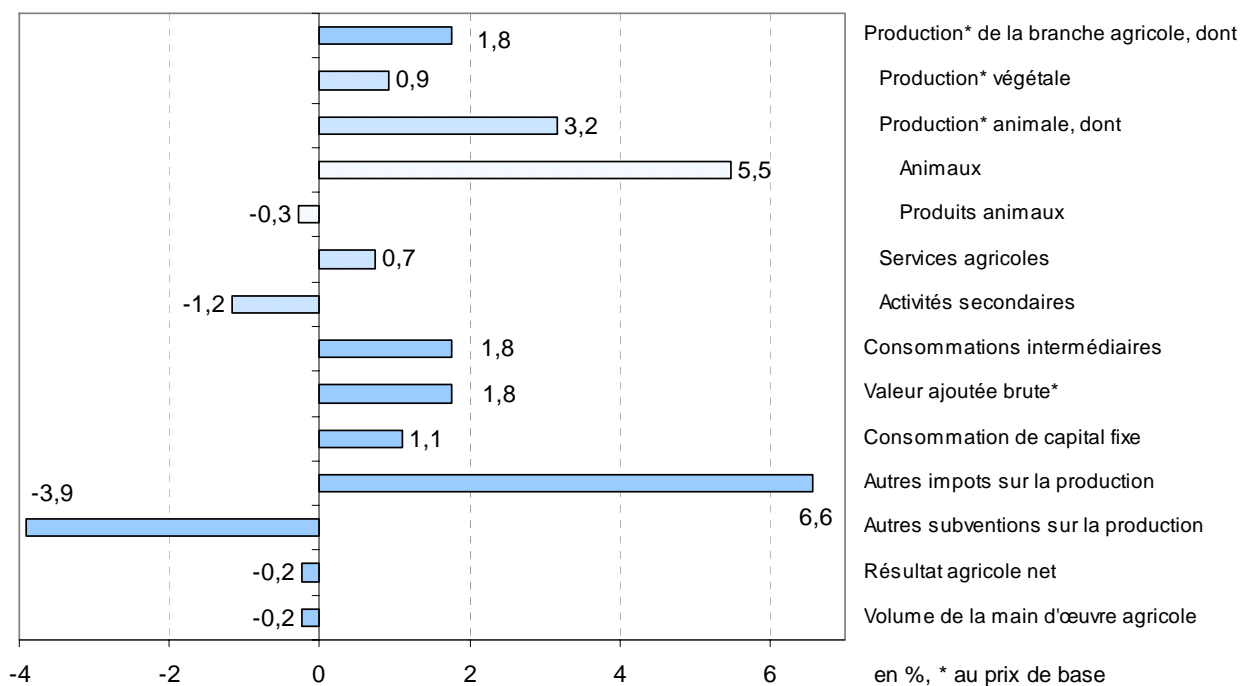


Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2013)

* Pour la France, ce chiffre prévisionnel a été réévalué à +5,4 % au compte provisoire.

Graphique 2

Évolution 2012/2011 en termes réels des principales composantes du résultat agricole de l'UE



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2013)

Tableau 1

Variation de la production en 2012/2011 dans l'UE

	en %	
	Volume (aux prix du producteur)	Prix du producteur (évolution en termes réels)
Production totale	-3,0	+ 5,2
Céréales	-7,0	+ 10,0
Oléagineux	-7,4	+8,8
Betteraves sucrières	-2,8	-0,2
Légumes frais	-2,6	+ 6,2
Pommes de terre	-14,1	+ 9,2
Fruits	-7,1	+ 6,3
Vin	-15,7	+ 8,8
Huile d'olive	+6,2	+ 1,4
Production végétale	-5,3	+ 6,9
Bovins	-2,1	+ 8,4
Porcins	-1,8	+ 9,7
Ovins et caprins	-2,2	-1,0
Volailles	+ 2,6	+ 2,3
Lait	+ 0,3	-4,7
Œufs	-1,6	+ 30,6
Production animale	-0,5	+ 3,8
Services agricoles	+ 0,1	+ 0,7
Activités secondaires	-2,5	+ 1,4

Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2013)

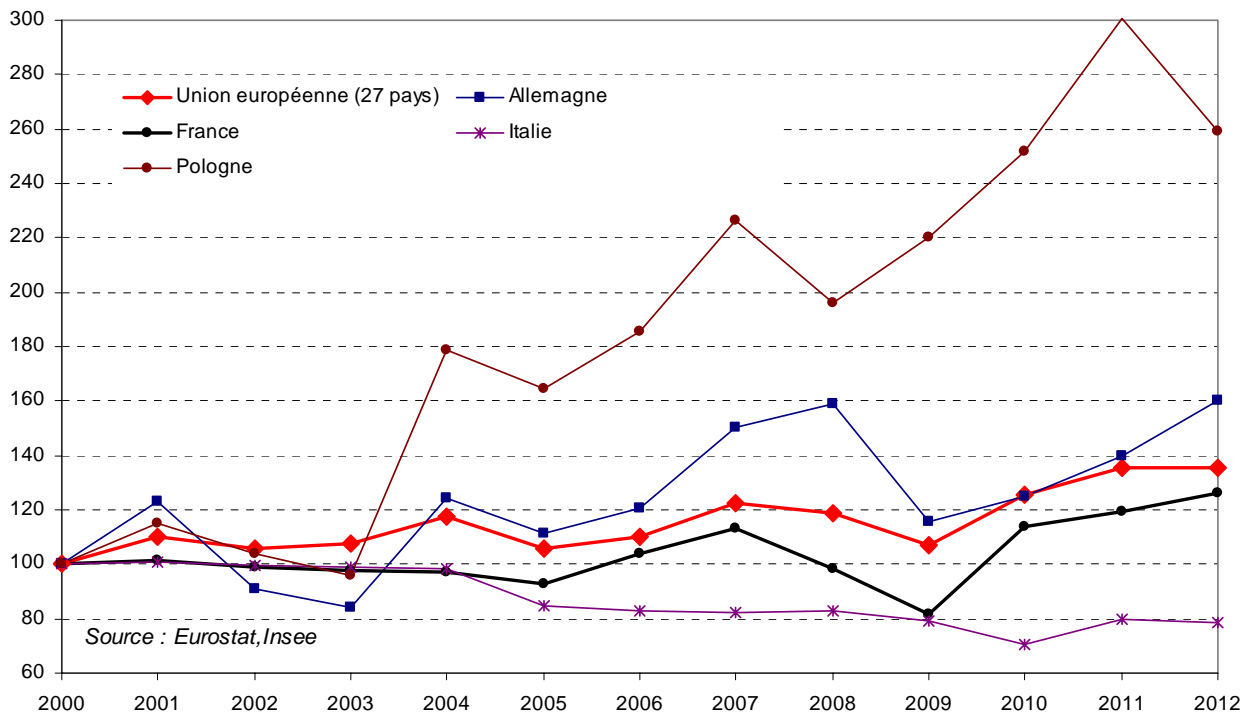
Tableau 2
Variation des consommations intermédiaires 2012/2011 (en termes réels) dans l'UE

	en %	
	Volume	Prix
Ensemble,		
dont :	-1,5	+ 3,3
- énergie	-2,7	+ 6,1
- engrais et amendements	-4,6	+ 6,4
- produits phytosanitaires	+ 2,1	- 0,2
- alimentation animale	-0,7	+ 4,0

Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2013)

Graphique 3
Variation du résultat agricole net par actif en termes réels dans l'UE depuis 2000

Base 100 en 2000



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2013)

TABLEAU DE BORD

L'AGRICULTURE DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le lecteur se reportera aux encadrés pour la définition précise des termes employés, en ce qui concerne le champ des différentes branches et les indicateurs retenus dans les tableaux. Le tableau de bord 2012 présente les évolutions 2012/2011. Les évolutions sont aussi présentées sur une période de cinq ans, en moyenne annuelle. Les tableaux de ce rapport proviennent des comptes nationaux en base 2005.

En 2012, selon les comptes provisoires de la nation, la **valeur ajoutée brute** de l'ensemble des entreprises françaises¹ se stabilise : + 0,1 % **en volume**, après + 2,4 % en 2011. L'activité continue à augmenter en volume pour les services et le commerce, mais de façon plus modérée que les années précédentes. L'activité des industries agroalimentaires (IAA) reste en progression. En revanche, la baisse, sensible pour l'industrie, est encore plus marquée pour l'agriculture, après un redressement important en 2011 ; en effet, la production agricole diminue et les consommations intermédiaires continuent à croître. Après une progression en 2011, la production agricole décroît, notamment pour les plantes industrielles, les pommes de terre, les fruits, les vins, et moins fortement pour les produits animaux. En moyenne sur cinq ans, l'évolution de l'activité en volume continue sur la même tendance : en hausse pour les services et le commerce, mais en baisse pour les IAA et l'industrie manufacturière. Pour l'agriculture, elle continue à se redresser.

Le **prix de la valeur ajoutée** s'accroît à nouveau en 2012 pour l'ensemble des entreprises : + 1,2 %. Il reste stable pour les services. Pour les IAA, il continue sa progression tandis que pour l'industrie manufacturière, il reste sur sa tendance à la baisse. En revanche, pour l'agriculture, il se redresse très nettement en raison de la forte remontée des prix des céréales et oléagineux, des pommes de terre, des fruits, des vins, du bétail et des oeufs.

L'**emploi** reste sur sa tendance à la baisse dans l'agriculture et l'industrie ; il continue à progresser dans les services et le commerce, mais de façon plus modérée qu'en 2011. Globalement, pour l'ensemble des entreprises, l'emploi est quasi-stable par rapport à l'année précédente (+ 0,1 % contre + 1,1 % en 2011) ainsi que sur moyenne période (-0,1 %).

Les gains de **productivité** sur moyenne période restent en légère baisse pour les IAA malgré leur

redressement en 2012 par rapport à 2011 et ils continuent à progresser dans les autres branches, et plus particulièrement dans l'agriculture et l'industrie où l'emploi diminue sensiblement.

En matière de **résultat**, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs est en recul dans l'industrie manufacturière. En revanche, elle progresse fortement pour les IAA et elle reste sur une tendance à la hausse dans les autres branches. Sur moyenne période, l'évolution reste globalement favorable pour l'ensemble des entreprises : elle est toujours en baisse pour les IAA et l'industrie, mais elle reste positive pour l'agriculture, les services et le commerce.

En 2012, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif continue sa croissance. Elle se replie pour l'industrie manufacturière, mais elle reste en hausse pour les autres branches, notamment pour l'agriculture et les IAA.

L'excédent brut d'exploitation (ou revenu mixte) pour l'ensemble des entreprises diminue en 2012. Il continue à chuter pour l'industrie, mais son redressement est important pour les IAA. Il reste croissant dans l'agriculture : ceci est dû au net redressement des prix à la production. Sur moyenne période, l'EBE poursuit sa tendance à la hausse pour l'agriculture et le commerce et à la baisse pour l'industrie.

Les **investissements** pour l'ensemble des entreprises fléchissent en volume en 2012, après deux années de hausse (-2,1 % en 2012, après + 3,1 % en 2011 et + 6,6 % en 2010). Ils se réduisent notamment en construction et surtout en matériels de transport. En revanche, les investissements effectués par les agriculteurs s'accroissent encore en 2012, après le rebond de 2011, en lien avec le redressement des revenus agricoles depuis 2010. Si l'investissement en bâtiments agricoles reste modeste, les achats de tracteurs et de moissonneuses-batteuses continuent à progresser. Dans le secteur de l'élevage, les matériels de traite bénéficient d'une conjoncture favorable.

¹ La valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est restreinte ici à la valeur ajoutée des sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Voir encadrés p. 14 et 15 pour les choix méthodologiques.

Sur cinq ans, l'évolution de l'investissement devient négative (-1,0 %) globalement dans l'ensemble des entreprises ; elle se stabilise dans l'agriculture.

Le solde du **commerce extérieur**, tout en restant négatif, s'améliore en 2012 (+ 14,3 milliards d'euros), notamment pour les matériels de transport ; le déficit est moins prononcé pour les matériels informatiques et électroniques ainsi que pour les textiles. Le solde reste positif pour les produits agroalimentaires : l'excédent des échanges en produits bruts diminue du fait de la baisse des exportations de céréales qui avaient porté la croissance des années précédentes tandis que l'excédent en produits transformés continue à croître, notamment grâce aux champagnes et vins ainsi qu'au cognac. En moyenne sur les cinq dernières années, le déficit du commerce extérieur s'aggrave (-44,7 milliards), notamment pour l'industrie. En revanche, l'excédent progresse pour le commerce et l'agriculture.

Les flux d'échanges extérieurs continuent à ralentir en 2012. Les exportations s'accroissent encore, mais à un rythme plus modéré (+ 3,6 % en valeur

après + 8,8 % en 2011), en lien avec la décélération du commerce mondial. Elles tirent leur dynamisme des biens manufacturés, notamment des industries aéronautique et pharmaceutique. Parallèlement, le rythme des importations freine sensiblement (+ 0,8 % après + 11,0 % en 2011).

La **demande intérieure** recule légèrement en volume pour l'ensemble des produits, contrairement aux deux années précédentes, en particulier pour les produits industriels. En effet, l'investissement de l'ensemble des agents se réduit et la consommation des ménages est quasi-stable. Les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent et les achats d'automobiles sont en forte baisse. Les achats de textiles se replient également. La demande de services se stabilise, avec des dépenses en services de transport et en information-communication en hausse, mais en baisse pour l'hébergement-restauration. Sur cinq ans, la demande intérieure augmente modérément pour les produits agroalimentaires et légèrement plus pour les produits industriels.

Lecture des tableaux et méthodologie

1 - Le champ retenu (les colonnes des tableaux)

Les tableaux de bord présentés ici résultent des travaux menés à l'automne 2002 au sein d'un groupe de réflexion de la CCAN puis, en 2003, par un groupe de travail du CNIS Agriculture. Ils visent à comparer les évolutions de l'agriculture avec celles des autres grandes activités, pour l'année 2012 et en moyenne sur les cinq dernières années.

*Les activités y sont considérées en tant que **branches**.*

- La branche **agriculture** est ici celle des comptes de la CCAN.
- La proximité économique des **industries agroalimentaires** avec l'agriculture a conduit à les isoler de l'industrie. En conséquence, l'**industrie** est définie ici comme l'industrie manufacturière hors IAA. L'énergie ne fait pas partie de ce regroupement.
- Le champ retenu pour les **services** est restreint aux seules branches qui sont principalement constituées de sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Ils regroupent ainsi les services principalement marchands, hormis le commerce qui est isolé dans une autre rubrique. Ils comprennent donc l'hébergement et restauration, les transports, l'information et communication (y compris activités informatiques), les activités scientifiques et techniques et les autres services tels que les arts et spectacles. Ils ne comprennent pas l'administration, l'éducation-santé-action sociale, les activités financières et d'assurance et les activités immobilières (dans lesquelles se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés aux propriétaires occupants).
- L'importance des entreprises individuelles dans le **commerce** constitue, pour les comparaisons avec l'agriculture, un intérêt particulier qui a conduit à isoler cette activité.

On n'a ainsi retenu que des branches dont l'évolution macro-économique est guidée par celle des SNF-EI.

Dans l'ensemble de l'économie, la prédominance des SNF-EI est moins manifeste, ce qui pose des problèmes de comparabilité avec l'agriculture. C'est pourquoi, les comparaisons avec l'ensemble de l'économie s'entendent ici en restreignant l'économie aux seules SNF-EI (mais toutes activités confondues y compris énergie et construction).

2 - Les indicateurs retenus (les lignes des tableaux)

- En ce qui concerne les indicateurs retenus, l'activité des branches est caractérisée de façon très classique par l'évolution de la **valeur ajoutée brute** (c'est-à-dire sans enlever la consommation de capital fixe), au prix de base, et considérée en volume. L'évolution de **son prix** est également retenue.
- Pour **l'emploi**, on retient l'emploi total, salarié et non salarié, en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle unité de travail annuel (UTA).
- La **productivité** apparente du travail est retenue, mais uniquement en moyenne quinquennale du fait de la fragilité de son évaluation à court terme. Elle est définie ici à partir du ratio de l'indice du volume de la valeur ajoutée brute par l'indice de l'emploi total en équivalent temps plein, conformément à ce qui, pour l'agriculture, est calculé pour Eurostat à partir des comptes de la CCAN.
- Les premiers indicateurs de résultat, global et par actif, sont les **valeurs ajoutées au coût des facteurs**, rapportées ou non à l'emploi total en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle résultat agricole (global ou par UTA). Elle est alors calculée nette des amortissements, ce qui est en soi préférable s'agissant de mesurer un résultat proche de la notion de revenu. Dans le tableau de bord, les indicateurs de résultat ont cependant dû être exprimés en **brut** puisque la valeur des consommations de capital fixe n'est pas disponible pour les autres branches d'activité.
- L'**excédent brut d'exploitation** complète ces indicateurs de résultats. Dans le cadre central, c'est le dernier agrégat disponible par branche. Le revenu d'entreprise n'est donc pas disponible pour les activités autres que la branche agriculture.
- L'**investissement** est caractérisé de façon très classique par la formation brute de capital fixe (FBCF) en volume, ce qui n'inclut pas les terrains.
- Le **commerce extérieur** est établi par produits et non par branches ; en conséquence, l'ensemble de l'économie représente l'ensemble des échanges, sans référence aux SNF-EI ; l'ensemble de la filière agroalimentaire est agrégé ; le solde extérieur constitue l'unique agrégat du tableau qui n'est pas calculé en évolution ; sa variation est présentée également en euros et non en pourcentage d'évolution ; ces deux agrégats, complétés par les évolutions (en pourcentage) des flux d'exportations et d'importations, sont présentés à prix courants et non en volume. Par ailleurs, la comparabilité entre les produits des différentes branches n'est pas parfaite puisque les importations des différents biens sont, dans les comptes nationaux, valorisées y compris assurance et transport (CAF) alors que celles des services, du commerce et de l'ensemble de l'économie sont valorisées en considérant que les produits sont globalement valorisés hors assurance et transport (FAB) puisqu'une correction CAF-FAB est effectuée globalement sur l'ensemble des produits. L'ensemble de l'économie intègre également une importante correction liée à la prise en compte du tourisme, tous produits confondus.
- Le tableau s'achève avec la **demande intérieure finale** en volume, laquelle regroupe la consommation finale et la FBCF.

Tableau de bord pour 2012

Variations par rapport à 2011¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	-5,5 %	+3,0 %	-2,5 %	+0,7 %	+0,6 %	+0,1 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	+14,0 %	+4,8 %	-0,4 %	+0,1 %	+1,1 %	+1,2 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-2,0 %	-0,6 %	-0,8 %	+0,2 %	+0,4 %	+0,1 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+5,0 %	+8,1 %	-3,4 %	+0,6 %	+1,4 %	+1,0 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+7,2 %	+8,7 %	-2,6 %	+0,4 %	+1,0 %	+0,9 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+5,5 %	+22,3 %	-18,3 %	-3,3 %	+0,8 %	-0,6 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+1,8 %					-2,1 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+11,2 Md€		-22,3 Md€	-7,8 Md€	+10,5Md€	-45,0 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,2 Md€		+14,1Md€	+0,9 Md€	+1,8 Md€	+14,3Md€
Exportations (en %)	+2,4 %		+3,8 %	+3,6 %	+14,9 %	+3,6 %
Importations (en %)	+2,6%		-0,4 %	+1,7 %	+0,3 %	+0,8 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+0,1 %		-1,3 %	+0,1 %	-3,8 %	-0,1 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur exprimé en milliards d'euros ».

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 1 : Évolution comparée de la valeur ajoutée brute de différentes branches en volume

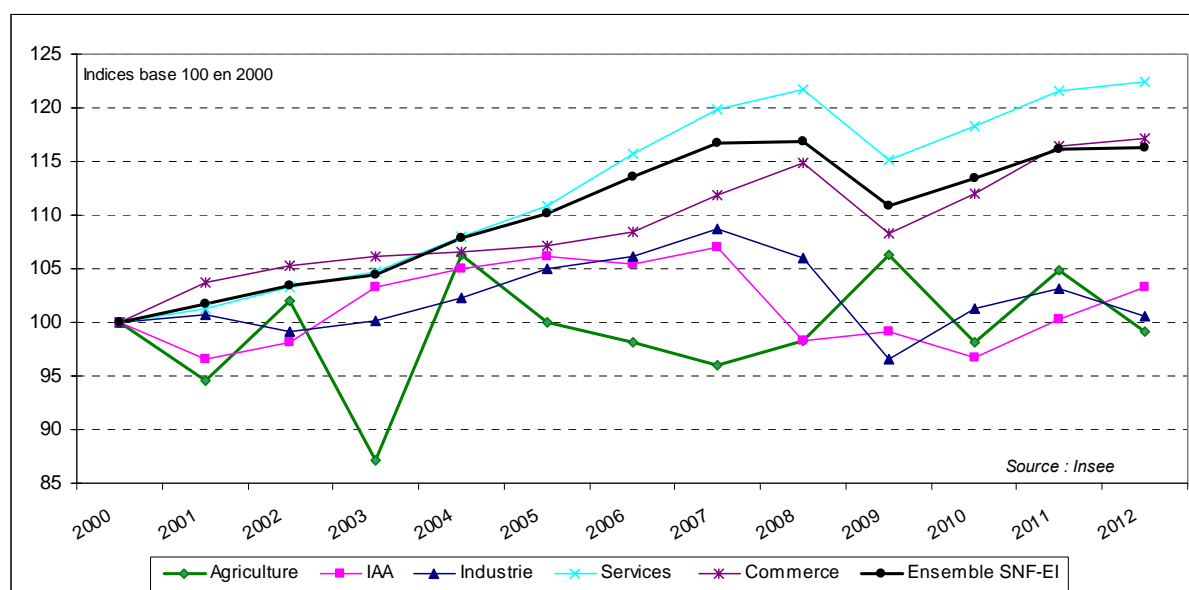


Tableau de bord sur cinq ans

En % par an - Évolutions moyennes entre 2007 et 2012¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	+0,6 %	-0,7 %	-1,5 %	+0,4 %	+0,9 %	-0,1 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	+1,3 %	+0,5 %	-0,8 %	+0,6 %	+1,6 %	+1,1 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-2,2 %	-0,6 %	-2,8 %	+0,4 %	+0,3 %	-0,1 %
Indicateur de productivité						
Productivité apparente du travail (%)	+3,4 %	-0,1 %	+1,3 %	+0,1 %	+0,6 %	+0,4 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+2,1 %	-0,2 %	-2,2 %	+0,9 %	+2,4 %	+0,9 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+4,4 %	+0,4 %	+0,6 %	+0,6 %	+2,1 %	+1,0 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+2,1 %	-3,5 %	-9,3 %	-2,3 %	+2,6 %	-0,8 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+0,1 %					-1,0 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+8,7 Md€		-24,3 Md€	-7,4 Md€	+7,2 Md€	-44,7 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,5 Md€		-1,0 Md€	-0,4 Md€	+1,5 Md€	-3,2 Md€
Exportations (en %)	+4,8 %		+1,0 %	+1,5 %	+14,2 %	+1,9 %
Importations (%)	+4,7 %		+1,2 %	+2,0 %	-5,4 %	+2,4 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+0,4 %		+0,7 %	+0,7 %	-2,8 %	+0,3 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

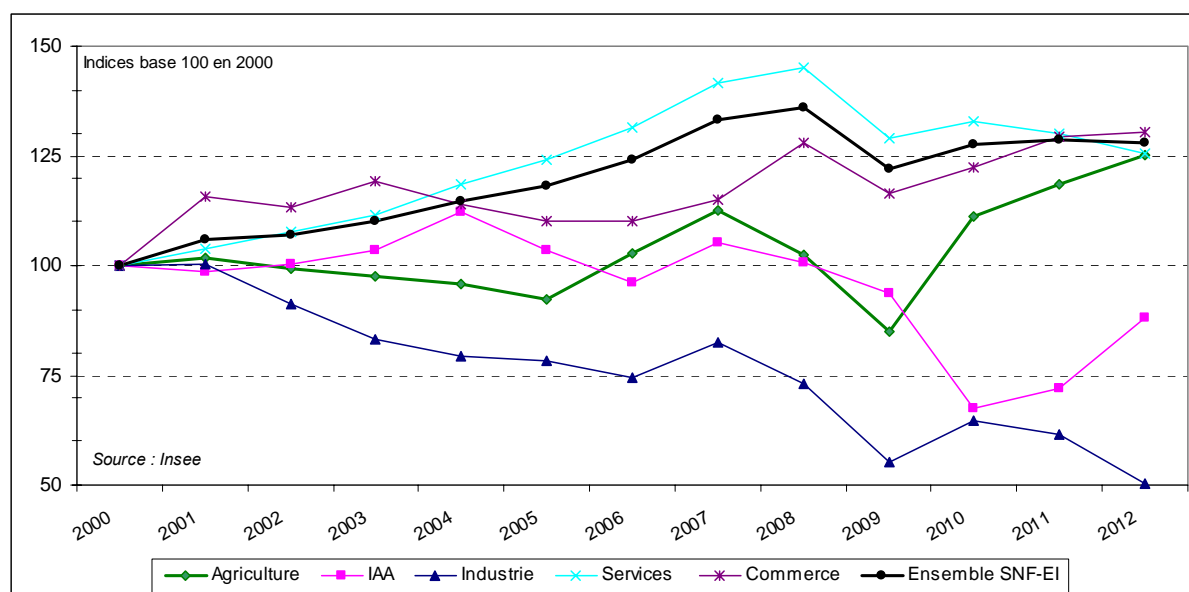
1. Sauf « solde extérieur » pour lequel il s'agit du niveau moyen exprimé en milliards d'euros. À titre d'illustration, entre 2007 et 2012, l'activité dans les services a crû de 1,004⁵ ≈ 1,020 soit une augmentation de 2,0% environ.

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee)

Graphique 2 : Évolution comparée de l'excédent brut d'exploitation de différentes branches



Les agrégats en valeur en 2011

En milliards d'euros ¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute	29,6	31,8	155,4	463,5	185,2	1056,9
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein ¹	792,5	587,8	2186,8	7893,2	3489,7	17478,3
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	36,9	29,8	141,4	481,9	193,0	1106,9
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif ¹	46,6	50,7	64,7	61,1	55,3	63,3
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte	29,9	9,0	31,4	142,0	67,5	408,7
Indicateur d'investissement						
FBCF	9,0					186,8
Indicateurs du commerce extérieur						
Exportations	57,6		337,0	54,8	11,9	538,3
Importations	46,5		373,4	63,5	3,2	597,6
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale	178,0		386,1	334,0	11,8	1840,3

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf emploi exprimé en milliers de personnes en équivalent temps plein,

et valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif exprimée en milliers d'euros.

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

LE COMPTE NATIONAL DE L'AGRICULTURE

Données provisoires arrêtées en mai 2013

La valeur de la production de la branche agriculture continue de progresser depuis son rebond de 2010. En 2012, les volumes produits fléchissent tandis que la hausse des prix est très forte. Avec une augmentation de prix plus modeste et un volume légèrement croissant, les consommations intermédiaires augmentent moins que la production en valeur.

La combinaison des deux phénomènes permet donc la poursuite de la croissance du revenu de la branche agriculture. La croissance globale résulte d'évolutions différenciées selon les activités.

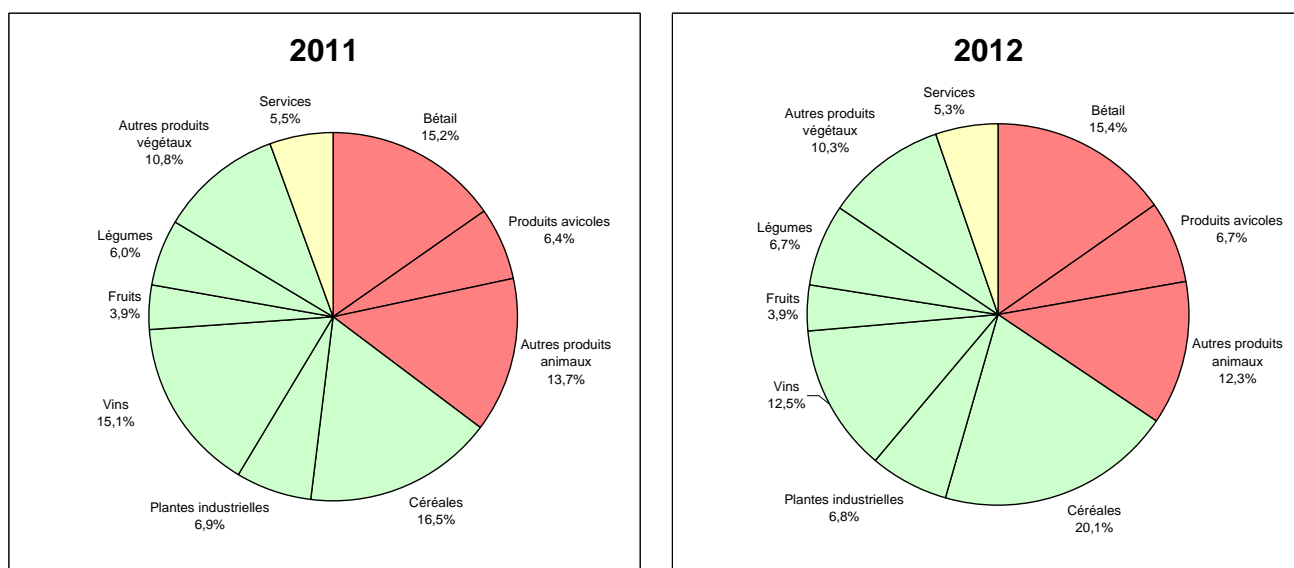
Les investissements bénéficient de l'embellie des revenus des dernières années.

La production

○ La valeur de la production hors subventions sur les produits s'accroît de 6,5 % en 2012 grâce à la hausse sensible des prix (+ 8,4 %). Le volume de production baisse de 1,8 %. Atteignant un montant total de 76,6 milliards d'euros en 2012, elle est supérieure de 4,7 milliards à celle de 2011 (*graphique 2*). Cette augmentation provient principalement des céréales.

Graphique 1

Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2011 et 2012



Source : Insee

Céréales : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales

Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles

Légumes : légumes frais, pommes de terre

Fruits : fruits frais

Vins : vins d'appellation d'origine, autres vins

Autres produits végétaux : plantes fourragères, plantes et fleurs

Bétail : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équidés, porcins

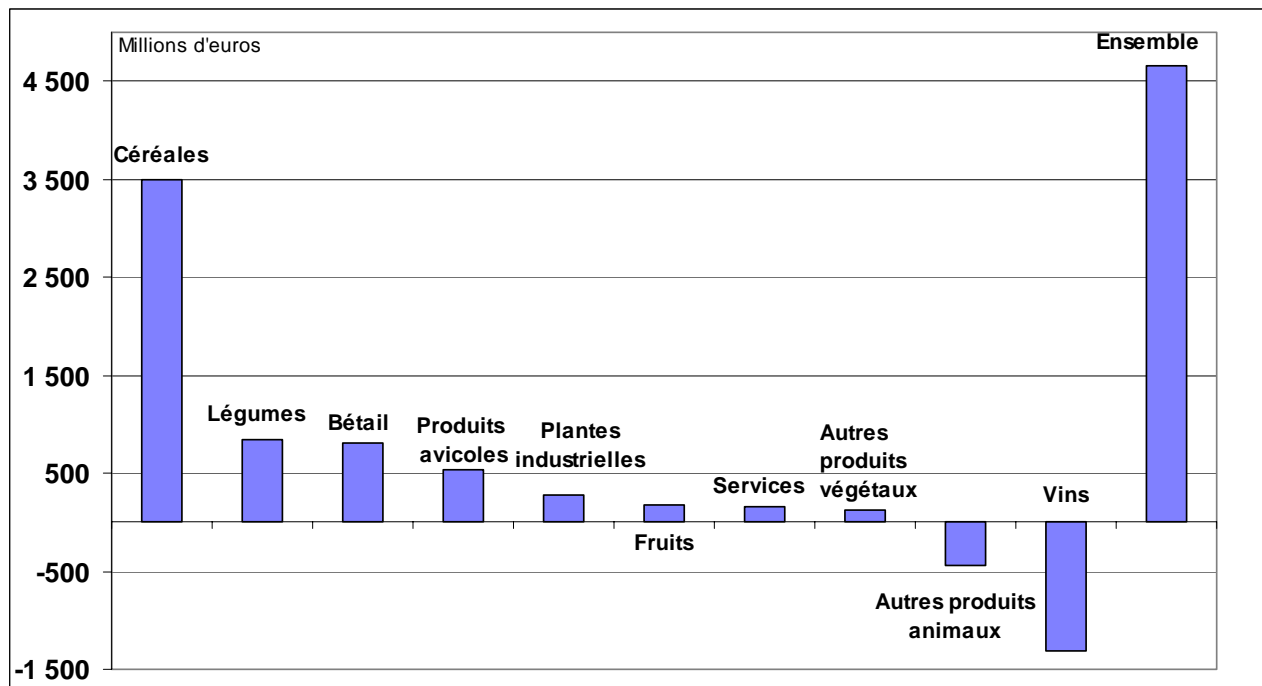
Produits avicoles : volailles, œufs

Autres produits animaux : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage

Services : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services

Graphique 2

Variation de la valeur de la production agricole (hors subventions) entre 2011 et 2012



Source : Insee

○ Le **volume** de la production agricole diminue en 2012 (-1,8 %), après s'être redressé en 2011. Les productions végétales comme les productions animales sont en recul.

Les productions végétales reculent de 2 % en volume. Après un net redressement en 2011, les productions de vins, de pommes de terre, de betteraves et de fruits se réduisent en raison de conditions climatiques difficiles. La récolte d'oléagineux se replie tout en restant supérieure à la moyenne quinquennale ; celle de protéagineux continue à diminuer sous l'effet de la baisse des surfaces. La production de maïs se stabilise au niveau élevé de 2011. En revanche, les récoltes de céréales à paille, qui avaient baissé en 2011, augmentent fortement sous l'effet d'une hausse conjuguée des surfaces et des rendements favorisés par le climat humide du printemps.

Les productions animales décroissent de 2,1 % en volume. Le recul se produit pour toutes les catégories. La production de porcins et d'œufs continue à se replier en raison des travaux de mise aux normes des bâtiments ; celle d'ovins poursuit sa baisse tendancielle. La production de bovins et de volailles se réduit après deux années de hausse. La collecte laitière régresse dans un contexte de baisse du prix du lait et de flambée du prix des aliments utilisés pour accroître les rendements.

○ Le **prix hors subventions** de la production agricole s'accroît en 2012 (+ 8,4 %) pour la troisième année consécutive. La hausse est très importante pour les productions végétales et plus modérée pour les productions animales.

Le prix des productions végétales augmente de 10,6 %. Après une flambée en 2010 et une hausse plus modérée en 2011, les cours des céréales, oléagineux et protéagineux s'envolent en 2012 dans un contexte mondial de baisse de production et de stocks face à un marché très demandeur. Les prix des pommes de terre flambent de façon spectaculaire, après une chute en 2011. Ceux des fruits et légumes se redressent fortement ; la situation s'est en effet améliorée pour les légumes d'été après une campagne 2011 très marquée par la crise liée à la bactérie E.Coli. Les prix des vins continuent à s'apprécier dans un contexte de baisse des disponibilités, la récolte étant historiquement basse.

Le prix hors subventions des productions animales s'accroît de 5,7 % en 2012. Pour le bétail, les prix s'accroissent surtout pour les gros bovins et les porcins, soutenus par la modestie de l'offre face à une demande dynamique. Ils flambent pour les œufs, en lien avec le recul de la production, très marqué en 2011, qui s'est poursuivi en 2012. En revanche, le prix du lait diminue sous l'effet de la baisse des prix des produits laitiers industriels.

Les subventions sur les produits

En millions d'euros

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Subventions*						
sur les productions végétales	1 389,5	1 441,7	1 396,7	380,0	347,0	310,1
sur les productions animales	1 119,9	1 134,7	1 103,4	834,5	787,4	757,2
Total	2 509,4	2 576,4	2 500,1	1 214,5	1 134,4	1 067,3

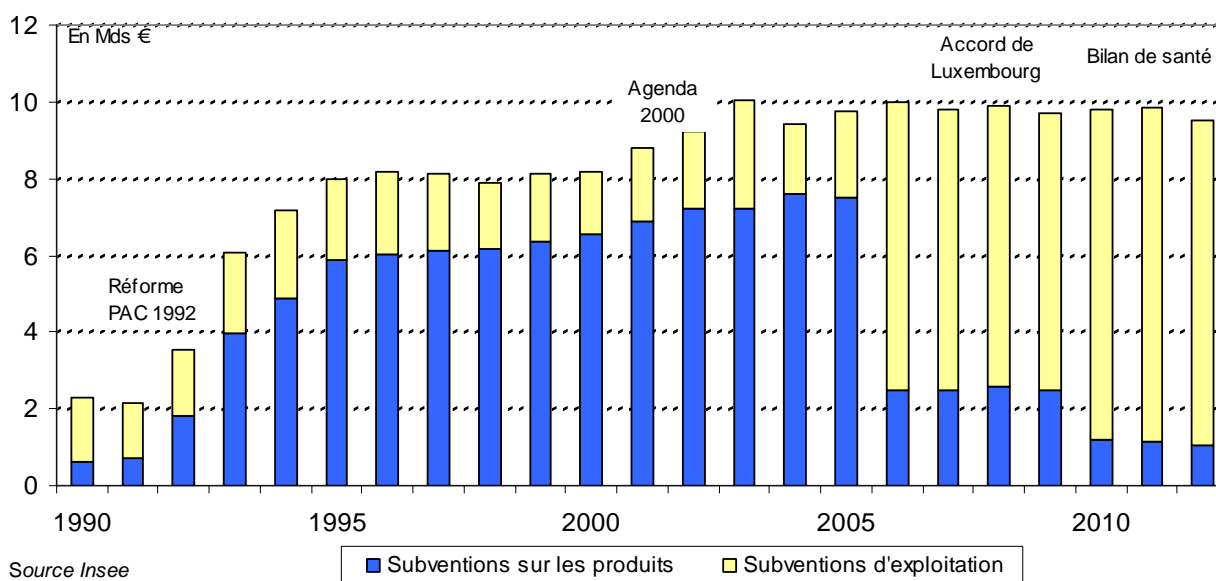
* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

Depuis la mise en œuvre du **Bilan de santé de la PAC** en 2010, les subventions d'exploitation se sont largement substituées aux aides directes aux productions (voir page 28). Désormais, la subvention sur les produits la plus importante est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) qui reste couplée à 75 %.

L'année 2012 s'inscrit dans ce contexte. Globalement les subventions sur les produits baissent encore de 5,9 %. Malgré la mise en place d'une aide à la qualité du tabac, l'essentiel de la réduction porte sur les productions végétales (-10,6 %).

Graphique 3
Évolution des subventions à l'agriculture

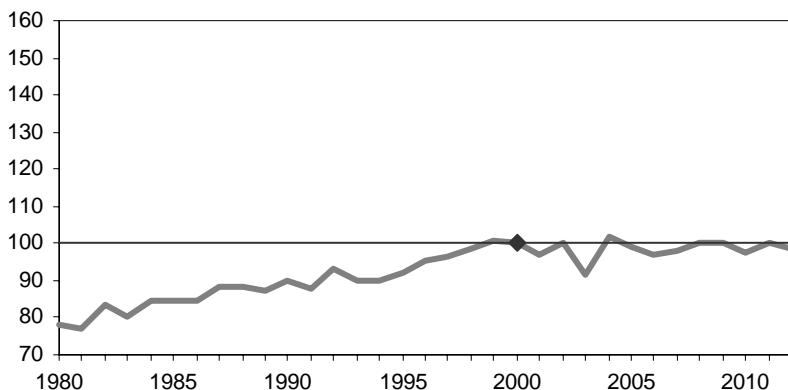


La production au prix de base

Dans les comptes, la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits. En 2012, la production au prix de base augmente de 6,3 % en valeur.

Compte tenu du faible niveau atteint par les subventions sur les produits, cette évolution est désormais très proche de celle de la production hors subventions, avec des différences selon les productions.

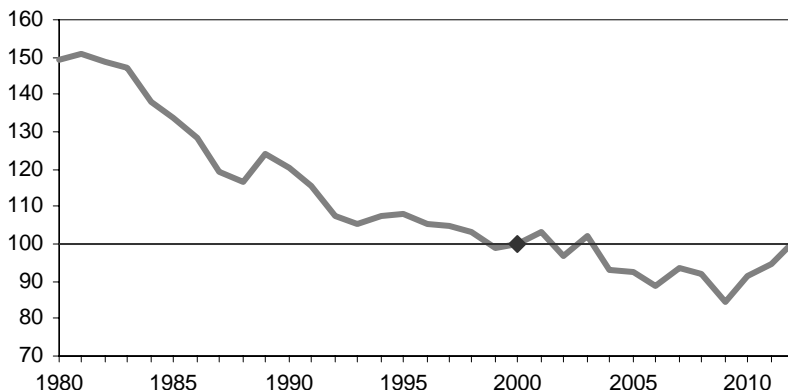
Graphique 4
Production agricole : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

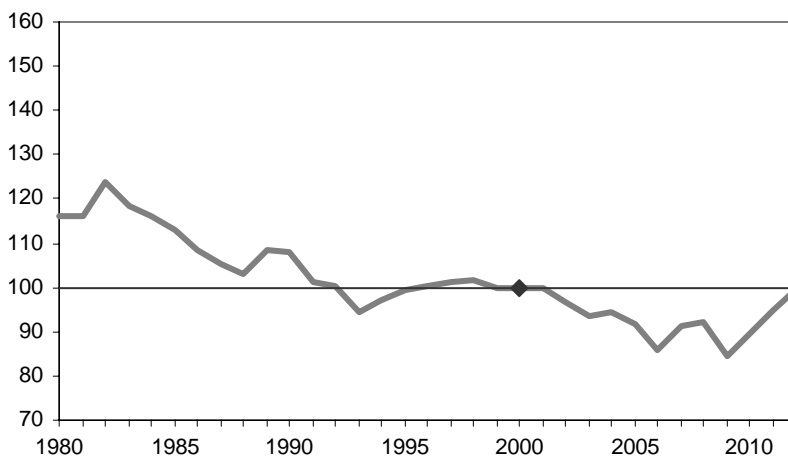
Graphique 5
Production agricole : évolution du prix de base en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix (prix de base, c'est-à-dire y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

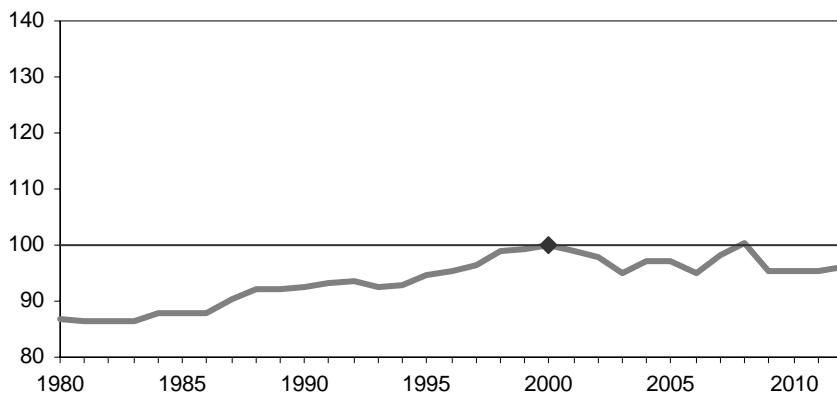
Graphique 6
Production agricole : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur de la production au prix de base (y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

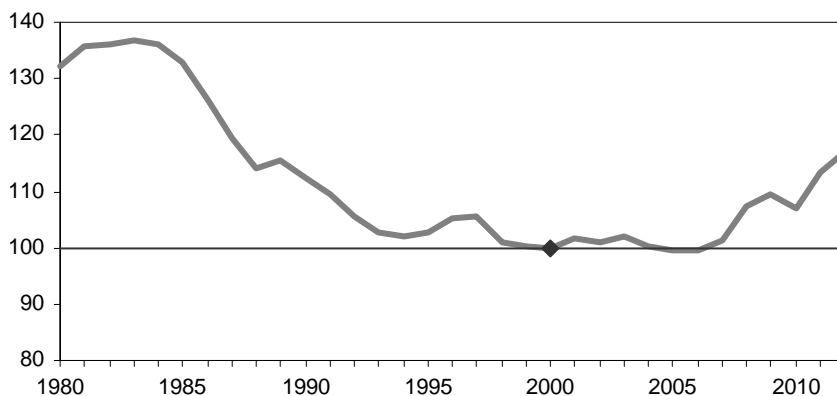
Graphique 7
Consommations intermédiaires : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

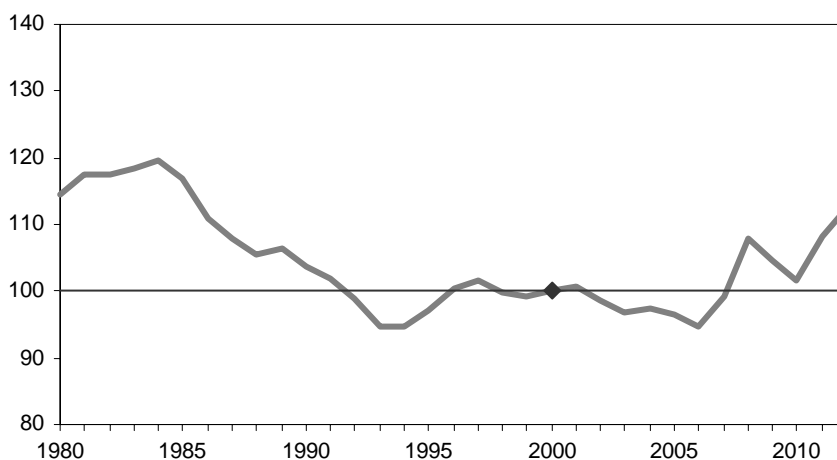
Graphique 8
Consommations intermédiaires : évolution du prix en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Graphique 9
Consommations intermédiaires : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Les consommations intermédiaires

Repartie à la hausse en 2011, la valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture croît encore de 5,3 % en 2012. Cette évolution est liée à une progression du prix moyen de l'ensemble des consommations intermédiaires (+ 4,6 %) et à une légère augmentation en volume.

L'accroissement des dépenses consacrées aux postes énergie et lubrifiants et aliments pour animaux achetés hors branche agricole représente respectivement 25 % et 24 % de l'alourdissement global des charges.

Les dépenses en aliments pour animaux achetés en dehors de la branche agricole augmentent de 6,7 % en 2012, après une progression très soutenue de 15,1 % en 2011. Elles sont tirées par la croissance des prix, les quantités consommées étant légèrement inférieures à celles de l'année précédente.

Les aliments composés représentent 90 % de ces dépenses. A partir du début de l'année 2012, les cours des matières premières (céréales, tourteaux) entrant dans leur composition se sont envolés. Ces fluctuations se sont répercutées, mais de façon atténuée, sur les prix d'achat des aliments. En particulier, le prix des aliments pour bovins croît de 8,7 %, celui des aliments pour porcins de 6,1 % et celui des aliments pour volailles de 5,2 %.

Les quantités achetées d'aliments pour bovins sont en hausse de 2 %. La progression est identique pour les aliments d'allaitement, elle fait suite à une baisse sensible de 7 % en 2011. Les volumes d'aliments pour porcins et volailles reculent quant à eux respectivement de 2,4 % et 0,5 %.

Hors aliments composés, la facture d'alimentation est également alourdie par les tourteaux dont le prix progresse de 27,5 %, les quantités consommées étant quasiment stables.

La charge en produits de protection des cultures s'accroît de 5,3 %, après une légère hausse en 2011. Les prix des différents produits sont proches de ceux de l'année précédente. Les quantités consommées en fongicides sont stables. Les volumes d'insecticides employés sont en augmentation de 2 %, en raison de pressions parasitaires assez fortes. Les conditions météorologiques ont favorisé le développement de mauvaises herbes, notamment sur les cultures de céréales, nécessitant un recours accru aux herbicides (+ 5 % en volume par rapport à 2011). Enfin, l'usage d'autres produits divers parmi lesquels les traitements des semences est en hausse.

Portée par une progression de prix soutenue, la facture « énergie et lubrifiants » est celle qui s'alourdit le plus. Bien que plus modérée, cette hausse s'inscrit dans la tendance des deux années précédentes (+ 18 % en 2010 et en 2011). En trois ans, les dépenses s'envolent de 60,5 %.

Tableau 3
Évolution des consommations intermédiaires en 2012

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble des consommations intermédiaires*	100,0 %	0,6	4,6	5,3
Ensemble hors aliments intraconsommés	85,0 %	-1,1	6,2	5,0
dont : Aliments pour animaux **	19,0 %	-0,3	7,0	6,7
Engrais et amendements	9,7 %	-13,9	+14,0	-1,8
Énergie et lubrifiants	9,1 %	0,6	14,1	14,8
Produits de protection des cultures	6,5 %	4,9	0,4	5,3

* Y compris services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, luzerne déshydratée, pulpes de betteraves...); ils ne comprennent pas les produits agricoles intraconsommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2011.

Source : Insee

Une raison de l'augmentation sensible de prix en 2012 est le remplacement du fioul domestique par le gazole comme carburant pour les tracteurs et autres véhicules agricoles. En effet, depuis novembre 2011, l'application de la directive européenne 2009/30/CE impose l'utilisation d'un gazole avec une très faible teneur en soufre pour les engins mobiles non routiers. Cette obligation s'est traduite par la création d'un gazole dit « non routier » à utiliser en remplacement du fioul domestique, dont l'usage est désormais limité aux installations fixes (installations de chauffage et moteurs fixes). Ce nouveau gazole est davantage taxé. Ainsi, sur ce poste carburant, qui contribue pour près de moitié à la facture en énergie et lubrifiants, la progression de prix est de 18 %.

Pour les autres produits pétroliers (fioul lourd, GPL (*propane, butane*), essence, gazole et lubrifiants), la hausse de prix globale est également sensible (+ 11,8 %). Le prix du gaz naturel augmente de 8 % et celui de l'électricité de 3 %.

Ces estimations tiennent compte de la reconduction des mesures fiscales en faveur des agriculteurs

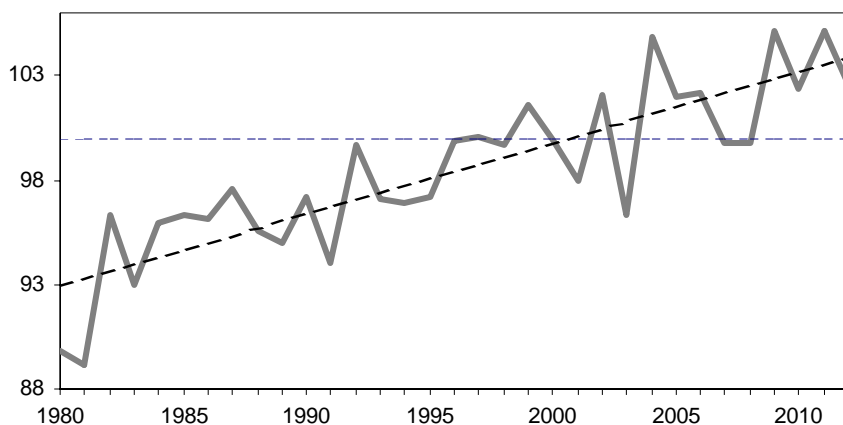
appliquées les années précédentes (réduction de taxes sur le fioul domestique, le fioul lourd, le gazole non routier et le gaz naturel).

La consommation d'engrais et amendements diminue légèrement, après une forte hausse en 2011. Les prix progressent de 14 %, une hausse sensible qui est comparable à celle de 2011 (+ 17,1 %). À l'inverse, les volumes utilisés sont en baisse de 13,9 %.

Près de 60 % de la dépense en engrais porte sur les engrais simples azotés, dont les quantités utilisées sont en recul de 15 % et les prix en hausse de 16 %. Pour les engrais composés, qui représentent un tiers de la facture, la baisse de volume est de 11% et la progression des prix de 11,7 %.

La réduction des quantités utilisées est liée entre autres aux dégâts du gel sur les colza et céréales. Cela a entraîné une perte de potentiel ou des ressemis en culture de printemps, se traduisant par une diminution de l'apport d'engrais.

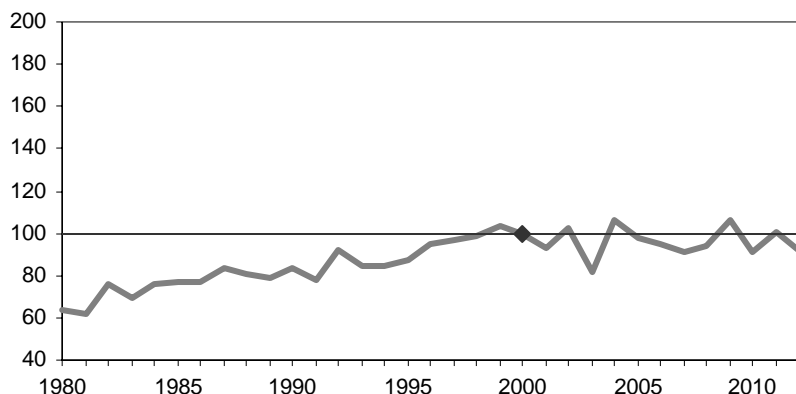
Graphique 10
Évolution de la productivité des consommations intermédiaires



Indice 100 en 2000
La productivité des consommations intermédiaires est définie comme le rapport de l'indice de volume de la production (indice 100 en 2000) sur l'indice de volume des consommations intermédiaires (indice 100 en 2000).
Les aléas climatiques pèsent beaucoup sur les fluctuations annuelles de cet indicateur. Sur le long terme, on observe cependant une amélioration de la productivité.

Source : Insee

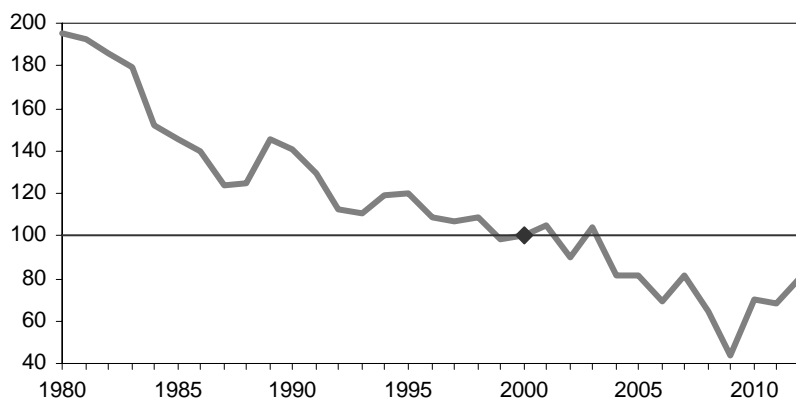
Graphique 11
Valeur ajoutée nette : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, au prix de l'année précédente.

Graphique 12
Valeur ajoutée nette : évolution du prix en termes réels

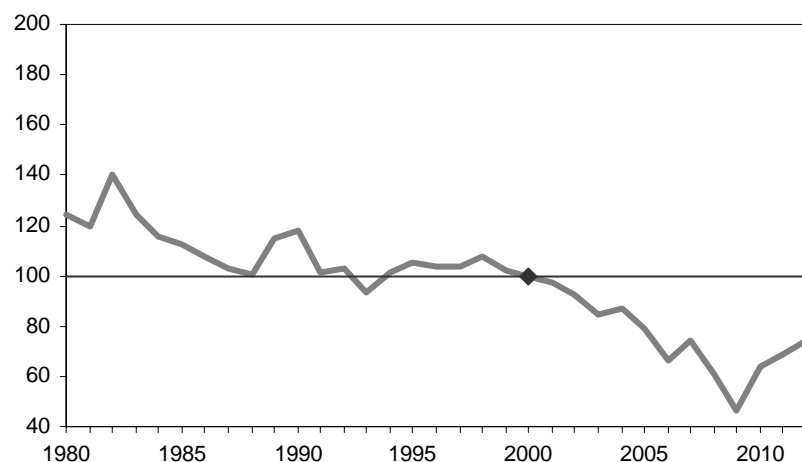


Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 En 2006 et 2010, la chute du prix de la valeur ajoutée intègre un effet purement comptable des réformes de la PAC : des subventions sur les produits, auparavant incluses dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, ont été remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Graphique 13
Valeur ajoutée nette : évolution de la valeur en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 En 2006 et 2010, la chute de la valeur ajoutée en termes réels intègre un effet purement comptable de la réforme de la PAC.

La valeur ajoutée

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2012, elle augmente en valeur (+ 7,7 %) un peu plus vite qu'en 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par une augmentation du prix de la production plus forte que celle des intrants, générant une progression sensible du prix de la valeur ajoutée (+ 14,0 %). Les volumes ont au contraire un impact négatif, la production reculant alors que le volume des intrants augmente encore. Cette augmentation de la valeur ajoutée de la branche agriculture considérée globalement ne bénéficie pas à toutes les catégories d'exploitations de la même façon, céréaliers et éleveurs se trouvant dans les situations extrêmes.

La **consommation de capital fixe** représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Elle porte sur l'ensemble des biens de capital fixe (plantations, matériels, bâtiments), à l'exception des animaux. En 2012, la consommation de capital fixe augmente de 5,3 %. Conséquence de la dépréciation des générations passées d'investissement, la hausse de la consommation de capital fixe en volume répercute la reprise des investissements depuis 2010. En prix, son augmentation découle de celle du prix des actifs fixes, notamment les machines agricoles.

La **valeur ajoutée nette** se déduit de la valeur ajoutée brute au prix de base en enlevant la consommation de capital fixe. Du fait du poids et de l'évolution de cette dernière, la valeur ajoutée nette augmente davantage que la valeur ajoutée brute.

Tableau 2
La valeur ajoutée en 2012

Valeurs en millions d'euros - Évolution en %

	Valeur 2012	Évolution volume	Évolution prix	Évolution valeur
Production au prix de base	77 680,3	-1,8	8,3	6,3
Consommations intermédiaires	45 810,6	0,6	4,6	5,3
Valeur ajoutée brute	31 869,7	-5,5	14,0	7,7
Consommation de capital fixe	11 244,2	1,0	4,3	5,3
Valeur ajoutée nette	20 625,6	-9,1	20,0	9,0

Source : Insee

Les subventions et les impôts sur la production

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 8,4 milliards d'euros en 2012. En recul (-3,4 %) par rapport à 2011, elles constituent les principales aides directes à l'agriculture depuis la mise en place des mesures décidées lors du **bilan de santé** de la PAC qui a institué de nouvelles aides agro-environnementales en compensation de la baisse des subventions sur les produits (graphique 3 p 21). Le découplage des aides est désormais presque total pour les grandes cultures et s'étend progressivement à l'élevage, la prime à la vache allaitante étant découplée à hauteur de 25 % et compensée par des DPU-Herbe.

Les subventions d'exploitation sont financées à hauteur de près de 90 % par l'Union européenne.

Depuis 2006, le paiement unique (6,9 milliards d'euros) qui s'est substitué en grande partie aux aides liées à la production est la composante principale de ces subventions. En 2012, il augmente légèrement.

Les nouvelles aides agro-environnementales avaient tardé à être mises en place : après le rattrapage de 2011, elles fléchissent en 2012. Par ailleurs, certains dispositifs arrivent à leur terme. Les aides agro-environnementales reculent globalement de 16,5 %, après une croissance de 22,5 % en 2011. En particulier, la prime à l'herbe

(PMHAE) baisse de 12,1 % et les indemnités compensatrices de handicap naturel de 2,4 %.

En 2012, des aides de crise ont été attribuées aux exploitations touchées par le gel.

Les **autres impôts sur la production** augmentent de 10,0 % en 2012. Il s'agit des impôts sur la production autres que les impôts sur les produits, déjà pris en compte dans le calcul de la production au prix de base. Les impôts fonciers, qui en représentent les deux tiers, augmentent en effet de 12,6 %, les dégrèvements exceptionnellement élevés en 2011 ayant retrouvé leur niveau moyen. Les autres impôts sont en hausse de 5,8 %. La plus grande partie est constituée par la TVA sur les consommations intermédiaires et l'investissement restant à la charge des agriculteurs.

Tableau 3
Subventions d'exploitation de la branche agriculture

En millions d'euros

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Paiement unique		5 714,7	5 695,6	5 741,0	5 770,0	6 922,0	6 892,2	6 923,8
Paiement supplémentaire	50,0	68,5	83,9	85,9				
Indemnité compensatrice de handicap naturel	507,7	513,9	527,8	494,1	496,6	528,5	547,5	534,1
Prime herbagère agri-environnementale, PMSEE ¹	209,2	219,8	243,5	235,7	221,0	249,6	277,8	244,1
Autres aides agri-environnementales, CTE, CAD ²	383,3	385,3	200,3	155,5	171,9	226,0	404,6	249,0
Retrait pluri-annuel des terres	4,7	2,5	2,2					
Aide au gel des terres (jachère non industrielle)	415,6	20,7	16,9	8,8				
Indemnités au titre des calamités agricoles	277,5	178,3	56,6	130,7	69,0	117,5	298,3	116,5
Compensations pour retraits de fruits et légumes	2,9	2,1	2,4	0,4				
Aides aux producteurs de fruits et légumes	11,5	1,6	0,6	1,1	8,0	0,2	2,0	3,0
Aides aux viticulteurs	42,9	31,2	48,8	16,2	1,7	0,0	0,0	0,0
Aides aux éleveurs	7,4	44,4	10,6	110,1	221,8	211,1	51,2	50,5
Indemnités pour dégâts de gibier	21,3	22,5	22,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Agriculteurs en difficulté	5,0	3,7	4,4	2,3	2,3			
Prises en charge d'intérêts	2,4	7,0	7,9	22,2	0,0	76,4	0,6	0,0
Subventions des collectivités locales	50,0	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0
Autres subventions d'exploitation	32,7	31,7	36,9	62,1	48,0	90,3	111,8	107,9
Bonifications d'intérêts ³	197,5	177,1	225,1	163,2	98,3	79,5	46,5	108,9
Total métropole	2 221,6	7 484,0	7 244,2	7 308,3	7 187,5	8 580,2	8 711,5	8 416,8
Subventions dans les DOM	14,8	17,7	61,4	20,4	21,7	24,0	24,9	24,3
Total	2 236,4	7 501,7	7 305,6	7 328,7	7 209,2	8 604,2	8 736,5	8 441,0

1. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) remplace la prime de maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE) en 2003.

2. Les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) créés en 1999, ont été progressivement remplacés par les contrats d'agriculture durable (CAD) créés en 2003.

3. Le traitement des Sifim oblige à travailler sur les intérêts bruts, et non nets des bonifications d'intérêt accordées par l'État et le Feoga. Les bonifications, destinées à compenser une partie des intérêts, sont donc portées dans les subventions d'exploitation pour équilibrer le compte de la branche. Voir le dossier sur les Sifim dans le rapport 2005.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

Le résultat agricole net

Le **résultat agricole net** de la branche agriculture se calcule à partir de la valeur ajoutée nette à laquelle sont ajoutées les subventions d'exploitation et sont retranchés les autres impôts sur la production. Il représente le revenu des facteurs de production (travail et capital). Il est aussi appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

En 2012, l'élément déterminant de l'évolution du résultat agricole net est la croissance de 6,3 % de la valeur de la production agricole. L'augmentation des consommations intermédiaires et de la consommation de capital fixe (+ 5,3 %) a au contraire un effet négatif. Les autres éléments ont aussi un effet négatif, mais moindre. Au final, le résultat agricole net croît encore (+ 4,8 %), mais de façon ralentie par rapport à 2011 (+ 7,1 %) et surtout par rapport à 2010 (+ 35,2 %).

En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 1,5 %), le résultat agricole net augmente de 3,3 %. Il retrouve un niveau proche de ceux de 2007 et de 2001.

Compte tenu de la réduction de l'emploi agricole total (-2,0 % en nombre d'unités de travail annuel), le résultat agricole net par actif progresse un peu plus vite (+ 7,0 %).

En termes réels, le résultat agricole net par actif¹ augmente de 5,4 % en 2012 après + 9,4 % en 2011, + 38,3 % en 2010 et de fortes baisses en 2009 et 2008. Il atteint son plus haut niveau depuis 1980, y compris en moyenne sur les trois dernières années.

Ces résultats globaux résultent cependant d'évolutions différenciées selon le type d'exploitation.

Le revenu net d'entreprise agricole

La **rémunération des salariés** progresse en 2012 de 2,7 %. L'augmentation des salaires versés par les unités agricoles résulte de l'augmentation du taux de salaire de 3,4 % et d'une réduction du nombre d'UTA salariées de 0,8 %.

Les **charges locatives** nettes augmentent de 5,5 % en 2012 après + 1,4 % en 2011. Le montant des charges locatives brutes dépend de la superficie agricole en fermage et du coût du fermage à l'hectare. La part des surfaces en fermage progresse au rythme de 1 % par an sur le long terme. La forte augmentation du revenu agricole récent, sur lequel les fermages sont indexés, a eu des répercussions à la hausse sur les charges locatives des exploitants. Les charges locatives qui entrent dans le compte de revenu sont nettes des impôts fonciers que les propriétaires terriens répercutent sur les fermiers ; ces impôts fonciers sont déjà comptabilisés au compte d'exploitation de la branche agricole.

Les **intérêts** dus par les unités agricoles sont quasiment stables en 2012 (-0,1 %). L'évolution des intérêts versés résulte de l'évolution combinée des encours et des taux d'intérêt. L'encours des prêts à

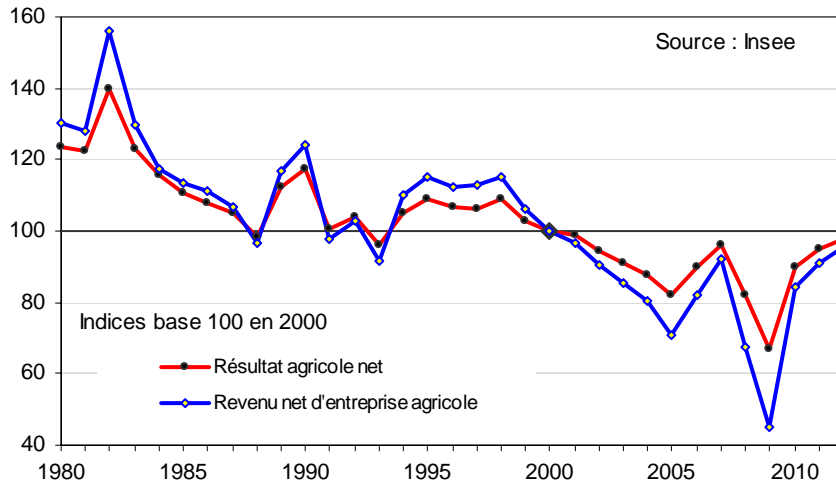
l'agriculture augmente toujours depuis 2007 du fait des prêts d'investissement (équipement et foncier), mais plus lentement depuis 2010. Sur l'année 2011, l'encours est resté pratiquement inchangé notamment pour les prêts non bonifiés d'investissement, les prêts à court terme augmentant quant à eux de 1,3 %. En revanche, les taux d'intérêt apparents, définis par le rapport des intérêts aux encours, ont continué de baisser en 2012, à l'exception du taux du crédit à court terme qui remonte encore. Au final, le taux d'intérêt apparent global se situe à 3,82 % en 2012 comme en 2011, après 4,14 % en 2010. Il était de 7,38 % en 1990.

Le taux d'intérêt de référence diminue à nouveau (2,08 % en 2012 après 2,38 % en 2011) alors qu'il atteignait 4,9 % en 2008. Les marges des établissements bancaires augmentent donc. Les **intérêts hors Sifim**² qui figurent dans la séquence des comptes correspondent aux intérêts bruts (avant déduction des bonifications d'intérêt dont l'agriculture est le bénéficiaire final) hors rémunération des services financiers qui sont comptabilisés en consommations intermédiaires. Hors Sifim, les intérêts diminuent en 2012.

¹ C'est cet indicateur (dit Indicateur A) qu'Eurostat utilise pour comparer les revenus agricoles des pays de l'UE.

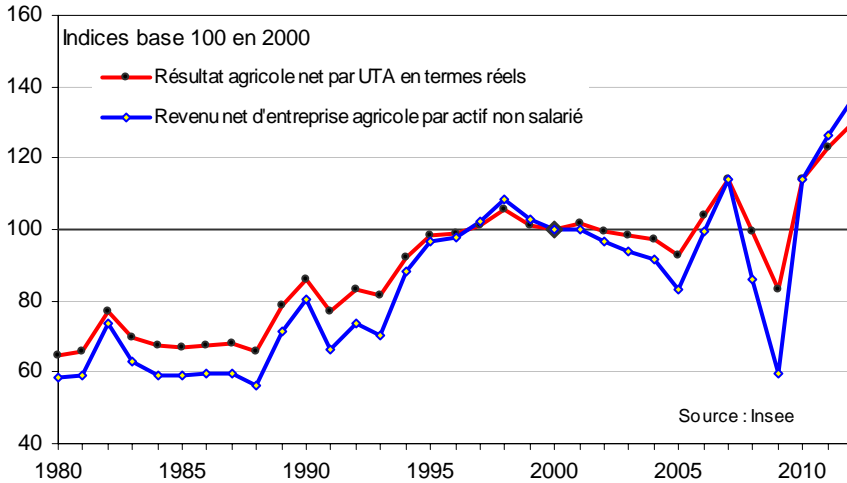
² Sifim : Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Graphique 14
Indicateurs de revenu en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

Graphique 15
Indicateurs de revenu par actif en termes réels

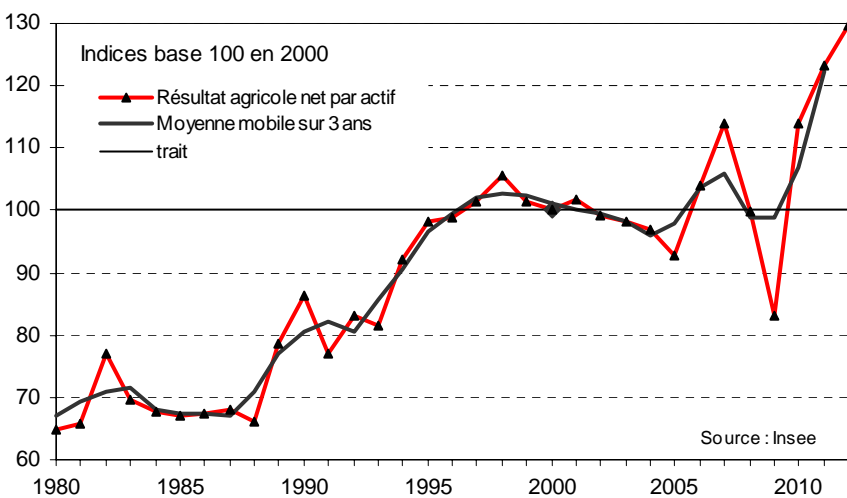


Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

UTA : unité de travail annuel
(équivalent temps plein de
l'agriculture).

UTANS : UTA non salariée

Graphique 15bis
Revenu agricole net par actif en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

Moyenne mobile sur 3 ans

Le **revenu net d'entreprise agricole**, solde du compte de revenu, se déduit du résultat agricole net en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes. Le revenu net d'entreprise agricole augmente encore de 6,9 % en 2012 après + 9,2 % en 2011 et une croissance record en 2010 (+ 87,9 %). Ces bonnes années compensent les baisses des deux années précédentes. Le RNEA 2012 dépasse de 11,4 % celui de 2007.

Comme le volume de l'emploi non salarié diminue tendanciellement (-2,7 %), le revenu net d'entreprise

agricole par actif non salarié augmente encore davantage (+ 9,8 %). Son pouvoir d'achat (le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié déflaté par l'indice de prix du PIB) progresse de 8,2 % en 2012.

Orienté à la baisse de 1999 à 2005, cet indicateur de revenu connaît depuis de très fortes variations, à la hausse comme à la baisse, liées principalement à la volatilité des prix des produits agricoles et des intrants. En 2012, il atteint globalement son plus haut niveau, mais avec des disparités selon les types d'exploitation (*graphique 15*).

Tableau 4
Indicateurs de revenu de la branche agriculture en termes réels

	Prix du PIB ¹	UTA ²	UTA non salariées ²	Indicateurs de revenu en termes réels ¹			
				Résultat agricole net (RAN)	RAN par actif	Revenu net d'entreprise agricole (RNEA)	RNEA par actif non salarié
				Evolution en %			
1990	+ 2,2	-4,2	-5,1	+ 4,8	9,4	+ 6,3	12
1991	+ 2,2	-4,4	-5,0	- 14,7	-10,8	- 21,2	-17
1992	+ 2,1	-4,3	-5,1	+ 3,4	8,1	+ 4,9	10,5
1993	+ 1,9	-5,3	-6,5	- 7,2	-2,1	- 10,9	-4,7
1994	+ 1,5	-3,5	-4,5	+ 9,2	13,2	+ 20,5	26,1
1995	+ 1,2	-3,0	-4,1	+ 3,4	6,6	+ 4,8	9,2
1996	+ 1,7	-2,6	-3,9	- 1,9	0,7	- 2,5	1,4
1997	+ 1,1	-2,5	-4,1	- 0,3	2,3	+ 0,2	4,5
1998	+ 0,9	-1,8	-3,3	+ 2,4	4,2	+ 2,3	5,7
1999	+ 0,1	-1,7	-3,1	- 5,6	-4,0	- 7,7	-4,8
2000	+ 1,4	-1,4	-3,1	- 2,7	-1,3	- 5,9	-2,9
2001	+ 2,0	-2,6	-3,2	-1,0	1,7	-3,2	0,0
2002	+ 2,4	-2,5	-3,1	-4,9	-2,4	-6,4	-3,4
2003	+ 1,9	-2,4	-3,1	-3,5	-1,1	-5,6	-2,6
2004	+ 1,6	-2,4	-3,1	-3,5	-1,2	-5,9	-2,9
2005	+ 1,9	-2,4	-3,1	-6,8	-4,5	-11,9	-9,1
2006	+ 2,1	-2,4	-2,9	+ 9,6	+ 12,3	+ 16,0	+ 19,4
2007	+ 2,6	-2,1	-2,6	+ 7,2	+ 9,5	+ 11,9	+ 14,9
2008	+ 2,5	-2,3	-3,0	-14,5	-12,5	-26,6	-24,4
2009	+ 0,7	-2,4	-2,8	-18,5	-16,5	-32,9	-30,9
2010	+ 1,0	-2,3	-2,8	+ 33,9	+ 36,9	+ 86,0	+ 91,4
2011	+ 1,3	-2,1	-2,7	+ 5,7	+ 8,0	+ 7,8	+ 10,8
2012	+ 1,5	-2,0	-2,7	+ 3,3	+ 5,4	+ 5,3	+ 8,2

1. Les évolutions présentées en termes réels sont déflatées par l'indice de prix du PIB.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture). Suite au recensement agricole 2010, les séries d'emploi ont été révisées à partir de 2000.

Source : Insee

L'investissement agricole

La formation brute de capital fixe de la branche agriculture (FBCF) comprend d'une part l'investissement en produits de la branche agricole elle-même, c'est-à-dire les animaux reproducteurs et de trait ainsi que les plantations, d'autre part les dépenses d'investissement en biens non agricoles, essentiellement le matériel et les bâtiments.

Après deux années de baisse en 2009 et 2010, l'investissement a redémarré vivement en 2011 et continue de progresser en 2012, augmentant de 1,8 % en volume et de 6,7 % en valeur, cette évolution moyenne résultant d'évolutions très contrastées selon la nature des biens.

L'investissement agricole présente des cycles d'environ huit années au cours desquelles, partant d'un point haut, l'investissement baisse puis remonte. Le cycle 2000-2008 se différencie des précédents (1982-1990 et 1991-1999) par un creux moins profond. Le cycle en cours a commencé au contraire par une chute sans précédent mais, bénéficiant de la forte remontée des revenus en 2010, il semble repartir plus vite à la hausse. (*graphique 16*).

En 2012, la formation brute de capital fixe en produits agricoles augmente de 8,0 % en volume, plantations et bétail connaissant des évolutions divergentes (tableau 5).

La FBCF animale augmente fortement (+ 45 % en volume) compensant partiellement la baisse (-49 %) de 2011. En 2012, l'augmentation concerne tout particulièrement les bovins (+ 61 %).

En revanche, la FBCF en plantations reste quasiment stable en valeur. Son prix augmente de 3,9 %. En volume, la plantation de vignes baisse de 4,5 % après deux années de forte expansion. Pour les vergers, la réduction de la FBCF reste tendancielle.

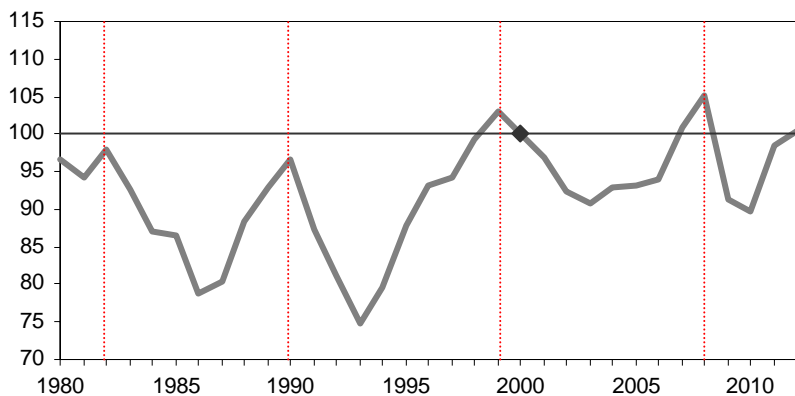
Si l'investissement en bâtiments agricoles reste modeste, les achats d'équipements continuent de progresser. Sur l'année, les immatriculations de tracteurs ont encore augmenté de 12 %, après + 21,8 % en 2011, la plus forte croissance concernant les tracteurs les plus puissants. Le marché des moissonneuses-batteuses est encore en hausse (+ 12,6 %) et celui des faucheuses, presses à balles et autres matériels de fenaison se développe. Dans le secteur de l'élevage, les matériels de traite ont bénéficié d'une conjoncture favorable. Au total, la formation brute de capital fixe hors biens agricoles augmente de 6,7 % en valeur et 1,8 % en volume.

Tableau 5
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture

	Montant 2012 (en millions d'euros)	Évolution 2012/2011 (en %)	
		En valeur	En volume
FBCF en biens agricoles	944	+ 15,3	+ 8,0
Bétail	328	+ 63,1	+ 45,1
Plantations	616	-0,3	-4,1
FBCF en biens non agricoles	11 266	+ 6,0	+ 1,3
dont : Matériel	8 471	+ 7,7	+ 2,0
Bâtiments	2 361	+ 1,4	-1,0
FBCF totale	12 210	+ 6,7	+ 1,8

Source : Insee

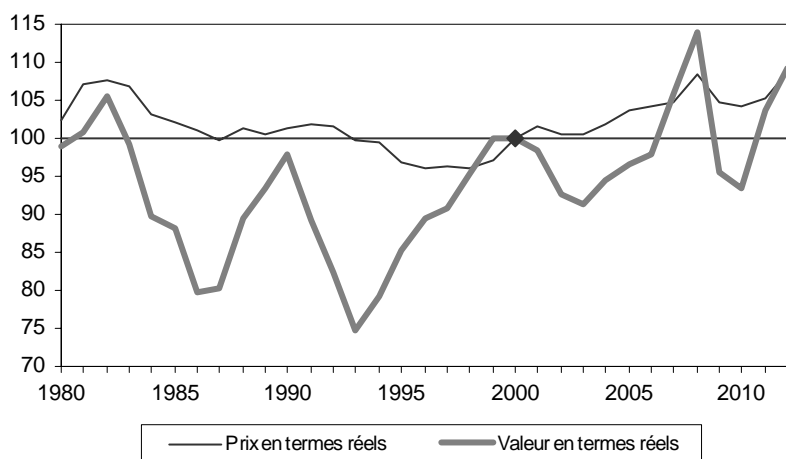
Graphique 16
FBCF de la branche agriculture en volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume
 de la FBCF

Source : Insee

Graphique 17
FBCF de la branche agriculture : valeur et prix en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices d'évolution. Les
 évolutions de valeur et prix en termes réels
 sont obtenues en déflatant les évolutions de
 valeur et de prix de la FBCF par l'indice de
 prix du PIB.

Source : Insee

Tableau 6
Les comptes de la branche agriculture de 2005 à 2012 en résumé

En millions d'euros

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
(+) Production au prix de base	63 816,5	61 212,6	66 780,7	68 819,1	63 700,5	67 995,1	73 096,3	77 680,3
(-) Consommations intermédiaires	35 045,7	35 060,3	37 770,7	42 060,1	41 061,5	40 332,5	43 506,8	45 810,6
dont : Sifim	934,2	677,0	555,0	319,2	869,0	1 034,2	765,7	777,0
(=) Valeur ajoutée brute	28 770,8	26 152,3	29 010,0	26 759,0	22 639,0	27 662,6	29 589,5	31 869,7
(-) Consommation de capital fixe	9 162,9	9 433,8	9 766,1	10 571,8	10 278,4	10 329,5	10 673,3	11 244,2
(=) Valeur ajoutée nette	19 607,9	16 718,5	19 243,9	16 187,2	12 360,6	17 333,1	18 916,2	20 625,6
(+) Subventions d'exploitation	2 236,4	7 501,7	7 305,6	7 328,7	7 209,2	8 604,2	8 736,5	8 441,0
dont : bonifications d'intérêts	197,5	177,1	225,1	163,2	98,3	79,5	46,5	108,9
(-) Autres impôts sur la production	1 397,1	1 331,7	1 374,9	1 461,0	1 471,1	1 461,3	1 429,4	1 571,8
Impôts fonciers	903,6	832,5	869,5	906,5	936,0	955,7	875,4	985,5
Autres impôts sur la production	493,5	499,2	505,4	554,5	535,1	505,6	554,0	586,3
(=) Résultat agricole net	20 447,2	22 888,5	25 174,6	22 054,9	18 098,7	24 476,0	26 223,4	27 494,8
(-) Rémunération des salariés	6 332,7	6 417,5	6 518,2	6 789,1	6 950,1	6 775,2	7 001,3	7 187,1
Salaires	5 058,3	5 129,1	5 275,7	5 524,4	5 635,2	5 578,9	5 770,0	5 923,1
Cotisations sociales	1 274,4	1 288,4	1 242,5	1 264,7	1 314,8	1 196,3	1 231,3	1 264,0
(=) Revenu mixte net (=ENE)	14 114,5	16 471,0	18 656,4	15 265,8	11 148,7	17 700,8	19 222,1	20 307,7
(-) Intérêts	1 007,1	1 241,8	1 437,3	1 698,8	1 193,2	943,4	1 097,3	972,4
(rappel : intérêts dus)	1 743,8	1 741,4	1 771,2	1 855,4	1 964,1	1 898,1	1 816,5	1 815,1
(-) Charges locatives nettes	1 945,4	2 016,5	2 051,4	2 161,6	2 250,8	2 282,4	2 313,3	2 439,6
(=) Revenu net d'entreprise agricole	11 162,0	13 212,7	15 167,7	11 405,4	7 704,6	14 475,0	15 811,4	16 895,7

Source : Insee

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2012, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires est de 11,2 milliards d'euros. Il reste quasiment stable par rapport à l'année précédente, ne progressant que de 176 millions.

L'excédent en produits transformés augmente de 1 milliard et atteint 7,5 milliards. Cette augmentation est en grande partie contrebalancée par la baisse de 850 millions de l'excédent en produits bruts issus de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui s'élève à 3,7 milliards.

L'excédent agroalimentaire avec les pays tiers est de 5,6 milliards, en progression de 679 millions d'euros. Cette évolution est le résultat d'une hausse de 1,4 milliard de l'excédent en produits transformés, compensée pour moitié par le creusement de 727 millions du déficit en produits bruts.

S'élevant également à 5,6 milliards d'euros, l'excédent agroalimentaire avec les pays de l'Union européenne est en recul de 503 millions.

Une baisse de l'excédent en produits agricoles bruts liée à celle des exportations de blé

L'excédent en produits bruts, après avoir atteint un niveau record en 2011, décroît de 18,5 %. Les exportations se contractent de 783 millions, soit 4,8 %. La baisse des volumes de 7,8 % n'est pas compensée par la hausse des prix qui est de 3,2 %. Les importations se maintiennent à un niveau proche de celui de l'année précédente.

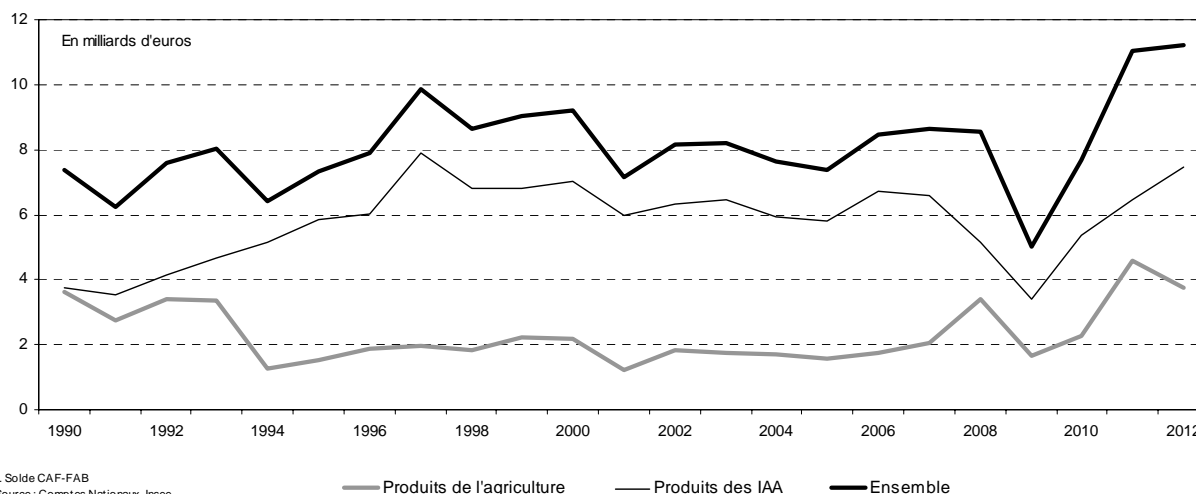
L'essentiel de la dégradation est lié aux échanges en produits végétaux d'origine agricole.

En recul de 731 millions d'euros par rapport à 2011, l'excédent en céréales est de 6,7 milliards d'euros. Les ventes diminuent de 808 millions.

Elles sont tirées à la baisse par la forte baisse des volumes de blé exportés. Celle-ci est de 17,6 % pour le blé tendre et de 27,7 % pour le blé dur. Ce recul concerne essentiellement les ventes vers l'Algérie et le Maroc, pays dont la demande en blé avait été extrêmement forte en 2011. Les quantités d'orge exportées décroissent de 6,7 % et celles de maïs progressent de 1,9 %.

Après une forte hausse en 2011, les prix des céréales exportées se stabilisent, ne progressant que de 2 % globalement. Le prix du blé tendre augmente de 1,3 % et celui de l'orge de 12,4 %. Le prix du maïs reste stable et celui du blé dur diminue de 5,3 %.

Graphique 1
Solde¹ du commerce extérieur agroalimentaire



L'excédent en pommes de terre est également orienté à la baisse en raison de la diminution de 100 millions des exportations. La moitié de cette baisse s'explique par la réduction des ventes vers l'Espagne et l'Italie, qui sont les deux premiers clients de la France.

Les exportations d'oléagineux se maintiennent à leur niveau de 2011. Les importations sont en baisse, la hausse des prix de 11,4 % ne parvenant pas à compenser la réduction de 19,9 % en volume. Cette baisse des quantités importées s'explique essentiellement par le recul des achats de graines de tournesol et de colza, notamment depuis la Roumanie et la Bulgarie.

Les forts déficits en légumes frais et en fruits se dégradent. Les exportations augmentent, malgré une baisse des volumes. Elles sont soutenues par des hausses de prix de 6,5 % pour les légumes et 8,6 % pour les fruits. Elles sont cependant moins dynamiques que les importations, qui après avoir diminué en 2011, sont reparties à la hausse, portées par la progression des volumes et des prix.

Les achats de tomates, de courgettes et de melons représentent 40 % des importations de légumes. La moitié de la hausse de 138 millions du déficit en légumes s'explique par la dégradation des déficits pour ces trois produits.

Le déficit en fruits se creuse de 240 millions, le poste agrumes contribuant à près de 40 % à cette dégradation.

Les autres déficits observés sur des familles de produits végétaux d'origine agricole sont en baisse, permettant de compenser la dégradation du solde en fruits et légumes.

Ainsi, la diminution des importations de caoutchouc naturel brut contribue à faire reculer de 32,7 % le déficit en « autres plantes industrielles ». Le fort déficit en « café, thé, cacao, épices » se contracte de 11,6 % sous l'effet d'une réduction des achats de café en grain et de fèves de cacao.

L'excédent commercial en animaux vifs reste stable par rapport à 2011.

L'excédent en « gros bovins » s'améliore en raison d'une croissance des prix de vente de 12,1 %, les effectifs exportés restant stables. A l'inverse, les exportations de veaux sont tirées à la baisse par un recul des prix de 9,1 % et une chute des volumes de 27,3 %.

Les exportations de porcins sont en hausse sous l'effet d'une progression des prix de vente de 14,7 %. Pour les volailles, les exportations sont

portées par la progression de 18,5 % des effectifs vendus.

La progression de l'excédent des produits transformés portée par les échanges en vin et alcools

L'excédent des produits transformés croît de 15,9 % par rapport à 2011 et frôle les 7,5 milliards. Les exportations progressent en volume (+ 3,1 %) et en prix (+ 2,1 %). Les importations sont quant à elles tirées par l'évolution des prix de 3,6 %.

En 2012, l'excédent du poste boissons s'accroît de 12,5 %. Les exportations restent dynamiques et progressent de 10,1 %, un rythme comparable à l'année précédente. La progression des importations ralentit, passant de 15 % en 2011 à 2,5 % en 2012. Le vin et les alcools sont les seuls produits contributeurs à l'amélioration du solde.

L'excédent en alcools distillés augmente de 559 millions (+ 26,1 %). Il bénéficie de la hausse de 350 millions des exportations de cognac (2,4 milliards), portées par une progression des volumes de 6 % et des prix de 10 %. Les Etats-Unis, Singapour et la Chine sont de loin les clients les plus importants. Les ventes vers ces pays sont en hausse de 260 millions et représentent les deux tiers des exportations totales de cognac en 2012.

La réduction de 135 millions du déficit en whisky contribue également sensiblement à l'amélioration du solde en alcools. Les importations se contractent de 110 millions (-14 %) par rapport à 2011, tirées à la baisse par une chute des volumes de 19 %.

L'excédent en vin est en hausse de 9,8 %, il s'élève à 7,2 milliards, dont 4,8 milliards pour les vins tranquilles et 2,2 milliards pour le champagne.

Les exportations de vins tranquilles (5,4 milliards) progressent de 525 millions. Les volumes et les prix sont respectivement en hausse de 5,4 % et 5,1 %.

Les ventes vers l'Europe de l'Ouest sont de 2,6 milliards et celles vers l'Amérique du nord de 935 millions, progressant respectivement de 300 et 160 millions. Celles vers l'Asie restent stables à 1,4 milliard.

En hausse de 306 millions, les exportations de vins de Bordeaux se chiffrent à 2,2 milliards. Les ventes vers le Royaume-Uni, premier client de la France, progressent de 124 millions et s'élèvent à 419 millions. Elles sont tirées à la hausse par les prix, les volumes étant en baisse. Les achats de la Suisse sont de 158 millions, en hausse de

53 millions. Les prix, et dans une moindre mesure les volumes contribuent à cette évolution. Ce pays devient en 2012 le deuxième acheteur européen en vins de Bordeaux.

C'est également sous l'effet d'une hausse sensible des prix que les exportations vers les Etats-Unis s'accroissent de 85,5 millions pour s'élever à 212,6 millions.

A l'inverse, les prix des vins de Bordeaux expédiés vers les principaux clients asiatiques sont globalement à la baisse.

Les exportations vers la Chine sont relativement stables (335 millions), la nette progression des volumes (+ 21,6 %) étant compensée par la baisse des prix de 17,2 %. Portées par des volumes en hausse de 26 %, les ventes vers le Japon se

chiffrent à 132 millions, en hausse de 28,5 millions. Vers Hong Kong, les exportations restent stables en volume mais la chute des prix est particulièrement forte (-31 %). Le solde se dégrade de 109,6 millions et s'élève à 240 millions.

De même que les exportations de vins tranquilles, les ventes de champagne progressent. En hausse de 100 millions, elles sont soutenues par la demande asiatique et nord-américaine. Les prix de vente sont en hausse de 6 % et les volumes en léger recul (-1 %).

Dans une moindre mesure, les autres familles de produits pour lesquelles la France était excédentaire en 2011 contribuent également à l'amélioration du solde.

Tableau 1
Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en milliards d'euros

		Valeur 2011	Évolution 2012 / 2011			Valeur 2012
			Valeur	Volume	Prix	
Produits agricoles	Exportations (FAB)	16,2	-4,8%	-7,8%	3,2%	15,4
	En % des échanges de biens	3,8%				3,5%
	Importations (CAF)	11,6	0,6%	-5,0%	5,8%	11,6
	En % des échanges de biens	2,3%				2,3%
	Solde	4,6				3,7
Produits des industries agroalimentaires	Exportations (FAB)	41,4	5,2%	3,1%	2,1%	43,6
	En % des échanges de biens	9,8%				10,0%
	Importations (CAF)	35,0	3,3%	-0,3%	3,6%	36,1
	En % des échanges de biens	7,1%				7,2%
	Solde	6,4				7,5
Ensemble des produits agroalimentaires	Exportations (FAB)	57,6	2,4%	0,0%	2,4%	58,9
	En % des échanges de biens	13,6%				13,5%
	Importations (CAF)	46,5	2,6%	-1,5%	4,2%	47,7
	En % des échanges de biens	9,4%				9,6%
	Solde	11,0				11,2
Ensemble des biens	Exportations (FAB)	421,7	3,3%	2,3%	1,0%	435,6
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Importations (CAF)	492,7	1,3%	-0,7%	2,1%	499,2
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Solde	-71,1				-63,5
Ensemble des biens et services	Exportations (FAB)	538,3	3,7%	2,4%	1,2%	558,2
	Importations (CAF)	597,6	0,7%	-1,3%	1,9%	601,5
	Solde	-59,3				-43,3

Source : comptes nationaux, Insee

C'est les cas pour le poste « autres produits alimentaires », dont l'excédent s'améliore de 33,9 % (+ 277 millions).

L'excédent en produits de l'industrie sucrière s'accroît de 178 millions dont 142 millions pour le sucre. Malgré un recul des volumes de 5 %, les exportations progressent grâce à une hausse des prix de 16 %.

Les cinq premiers acheteurs de sucre français sont des pays européens qui représentent 72 % des débouchés. Parmi eux, l'Allemagne est le seul pays vers lequel les exportations progressent en volume et en prix, apportant ainsi la plus forte contribution à la hausse des exportations. Vers l'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique, les ventes sont soutenues par les prix, les volumes étant en recul. Les importations de l'Espagne sont quant à elles en baisse, la nette diminution volumes n'étant pas compensée par la hausse des prix.

Les autres produits de ce poste contribuent tous à l'amélioration du solde global, à l'exception des produits à base de thé et café. Pour ces derniers, le déficit se creuse en raison de l'augmentation de près de 200 millions des importations de café torréfié depuis la Suisse (572 millions).

Le solde en produits laitiers est en progression de 247 millions. Les exportations, après avoir dépassé les 6 milliards en 2011, progressent légèrement en volume (+ 0,7 %) et en prix (+ 1,7 %). Les principales contributions à cette amélioration viennent de la hausse de 60 millions (+ 20 %) des ventes de yaourts et de 71 millions (+ 2,5 %) de celles de fromages.

De plus, le recul de 100 millions des importations bénéficie également à l'amélioration du solde. Les achats de beurre sont en baisse de 80 millions (-14 %).

Enfin, l'excédent en aliments pour animaux s'améliore également, essentiellement en raison des échanges commerciaux en aliments pour animaux de ferme.

Le solde en produits transformés bénéficie également de la légère réduction des déficits en produits issus de la transformation et conservation du poisson et autres produits de la mer (-4,1 %) et en produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (-8,2 %). La progression des

exportations pour ces deux familles de produits est deux fois plus élevée qu'en 2011.

A l'inverse, le déficit en huiles et graisses se creuse fortement (+ 21,7 %).

Les exportations, qui s'étaient envolées de 71,3 % l'année précédente, sont en recul de 271 millions. En particulier, les ventes d'huiles de colza, après avoir atteint 600 millions en 2011, diminuent de moitié en raison de l'effondrement des volumes (-52 %). L'intégralité de cette diminution s'explique par la chute de la demande des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la Belgique. Les exportations vers ces trois pays atteignent 150 millions en 2012, en baisse de 280 millions par rapport à 2011.

Les importations sont globalement en hausse de 149 millions, les évolutions étant différentes selon les produits. Les achats de tourteaux de soja augmentent de 164 millions (+ 15,5 %), portés par des prix en nette augmentation. Le montant de la facture en tourteaux de tournesol est de 187 millions. Il double par rapport à 2011 sous l'effet d'une envolée de 84 % des volumes. Il en est de même pour les importations d'huile de tournesol brute, dont la valeur triple pour atteindre 164 millions et pour les importations d'huiles de palme qui croissent de 126 millions (+ 56 %).

Ces hausses sont en partie compensées par le recul de 163 millions (-44 %) des importations d'huile de soja et de 138 millions (-61 %) pour l'huile de colza, sous l'effet d'une réduction sensible des volumes.

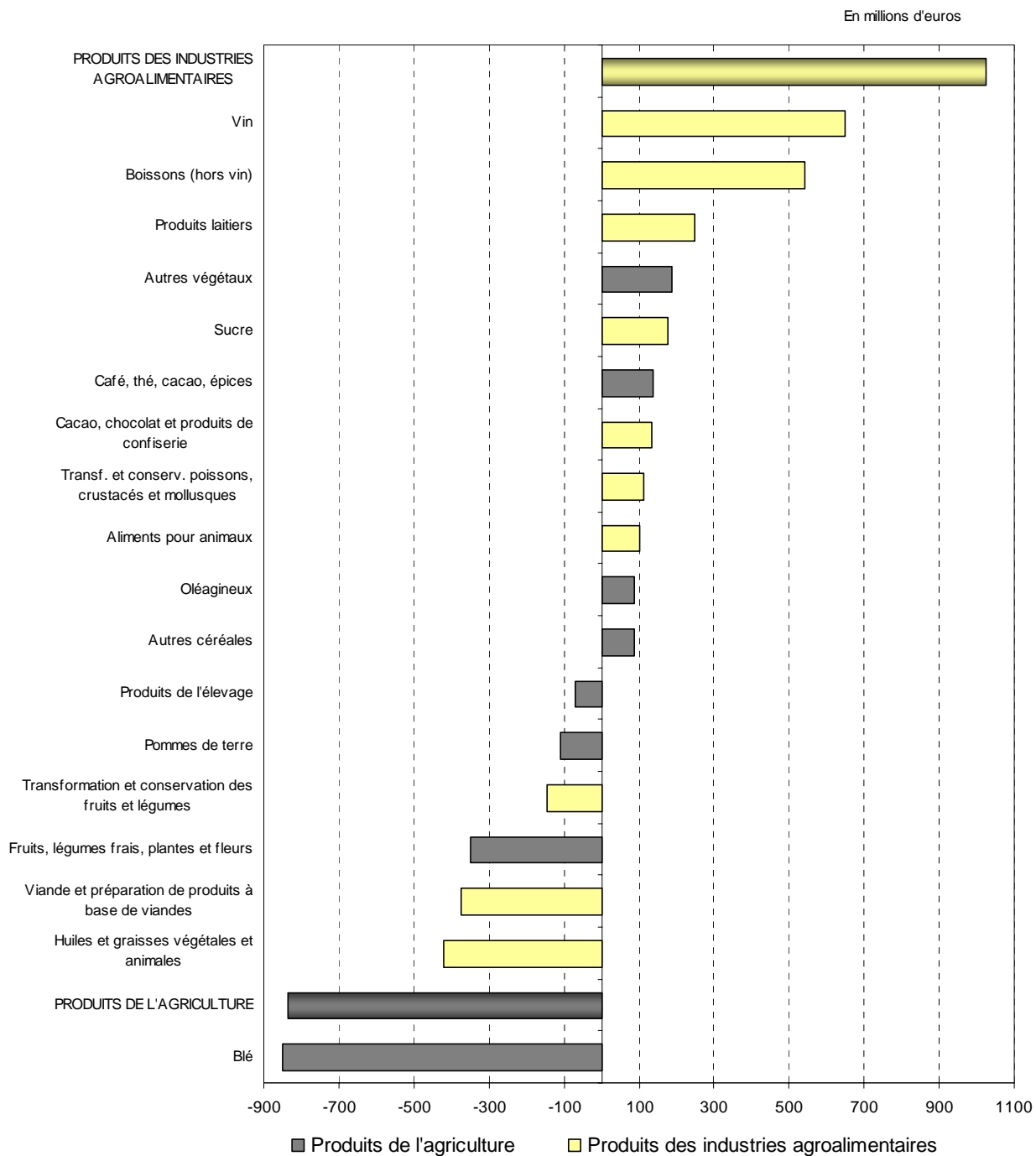
Le déficit des échanges en viandes et produits transformés à base de viande se creuse également. Il double par rapport à l'année dernière et atteint 751 millions. Les ventes se maintiennent globalement à leur niveau de 2011, la baisse des volumes de 5,2 % étant compensée par des prix en hausse de 5,6 %. Les importations augmentent sensiblement, portées par des volumes en hausse de 6,7 %, les prix restant stables.

C'est également la hausse des volumes de 3,9 % qui porte les importations de produits à base de fruits et légumes. Les exportations n'augmentant que de 0,9 %, le déficit se creuse de 6,6 %.

Enfin, après s'être accru de 15,8 % entre 2010 et 2011, le fort déficit des échanges en produits à base de tabac se stabilise.

Graphique 2

Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par produits en 2011 par rapport à 2010



Source : comptes nationaux, Insee

Une dégradation de l'excédent avec les pays de l'Union Européenne...

L'excédent agroalimentaire avec les pays de l'**Union Européenne** est de 5,6 milliards, en baisse de 503 millions d'euros.

Le solde avec les pays de la zone euro se contracte de 37,4 % et tombe à 2,3 milliards en raison de la réduction des excédents avec l'Allemagne, l'Italie, le Portugal et la Grèce et de l'augmentation du déficit avec l'Espagne. Hors zone euro, le solde agroalimentaire de la France s'améliore avec tous les pays, excepté la Pologne. Il en résulte un excédent de 3,3 milliards, en hausse de 38,2 % par rapport à 2011.

Le déficit avec l'Espagne progresse de 136 % par rapport à 2011, retrouvant ainsi un niveau comparable à celui de 2010. Les importations progressent de 562 millions (+ 10,5 %) et les exportations diminuent légèrement.

Les achats de fruits, après avoir diminué l'année dernière, sont en hausse de 150 millions (+ 15 %). Les achats de légumes progressent de 135 millions (+ 19,5 %) et ceux de viandes de boucherie et produits d'abattage de 118 millions (+ 16 %).

L'augmentation de 131 millions (+ 38,4 %) des importations de produits à base de tabac contribue sensiblement à la dégradation de l'excédent avec l'Allemagne. De même, les achats de viandes de boucherie, produits d'abattage et produits à base de viande sont en hausse, accentuant la position déficitaire de la France sur ces produits. La dégradation du solde s'explique également par la réduction de 80 millions (-60 %) des exportations d'huile de colza.

D'un niveau comparable à celle observée avec son voisin d'outre-Rhin, la réduction de l'excédent avec l'Italie est due essentiellement à la réduction des exportations de 148 millions (-34 %) pour le blé tendre et de 110 millions (-15,5 %) pour les produits laitiers.

Le déficit avec la Pologne se creuse, en raison principalement de la hausse des importations de cigarettes de 125 millions (+ 70 %).

Cette dégradation des soldes avec certains des principaux partenaires commerciaux de la France est cependant atténuée par l'envolée de l'excédent avec le Royaume-Uni. Celui-ci est en hausse de 31,4 % et dépasse les 3 milliards. Les exportations augmentent de 511 millions (+ 10,6 %) dont 144 millions pour les vins tranquilles. Les autres produits apportant les contributions les plus

importantes sont le blé tendre, les pommes de terre, le sucre et le chocolat.

Les importations reculent de 234 millions (-10 %). La baisse est de 96 millions pour les alcools distillés et de 40 millions pour les produits à base de tabac

L'excédent avec la Belgique s'améliore également sensiblement (+ 25,3 %) et frôle le milliard d'euros. En hausse de 4 %, les exportations progressent davantage que les importations (+ 1 %). Elles bénéficient entre autres de la hausse de 108 millions des ventes de blé et de 48 millions pour les produits amylacés.

...contrebalancée par l'amélioration du solde avec les pays tiers

L'excédent des échanges avec les **pays tiers** s'améliore de 679 millions d'euros et atteint 5,6 milliards. En 2012, la France réalise ainsi la moitié de son excédent agroalimentaire hors Union Européenne.

La plupart des forts excédents observés en 2011 avec certains pays tiers se renforcent.

C'est le cas avec les États-Unis, pays avec lequel l'excédent progresse de 433 millions et frôle les 2 milliards. Le vin et les alcools distillés contribuent pour moitié à cette amélioration. La croissance de l'excédent en vin est de 130 millions dont 82 millions pour les seuls vins de Bordeaux. L'excédent en spiritueux augmente de 85 millions, bénéficiant d'une hausse de 65 millions des exportations de cognac. Les ventes de champagne et vins mousseux progressent également.

L'amélioration des soldes avec certains pays asiatiques est également portée par les échanges en vin et cognac. Ainsi, la contribution du cognac à l'amélioration de l'excédent agroalimentaire est de 113 millions avec Singapour et de 84 millions avec la Chine. La hausse de l'excédent avec le Japon s'explique quant à elle pour moitié par la hausse de 77,4 millions de l'excédent en vin.

L'excédent avec l'Arabie saoudite progresse de 34,7 %. Il est porté par la hausse des exportations d'orge qui ont quasiment décuplé entre 2011 et 2012 pour atteindre 108 millions.

Dans le même temps, le recul de 75 millions (-61 %) des importations d'huile de colza a fortement contribué au quasi doublement de l'excédent avec les Emirats arabes unis.

Ce renforcement de la position excédentaire de la France n'est toutefois pas vérifié avec trois partenaires commerciaux importants.

Ainsi, le recul des exportations de blé de 642 millions vers l'Algérie entraîne une diminution d'un niveau comparable de l'excédent agroalimentaire.

De même, l'excédent avec la Suisse régresse de 25 %. Le déficit en café torréfié s'envole de près de 200 millions et atteint 570 millions. Cette dégradation est partiellement atténuée par la hausse de l'excédent en vin de 57 millions.

Enfin, à l'inverse de ses voisins, Hong-Kong a réduit ses achats de produits français. La baisse porte essentiellement sur les vins de Bordeaux dont les importations sont en recul de 107 millions.

En 2012, les principaux déficits agro-alimentaires de la France avec des pays hors Union Européenne se situent à des niveaux comparables à ceux de l'année précédente.

La principale réduction de déficit est observée en Indonésie. Elle s'explique quasi intégralement par la réduction de 108 millions (+ 60 %) des importations de caoutchouc et de ses produits dérivés.

Les importations de ces mêmes produits depuis la Thaïlande sont également en baisse de 30 millions

(-22 %). Il en est de même pour les achats de produits de la pêche et de conserves et préparations à base de poisson, crustacés ou mollusques.

La diminution de 120 millions (-84 %) des importations d'huile de soja contribue à réduire le déficit avec l'Argentine. Cette réduction est cependant atténuée par la hausse de 68 millions (+ 91 %) des achats de tourteaux de soja.

À l'inverse des pays précédents, la situation de la France avec l'Ukraine se dégrade nettement avec un quasi doublement du déficit. Cela résulte du triplement du déficit en tourteaux et l'huile brute de tournesol qui s'élève à 233,6 millions.

Le fort déficit avec le Brésil se creuse en raison de la hausse de 204,6 millions (+ 27 %) des importations de tourteaux et de fèves de soja.

Enfin, après avoir été légèrement excédentaire en 2011, la balance avec le Maroc redevient déficitaire, à un niveau comparable à celui de 2010 (-172,0 millions). La raison en est l'effondrement des exportations de blé, qui sont passées de 540 millions d'euros en 2011 à 295 millions en 2012, entraînant une baisse d'autant du solde.

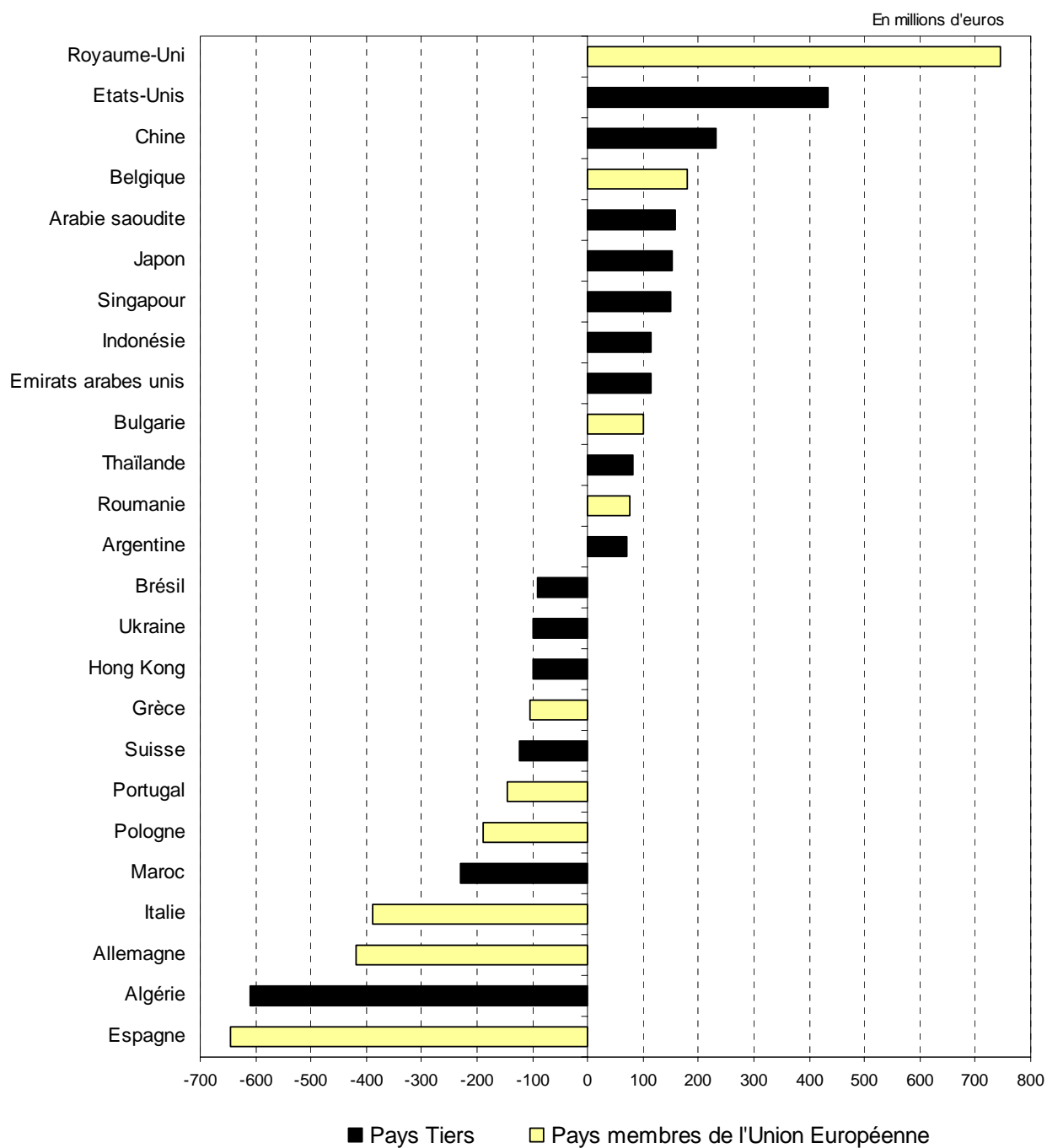
Tableau 2
Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en millions d'euros

	2011			2012			écart 2012 / 2011
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
Union Européenne							
Produits agricoles bruts	11 057	6 143	4 914	11 078	6 287	4 791	-123
Produits transformés	27 327	26 146	1 181	27 915	27 114	801	-380
Ensemble	38 384	32 289	6 095	38 993	33 401	5 592	-503
Pays Tiers							
Produits agricoles bruts	5 096	5 416	-320	4 292	5 339	-1 047	-727
Produits transformés	14 073	8 816	5 257	15 655	8 992	6 663	1 406
Ensemble	19 169	14 232	4 937	19 947	14 331	5 616	679
Monde							
Produits agricoles bruts	16 153	11 559	4 594	15 370	11 626	3 744	-850
Produits transformés	41 400	34 962	6 438	43 570	36 106	7 464	1 026
Ensemble	57 553	46 521	11 032	58 940	47 732	11 208	176

Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 3 :
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par pays en 2012 par rapport à 2011



Source : Douanes

Annexes

Monde

Janvier

- 19 : La Commission européenne adopte une nouvelle stratégie pour le bien-être animal, qui laisse plus de liberté aux États membres tout en maintenant les standards européens, avec une obligation de résultats plutôt que de moyens.
Le Parlement européen adopte une résolution demandant des mesures d'urgence pour réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2025 et améliorer l'accès aux aliments pour les personnes démunies.
- 23 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne adopte pour 2012 et 2013 le programme de distribution de produits alimentaires aux personnes les plus démunies de l'Union européenne.
- 26 : Le Parlement européen approuve la proposition d'augmentation du contingent d'importation dans l'Union européenne de viande de haute qualité issue de bovins non traités avec des hormones de croissance en provenance des États-Unis et du Canada, afin de régler le différend sur le bœuf aux hormones.

Février

- 8 : Les experts nationaux du Comité permanent de l'agriculture biologique de l'Union européenne approuvent un règlement de la Commission européenne fixant les mesures à respecter pour pouvoir utiliser le terme de « vin biologique ». Ce règlement s'appliquera à partir de la récolte 2012. Il fixe, entre autres, des teneurs maximales en sulfites avec un différentiel selon la teneur en sucre résiduel.
- 9 : Le Parlement et le Conseil de l'Union européenne trouvent un accord sur le texte, proposé par la Commission européenne, visant à réguler les marchés des produits dérivés, afin de lutter contre la spéculation notamment dans le secteur des matières premières agricoles.
- 14 : Le Parlement européen approuve un compromis avec le Conseil des ministres de l'Union européenne prévoyant un assouplissement des règles de 2007 pour la vaccination contre la fièvre catarrhale. Les nouvelles dispositions permettent l'utilisation de vaccins inactivés en dehors des zones de restriction où la maladie s'est développée récemment. Ceux-ci, contrairement aux vaccins vivants atténués, ne risquent pas de transmettre des virus aux autres animaux.
- 15 : Le Parlement européen approuve définitivement le maintien du programme de distribution de denrées aux personnes les plus démunies de l'UE pour 2012 et 2013, moyennant une enveloppe annuelle de 500 millions d'euros. Il donne son feu vert à la mise en œuvre du compromis adopté par les États membres le 23 janvier.
Le Parlement européen approuve le règlement visant à favoriser les relations contractuelles dans le secteur du lait, renforcer le pouvoir de négociation des producteurs, permettre une maîtrise de l'offre de fromages sous appellation et, finalement, accompagner la fin des quotas annoncée en 2015. Une fois avalisé par le Conseil des ministres des Vingt-sept, il sera applicable jusqu'à la fin juin 2020.
- 16 : Le Parlement européen donne son feu vert à une libéralisation réciproque des échanges de produits agricoles entre l'Union européenne et le Maroc.
- 20 : La France demande à la Commission européenne de mettre en place une procédure d'urgence pour faire interdire la culture du maïs OGM Mon 810 de Monsanto dans toute l'Europe.
- 27 : Les experts des Vingt-sept approuvent une proposition de la Commission européenne visant à prolonger les contrôles post-Fukushima, imposés par l'Union européenne en mars 2010 aux denrées alimentaires et aliments pour animaux importés du Japon, jusqu'au 31 octobre 2012, tout en allégeant leurs modalités.
- 29 : La Commission européenne adopte un partenariat européen d'innovation pour l'agriculture durable.

Mars

- 14 : Le Parlement européen approuve, pour mettre fin au conflit sur le bœuf aux hormones, une augmentation du contingent d'importation communautaire à droit nul de viande bovine américaine (et canadienne) de haute qualité issue de bovins non traités avec des hormones de croissance, en échange de la suppression des rétorsions commerciales imposées à des produits européens (viande porcine, roquefort,...) par les États-Unis et le Canada.
- 15 : Le Parlement européen demande à la Commission européenne de fixer une durée maximale de huit heures pour le transport des animaux vers l'abattoir.
- 20 : La Russie décide d'interdire toutes les importations d'animaux vivants et de matériel génétique (bovins, ovins, caprins et porcins) en provenance de l'Union européenne en raison de l'épidémie de Schmallenberg qui touche huit États membres.
- 22 : Les nouvelles règles européennes pour la vaccination contre la fièvre catarrhale permettent l'utilisation de vaccins inactivés en dehors des zones de restriction où la maladie s'est développée récemment. Ces vaccins, contrairement aux vaccins vivants atténués, ne risquent pas de transmettre des virus aux autres animaux. La vaccination préventive est donc également autorisée dans les zones non touchées mais considérées à risque.
- 29 : Le Parlement européen adopte la législation proposée par la Commission européenne visant à mieux réguler les marchés des produits dérivés en les rendant plus sûrs et plus transparents. Le projet de règlement avait été approuvé provisoirement le 9 février. L'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) sera chargée de la surveillance des opérations. Par ce règlement, l'Union européenne va obliger tous les produits dérivés, y compris ceux échangés de gré à gré, à passer par des chambres de compensation, qui assurent le bon déroulement des opérations et jouent le rôle de fonds de garantie.

Avril

- 1 : L'initiative citoyenne, issue du traité de Lisbonne, entre en application. Elle permet aux citoyens européens (au nombre d'un million) de soumettre une proposition législative à la Commission européenne.
- 3 : La Commission européenne annonce la levée à partir du 1er juillet 2012 des restrictions d'importation sur la volaille thaïlandaise. Cette mesure avait été prise en 2004 en raison de l'épidémie de grippe aviaire.

Mai

- 8 : La Commission européenne décide d'allouer trois millions d'euros pour des recherches sur le virus de Schmallenberg.
- 25 : L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) adopte des normes internationales de bien-être animal pour la production de bovins à viande.

Juillet

- 11 : Le Comité de gestion européen approuve les mesures proposées par la Commission européenne pour améliorer la prévention et la gestion de crises pour les fruits et légumes.
- 12 : Le projet de loi agricole des États-Unis (Farm Bill) est adopté pour la période 2012-2017.
- 18 : Le Comité permanent de la chaîne alimentaire de la Commission européenne vote pour la réintroduction des protéines animales dans l'alimentation des poissons.
- 24 : Le Conseil de l'Union européenne adopte sa position sur le budget de l'Union européenne pour 2013.

Septembre

- 13 : Le Parlement européen approuve les adaptations de la politique de qualité alimentaire qui avaient fait l'objet d'un accord entre les États membres en juin.

Octobre

- 3 : La Commission européenne ouvre une enquête sur la taxe imposée par la France aux producteurs laitiers dépassant leur quota individuel de production, qu'il y ait ou non dépassement du quota laitier national. Cette taxe est contraire à la législation européenne si le quota national n'est pas dépassé. L'enquête va porter sur l'utilisation de la taxe
- 10 : Les ministres de l'Agriculture allemand et français se prononcent pour la proposition de la Commission européenne de maintenir le budget agricole de l'Union européenne au niveau nominal de l'année 2013 pour la période 2014-2020, ce qui correspond à une baisse d'environ 12 % en termes réels.
- 17 : La Commission européenne présente des propositions de révision de sa politique en matière de biocarburants. L'objectif serait de limiter la production de biocarburants de première génération pour favoriser ceux produits à partir d'algues, de résidus de cultures ou de déchets alimentaires.
- 31 : L'Union européenne publie son schéma révisé de préférences à l'importation (droits de douane réduits ou nuls) en faveur des pays en développement les plus fragiles, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2014.

Novembre

- 10 : La Commission européenne annonce l'ouverture d'une procédure anti-subsidies concernant les importations de biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie, car ces deux pays sont soupçonnés de subventionner leurs producteurs de biodiesel pour les inciter à produire pour l'export.
- 20 : Le Parlement européen adopte une résolution de sa Commission de l'agriculture en faveur de programmes plus ambitieux de promotion des produits agricoles.
- 22 : La Russie décide de lever son embargo sur les importations de viande de bœuf et de mouton en provenance du Royaume Uni, qui avait été décrété il y a 26 ans en raison de l'épidémie de vache folle.
- 23 : Le Comité permanent sur la santé des plantes débloque 11 millions d'euros pour financer 17 programmes de lutte contre les ravageurs des cultures dans sept États membres, principalement le Portugal et l'Espagne.

Décembre

- 11 : Le Parlement européen approuve deux accords prévoyant une libéralisation progressive et réciproque des échanges avec la Colombie et le Pérou ainsi qu'avec six pays d'Amérique centrale. Le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen adoptent la réglementation sur le brevet unitaire européen reconnaissant l'exemption de sélection pour les semenciers. Cette nouvelle réglementation entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Le Parlement européen adopte une résolution prônant une utilisation prudente des antimicrobiens et le développement de nouveaux traitements, afin de freiner l'augmentation de la résistance aux antibiotiques.

France

Janvier

- 6 : Le gouvernement français confirme sa volonté d'interdire la culture du Monsanto 810.
- 16 : Le groupe BASF annonce l'arrêt de ses activités de recherche en Europe sur les plantes génétiquement modifiées.
- 19 : Un nouvel ensemble portuaire français à dimension européenne, Haropa, qui réunit les ports du Havre, de Rouen et de Paris, est inauguré. C'est le quatrième port européen derrière Rotterdam, Anvers et Hambourg.
L'Autorité des marchés financiers étend l'obligation de transparence des marchés aux produits dérivés de gré à gré. Il s'agit d'une déclaration que les banques devront effectuer sur toutes les ventes et tous les achats de ces produits.

Février

- 3 : Un arrêté modifie le système d'incitations financières destiné à encourager les employeurs à investir dans la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles pour les salariés agricoles. Il prévoit désormais des aides financières simplifiées ainsi que des cotisations supplémentaires si l'exploitation présente des risques exceptionnels.
- 13 : Le tribunal de grande instance de Lyon juge l'entreprise américaine Monsanto responsable de l'intoxication, par un de ses herbicides, d'un céréalier français.
- 17 : Le Conseil constitutionnel valide le système des cotisations dites « volontaires obligatoires » (CVO) qui finance les interprofessions, comme celles du lait, de vins ou encore de fruits et légumes.

Mars

- 16 : La France prend une mesure conservatoire pour empêcher la culture du Mon 810 sur son territoire dans l'attente d'une réponse de la Commission européenne à sa demande d'interdiction du maïs de Monsanto dans toute l'Union européenne.
- 22 : Le système d'autorisations temporaires et individuelles de prélèvement d'eau dans les zones déficitaires classées « zones de répartition des eaux » est prolongé jusqu'au 31 décembre 2012.

Avril

- 23 : La Commission d'indemnisation des victimes d'infraction pénale d'Épinal juge recevable, pour la première fois, la demande d'indemnisation d'un céréalier exposé depuis 20 ans aux produits phytosanitaires et atteint depuis 2002 d'un syndrome myéloprolifératif. Cette procédure permet d'indemniser la victime, mais ne condamne pas les auteurs de l'infraction.

Mai

- 6 : Un décret permet de reconnaître comme maladie professionnelle la maladie de Parkinson provoquée par les pesticides.
- 7 : Deux décrets et un arrêté adaptent la législation française à la directive européenne sur les nitrates. Ils précisent notamment l'encadrement des épandages.
- 9 : Le décret 2012-755 permet d'appliquer en France le dernier règlement européen sur la mise en marché des produits phytosanitaires, qui concernait de fait la France comme l'Europe depuis juin 2011.

Juin

- 18 : La Direction générale de l'Alimentation accorde des autorisations de mises sur le marché de produits phytosanitaires à base de phosphites, déjà utilisés par les viticulteurs, pour protéger les cultures légumières.
- 29 : L'utilisation du Cruiser OSR, utilisé en traitement de semence sur le colza, est interdite en raison de son impact potentiellement négatif sur la santé des abeilles.

Juillet

- 17 : Les principaux repreneurs potentiels du groupe Doux présentent leurs projets de reprise devant le comité central d'entreprise.

Août

- 1 : De nouvelles règles entrent en vigueur pour l'appellation de « vin bio ».

Septembre

- 10 : Le tribunal de commerce de Quimper valide les offres de reprise partielle de cinq des huit sites du pôle frais de Doux en liquidation judiciaire.

Octobre

- 1 : D'après le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013, les exploitants agricoles qui interrompent leur activité pour maladie ou accident non professionnel seront indemnisés dès 2013.
- 23 : Le Fonds de modernisation céréaliers-éleveurs est créé, via la nouvelle association Intergrains.

Novembre

- 6 : Le Sénat adopte le projet de loi sur la participation du public dans les décisions prises en matière d'environnement.
- 27 : Le gouvernement présente son plan national de lutte contre le travail illégal, pour la période 2013-2015, avec l'agriculture parmi les secteurs les plus touchés.
- 29 : Le Sénat adopte une baisse de la contribution des brasseurs. Ainsi la hausse des droits d'accises sur la bière en France s'établirait à 120 % au lieu de 160 %.
Un décret modifie le calcul de la cotisation de solidarité, au prorata de la durée d'assujettissement pour les années au cours desquelles l'activité agricole est débutée ou cessée. Ce texte entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013.
- 30 : Le tribunal de commerce de Quimper prolonge de trois mois la période d'observation du groupe volailler Doux, en redressement judiciaire depuis juin.

Décembre

- 4 : L'Assemblée nationale vote, dans le cadre du projet de loi de finances 2012, un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour les entreprises, afin de renforcer la compétitivité et l'emploi. Cette mesure entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013.
- 17 : L'Office national de la chasse et de la faune sauvage, la Fédération nationale des chasseurs et le ministre de l'Agriculture signent une convention-cadre pour la surveillance sanitaire de la faune sauvage, en particulier des espèces d'intérêt pour la chasse.

LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2012

FICHES PAR PRODUITS

Les céréales

Les plantes industrielles

Les fruits et légumes

Les vins

Le bétail

Les produits avicoles

Les autres produits animaux

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2012/2011 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble		+ 7,7	+ 20,2	+ 29,5
dont : blé tendre	(53,2 %)*	+ 4,6	+ 22,0	+ 27,6
maïs	(24,3 %)*	0,0	+ 22,0	+ 21,9
orge	(13,8 %)*	+ 29,2	+ 20,0	+ 55,0

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2011. Les subventions ont presque totalement disparu dès 2010.

La valeur de la production de céréales augmente nettement en 2012 (+ 29,5 %). En effet, le volume de l'ensemble des céréales se redresse après deux années de repli et, surtout, les prix flambent.

Le **volume** de l'ensemble des céréales progresse de 7,7 % en 2012 par rapport à 2011 sous l'effet d'une hausse conjuguée des surfaces et des rendements. Il devient supérieur au niveau moyen des cinq dernières années. La production de céréales à paille, dont les rendements ont été favorisés par le climat humide du printemps, augmente tandis que la récolte de maïs reste stable. Pour le blé tendre, la production s'accroît de 4,6 % malgré une légère baisse des surfaces due au gel de février ; en effet, les rendements se sont améliorés. Après une chute en 2011, la récolte de blé dur progresse de 14,9 % en raison d'un redressement conjugué des superficies et des rendements. Pour l'orge, la production augmente très fortement (+ 29,2 %), après un recul important en 2010 et 2011, et atteint un niveau record en raison d'une progression simultanée des rendements et des surfaces ; en effet, le gel des cultures d'hiver a entraîné un report très important de ces surfaces vers l'orge de printemps. Elle devient supérieure de 6 % à la moyenne quinquennale. En revanche, la récolte de maïs est stable malgré la hausse des superficies ; les rendements, pénalisés par la sécheresse du mois d'août, diminuent nettement par rapport à leurs niveaux records de 2011. Elle reste toutefois supérieure à la moyenne quinquennale.

Le **prix** de la production de céréales s'envole en 2012, après une hausse légère en 2011 et déjà forte en 2010. Les stocks mondiaux de céréales attendus pour la fin de campagne restent à des niveaux faibles par rapport à ceux de la campagne précédente. La production mondiale est en recul. Les rendements ont été peu élevés aux États-Unis et autour de la Mer Noire en raison d'une longue période de sécheresse, mais aussi en Europe. En France et au Royaume-Uni, les semis d'hiver ont été tardifs et pénalisés dans plusieurs régions par un excès d'eau, ce qui provoque des tensions supplémentaires sur le marché.

Cette modicité de l'offre fait face à un marché mondial très demandeur en raison notamment de la hausse de la consommation de viande dans les pays émergents. Les cours des céréales ont bondi entre juin et juillet, puis ils se sont maintenus à des niveaux élevés. En novembre, ils se sont appréciés encore en raison de la décision de l'Ukraine d'établir un embargo sur ses exportations de blé. La progression s'est toutefois ralentie au premier trimestre 2013, suivant les cours mondiaux qui anticipent une augmentation probable des emblavements mondiaux due aux cours élevés de cette campagne et aussi du fait de la hausse de l'euro qui pénalise les exportations européennes. Malgré la bonne récolte française, le prix du blé tendre s'accroît de 22 % dans un contexte de repli de la production mondiale. Le prix du maïs se redresse également de 22 %, après une légère baisse en 2011. En effet, la récolte française reste stable et les stocks mondiaux sont toujours faibles. Le prix de l'orge augmente de 20 %, malgré l'abondance de la récolte, en raison d'une bonne demande en alimentation animale, de l'absence des origines russe et ukrainienne dont la production s'est fortement repliée et du recul des stocks d'orge brassicole de bonne qualité sur le nord de l'Europe. En revanche, les cours du blé dur diminuent en raison d'une hausse de la production.

Les aides à la surface pour les grandes cultures ont disparu en 2010 suite au bilan de santé de la Pac.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 3,7	+ 9,7	+ 5,7
dont : oléagineux (65,3 %)*	- 2,5	+ 14,3	+ 11,5
protéagineux (4,4 %)*	- 14,8	+ 25,0	+ 6,5
betteraves industrielles (22,1 %)*	- 10,3	- 2,6	- 12,7
Subventions sur les produits	ns	ns	ns
Ensemble au prix de base	- 3,8	+ 9,6	+ 5,4

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2011.

La valeur de la production d'**oléagineux** s'accroît de 11,5 % en raison de la hausse des prix.

Le volume diminue de 2,5 % par rapport à 2011 sous l'effet d'une légère baisse conjointe des surfaces et des rendements, il reste cependant supérieur de 6 % à la moyenne quinquennale. Pour le colza, la récolte continue à progresser en raison d'une hausse des surfaces. En revanche, pour le tournesol, la production chute de 14 %, après une hausse en 2011, et devient inférieure à la moyenne quinquennale.

Les cours des oléagineux s'accroissent fortement en 2012 dans un contexte mondial tendu ; en effet, la demande mondiale, et en particulier chinoise, est importante. Partis d'un niveau très élevé en début de campagne en lien avec la sécheresse qui a frappé les cultures de soja aux États-Unis, les cours fléchissent ensuite à l'instar des prix du pétrole et des graines américaines dont la récolte est meilleure que prévue, tout en restant soutenus ; le ralentissement s'explique aussi par la pression des stocks élevés d'huile de palme en Malaisie. Les cours français suivent la tendance des cours mondiaux du soja, mais ils dépendent aussi des bilans européens. En France, le prix du colza continue à augmenter (+ 12 %) malgré le bon niveau de la production et celui du tournesol se redresse de 22 % en lien avec la chute de la récolte. Les aides pour les oléagineux ont disparu en 2010.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** s'accroît de 6,5 % en 2012, la forte hausse des prix compensant largement la nouvelle chute des quantités. Les récoltes diminuent de 14,8 % et deviennent inférieures de 16 % à la moyenne quinquennale malgré l'amélioration des rendements qui se redressent pour les pois, après une nette baisse en 2011, et qui continuent à progresser pour les féveroles ; en effet, les surfaces continuent à décliner, après le rebond en 2010 lié à l'aide européenne en leur faveur.

Les prix des protéagineux augmentent de 25 % dans le sillage du blé et des tourteaux de soja auxquels ils peuvent se substituer pour l'alimentation animale.

Les subventions ont diminué en lien avec la baisse de production. Au prix de base, la valeur de la production décroît de 0,3 %.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** décroît de 12,7 %, après une très nette hausse en 2011. Les tonnages récoltés sont en recul en 2012, après avoir atteint des niveaux records en 2011 ; en effet, si les superficies diminuent légèrement, les rendements reculent fortement, pénalisés par le climat défavorable du printemps 2012 et les pluies abondantes d'octobre. Les surfaces de betteraves sucrières s'accroissent tandis que celles des autres betteraves sont en repli. La richesse en sucre diminue, malgré un bon ensoleillement en septembre, car les fortes pluies d'octobre ont pénalisé la richesse en sucre des betteraves récoltées à cette période. Le volume produit diminue ainsi de 10,3 %. Les prix des betteraves s'infléchissent en lien avec la baisse des cours mondiaux du sucre ; en effet, le bilan sucrier mondial devrait être excédentaire pour la deuxième campagne consécutive alors que la demande mondiale est en baisse. Au total, le prix décroît de 2,6 % en 2012.

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 7,1	+ 22,8	+ 14,1
dont : fruits (39,7 %)*	- 8,1	+ 15,3	+ 6,0
légumes (40,9 %)*	- 1,0	+ 10,5	+ 9,4
pommes de terre (19,5 %)*	- 17,9	+ 71,2	+ 40,6
Subventions sur les produits	+ 2,3	- 12,9	- 10,9
Ensemble au prix de base	- 6,9	+ 21,8	+ 13,5

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2011.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** s'accroît de 6,0 % en 2012, après une baisse en 2011, en raison du net redressement des prix. Pour les fruits d'été, les cours sont très soutenus, hormis pour l'abricot dont la production augmente en France comme en Europe. La campagne des fraises est très favorable avec des quantités et des prix en hausse. Pour les pêches, la récolte est en recul sensible, mais les prix se redressent nettement grâce à une bonne demande activée par la canicule du mois d'août. En revanche, pour les cerises, la chute de production (-38 %) due aux intempéries de mai-juin, qui ont provoqué l'éclatement des fruits, n'est pas entièrement compensée par la hausse des prix. Pour les poires et les pommes, la production chute sous l'effet des dégâts de gel au printemps et l'offre réduite entraîne un fort redressement des prix ; la récolte de pommes est effectivement la plus faible des dix dernières années. Au prix de base, la valeur de la production de fruits augmente de 5,6 %.

La valeur de la production de **légumes** s'accroît de 9,4 % en raison du redressement des prix, après une chute en 2011. La situation s'améliore pour les légumes d'été, après une campagne 2011 très marquée par la crise liée à la bactérie E.Coli, notamment pour le concombre et la tomate. Des prix élevés compensent un niveau de production limité par les difficultés climatiques et le repli des superficies. La production de concombres est plus abondante qu'en 2011 malgré la réduction des surfaces liée à la crise de l'E.Coli ; les prix se redressent par rapport aux très bas niveaux de 2011. Pour les tomates, les prix repartent aussi à la hausse en raison d'une concurrence limitée des produits importés. Pour les salades et surtout pour les choux-fleurs, les prix s'élèvent nettement après deux années difficiles. Pour les carottes, la situation continue à être satisfaisante avec des prix à nouveau en hausse : la pression des produits espagnols et portugais est faible. En revanche, pour les courgettes, la campagne est très difficile : la production diminue en lien avec une réduction des surfaces en plein air, mais la demande a été très faible en été et les prix baissent par rapport aux prix soutenus de 2011.

La récolte de **pommes de terre** de conservation chute de 20 % en 2012 par rapport à celle de 2011, année de très forte production. Elle devient inférieure à la production moyenne des cinq dernières années. Les surfaces restent stables, mais les rendements diminuent nettement, pénalisés par les conditions climatiques ; en effet, la pluviométrie a été trop faible en août et septembre, puis les fortes pluies d'octobre et début novembre dans le Nord-Pas-de-Calais ont provoqué des inondations et perturbé les récoltes. Après une chute en 2011, les prix s'envolent en 2012 (+ 95 %) en raison d'une offre réduite en France et aussi en Europe face à une demande en hausse ; effectivement, les achats des ménages augmentent sensiblement. Les prix des pommes de terre primeur sont à nouveau en hausse, mais la récolte est bien inférieure à celle de 2011. Globalement, le volume de la production de pommes de terre décroît de 17,9 %. Le prix, après une baisse de 25,4 % en 2011, se redresse très fortement (+ 71,2 %), ce qui entraîne une hausse de la valeur de la production de 40,6 %.

L'aide compensatrice à la féculé disparaît.

4. Les vins

Évolution 2012/2011 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble	(100,0 %)*	- 17,4	+ 6,4	- 12,1
Vins d'appellation d'origine	(79,1 %)	- 17,2	+ 6,5	- 11,8
Vins de champagne**	(27,1 %)	- 27,7	+ 3,2	- 25,4
Autres vins d'appellation	(51,8 %)	- 11,6	+ 7,9	- 4,6
Autres vins	(20,9 %)	- 18,1	+ 6,1	- 13,1
Vins pour eaux de vie AOC	(8,2 %)	- 10,6	+ 6,4	- 4,9
Autres vins de distillation	(0,1 %)	- 14,0	+ 1,2	- 13,0
Vins de table et de pays	(12,6 %)	- 23,1	+ 5,9	- 18,5

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2011

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulants (activité secondaire).

La valeur de la production de **vins** décroît nettement en 2012 sous l'effet de la chute des volumes produits.

Le **volume** de production diminue très fortement en 2012 (- 17,4 %). En effet, la vendange 2012 est en net recul par rapport à celle de 2011, abondante après quatre années de faible récolte ; elle est même historiquement basse. La production décroît pour toutes les catégories de vins. Les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables avec des gelées en février, des pluies abondantes au printemps qui ont perturbé la floraison, puis des orages de grêle et la canicule du mois d'août. Pour les vins de champagne, la chute de la production est particulièrement importante, car les vignes ont été envahies par un champignon début septembre, et les viticulteurs, voulant accélérer les vendanges, ont cueilli un raisin non parvenu à maturité, ce qui a compromis la vinification.

Le **prix** de la production des vins continue sur une tendance à la hausse qui s'accélère en 2012 (+ 6,4 %) dans un contexte de baisse des disponibilités. Les stocks à la production du début de campagne sont supérieurs à ceux, très bas, des deux dernières campagnes ; cela compense, pour une petite part, la faiblesse de la récolte. De plus, la production mondiale de vin serait en recul sous l'effet conjugué des conditions climatiques défavorables en Europe et de la baisse importante des superficies des vignobles européen et australien. En France, le champagne continue à s'apprécier ; la hausse des prix des autres vins d'appellation s'accélère en 2012, ainsi que celle des vins de table et de pays. La reprise des exportations initiée en 2010 se poursuit : elles progressent surtout vers les pays tiers, notamment les États-Unis et l'Asie.

5. Le bétail

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 2,8	+ 10,5	+ 7,4
dont : gros bovins (51,5 %)*	- 2,8	+ 14,2	+ 11,0
veaux (12,9 %)*	- 5,2	+ 2,5	- 2,8
porcins (28,9 %)*	- 2,1	+ 10,1	+ 7,8
ovins-caprins (6,2 %)*	- 2,6	+ 3,2	+ 0,5
Subventions sur les produits	- 2,6	- 1,2	- 3,9
Ensemble au prix de base	- 2,8	+ 9,8	+ 6,7

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2011. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** continue à progresser en 2012 (+ 11,0 %).

Le volume de la production de gros bovins est en baisse, après deux années de hausse. Les abattages se réduisent sensiblement en 2012, pour les vaches et les génisses et surtout pour les bœufs, en raison d'une baisse des disponibilités dans les élevages, après une forte hausse en 2011. Les exportations de bovins mâles vivants et de viande bovine se replient également. En revanche, le cheptel s'accroît, notamment pour les bovins mâles de moins de deux ans.

L'accroissement des cours des gros bovins s'accélère en 2012 en raison d'une offre insuffisante par rapport à la demande. Les prix s'envolent, tirés par le tassement de l'offre, française comme européenne, et une demande dynamique des pays tiers, notamment de la Turquie.

Les aides sur la production se réduisent pour les bovins en lien avec la baisse de production. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 9,4 %.

La production des **veaux** de boucherie baisse de 2,8 % en valeur. Les abattages se replient sensiblement et les exportations chutent. Le cheptel est en diminution. Le volume de production poursuit donc son recul (-5,2 %). Le prix des veaux continue à augmenter en 2012 (+ 2,5 %), mais de façon moins importante qu'en 2011, l'offre restant adaptée à la demande.

La prime à l'abattage des veaux a disparu en 2010.

La valeur de la production de **porcins** continue à se redresser en 2012 (+ 7,8 %) en raison de la forte hausse des prix. Le volume de production diminue (- 2,1 %) dans un contexte de plafonnement de l'offre européenne. Ce recul est dû aussi au ralentissement ou à la cessation d'activité d'éleveurs de porcs suite à la directive de mise aux normes des bâtiments au 1^{er} janvier 2013. Les abattages sont en baisse. Les exportations de viande porcine vers les pays tiers se replient par rapport au niveau élevé de 2011. Le cheptel porcin poursuit sa diminution, notamment pour les truies. Le prix du porc continue à se redresser fortement (+ 10,1 %), soutenu par la modestie de l'offre et une bonne demande intérieure.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** augmente légèrement en 2012 (+ 0,5 %). Le volume de production décroît de 2,6 % par rapport à 2011. Les abattages se replient pour les agneaux comme pour les ovins de réforme, après un accroissement en 2011 dû à la sécheresse. Le solde commercial d'animaux vivants devient déficitaire, en particulier avec l'Espagne. Les importations de viande ovine reculent pour la troisième année consécutive. Le prix à la production continue à s'accroître en raison de la faiblesse de l'offre, même si la demande reste peu dynamique.

Les subventions se réduisent légèrement en lien avec la baisse de production. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 0,4 %.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions augmente (+ 7,4 %) sous l'effet de la hausse des prix. Les subventions sur les produits se réduisent de 3,9 % et la valeur de la production de bétail au prix de base s'accroît de 6,7 % après un redressement en 2011.

6. Les produits avicoles

Évolution 2012/2011 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble		- 1,0	+ 12,5	+ 11,4
dont :	volailles (76,6 %)*	- 0,6	+ 1,8	+ 1,1
	œufs (23,4 %)*	- 2,2	+ 48,4	+ 45,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2011.

Pour les **volailles**, la valeur de la production s'accroît modérément, après une forte hausse en 2011. Le volume de production se replie très légèrement. Les abattages de canards diminuent. La production de poulets est en recul, après une tendance à la hausse sur cinq ans. En revanche, après un déclin continu au cours des années précédentes, les abattages de dindes reprennent en 2012. Les exportations de poulets diminuent, surtout vers l'Arabie Saoudite, après le dynamisme de 2011. Les prix s'accroissent modérément, après un fort redressement en 2011. Cette hausse sur deux ans ne compense toutefois pas l'envolée du prix des aliments pour volailles.

Pour les **œufs**, la valeur de la production se redresse très fortement (+ 45,1 %) en raison d'une flambée des prix. Le volume de production est en légère baisse en 2012. Il avait nettement reculé en 2011 pendant les travaux de mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses applicable au 1^{er} janvier 2012. Le recul s'est poursuivi au premier semestre 2012. En revanche, la production a repris au deuxième semestre et retrouve, en fin d'année, des niveaux proches de fin 2010. La consommation reste sur une tendance à la hausse depuis quatre ans. La nouvelle réduction de l'offre entraîne une envolée des prix qui a débuté mi-2011, s'est amplifiée début 2012 pour atteindre un niveau record en mars ; les prix ont ensuite fléchi et se sont stabilisés à des niveaux élevés au deuxième semestre en lien avec une progression des mises en place de poulettes de ponte.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2012/2011 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble	- 1,7	- 2,8	- 4,5
dont :			
lait et produits laitiers** (93,1 %)*	- 1,8	- 3,2	- 4,9

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2011.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

La valeur de la production des **autres produits animaux** diminue sensiblement (- 4,5 %) sous l'effet de la baisse des prix et des volumes.

La collecte laitière est en recul par rapport à celle de l'année précédente. En 2011, elle avait beaucoup progressé dans un contexte de hausse du prix du lait. Au premier semestre 2012, elle a continué à augmenter, puis elle a diminué à partir de juillet sous l'effet conjugué de la baisse des prix et de la flambée du prix des aliments utilisés pour accroître les rendements. La collecte de lait de brebis est en légère hausse ; pour celle de lait de chèvre, le repli est important, les transformateurs ayant réduit la collecte après trois années de surproduction. Ainsi, le volume de production se replie de 1,8 %.

Le prix à la production du lait de vache diminue. Il est devenu inférieur au prix de 2011 à partir d'avril et la décroissance s'est ensuite accentuée en raison de la baisse des prix des produits laitiers industriels (poudres de lait, beurre,...) durant le premier semestre. Le prix du lait de brebis augmente un peu tandis que celui du lait de chèvre diminue. Ainsi, le prix de la production du lait se réduit de 3,2 % en 2012.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers décroît de 4,9 %.

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE DE 2010 À 2012

Compte 2010 définitif

Compte 2011 semi-définitif

Compte 2012 provisoire

Évolutions moyennes sur les cinq dernières années

Tableau 1 – Production hors subventions

Tableau 2 – Subventions sur les produits

Tableau 3 – Production au prix de base

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

Tableau 5 – Le compte de production

Tableau 6 – Le compte d'exploitation

Tableau 7 – Le compte de revenu d'entreprise

Tableau 8 – Les indicateurs de revenu

Tableau 9 – Les indicateurs de revenu en termes réels

Compte de la branche agriculture en 2010 (version définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	318,3	126,3	402,0	145,7	585,8	184,0
Blé tendre.....	4 042,2	98,5	3 980,2	163,5	6 507,4	161,0
Maïs.....	1 905,4	89,1	1 698,2	153,3	2 603,5	136,6
Orge.....	1 146,4	79,1	906,8	169,6	1 538,2	134,2
Autres céréales.....	308,0	96,3	296,5	163,9	486,0	157,8
CEREALES.....	7 720,3	94,3	7 283,7	160,9	11 720,9	151,8
Oléagineux.....	1 982,6	89,3	1 770,4	149,2	2 641,4	133,2
Protéagineux.....	140,6	163,1	229,3	133,0	304,9	216,9
Tabac.....	24,9	98,8	24,6	183,7	45,2	181,5
Betteraves industrielles.....	848,7	92,2	782,6	106,0	829,8	97,8
Autres plantes industrielles.....	414,1	96,0	397,4	111,5	443,0	107,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 410,9	93,9	3 204,3	133,1	4 264,3	125,0
Maïs fourrage.....	998,6	88,8	886,6	98,1	870,1	87,1
Autres fourrages.....	4 734,8	90,4	4 279,4	91,8	3 930,0	83,0
PLANTES FOURRAGERES.....	5 733,4	90,1	5 166,0	92,9	4 800,1	83,7
Légumes frais.....	3 009,4	96,2	2 893,7	109,8	3 177,9	105,6
Plantes et fleurs.....	2 256,4	99,8	2 252,6	99,4	2 239,2	99,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 265,8	97,7	5 146,3	105,3	5 417,1	102,9
POMMES DE TERRE.....	1 141,2	93,0	1 061,5	155,6	1 651,8	144,7
FRUITS.....	2 628,6	94,4	2 480,7	116,5	2 890,2	110,0
Vins de champagne.....	2 582,0	90,8	2 345,3	101,9	2 391,0	92,6
dont vins calmes.....	1 767,7	88,1	1 557,0	102,3	1 593,3	90,1
dont champagne.....	814,3	96,8	788,3	101,2	797,7	98,0
Autres vins d'appellation.....	5 253,2	93,5	4 912,5	103,2	5 067,5	96,5
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 835,2	92,6	7 257,8	102,8	7 458,5	95,2
Vins pour eaux de vie AOC.....	696,0	107,1	745,6	104,8	781,7	112,3
dont vins de distillation.....	98,4	136,6	134,4	99,3	133,5	135,7
dont cognac.....	597,6	102,3	611,2	106,1	648,2	108,5
Autres vins de distillation.....	10,0	92,0	9,2	100,0	9,2	92,0
Vins de table et de pays.....	1 009,8	97,9	988,8	115,8	1 145,3	113,4
AUTRES VINS.....	1 715,8	101,6	1 743,6	111,0	1 936,2	112,8
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	35 451,2	94,1	33 343,9	120,4	40 139,1	113,2
Gros bovins.....	4 984,2	101,5	5 058,1	101,2	5 120,9	102,7
Veaux.....	1 325,7	98,6	1 307,3	103,1	1 348,3	101,7
Ovins-caprins.....	642,0	100,4	644,7	101,1	651,7	101,5
Equidés.....	45,0	74,4	33,5	183,6	61,5	136,7
Porcins.....	2 874,5	100,0	2 875,4	99,0	2 847,9	99,1
BETAIL.....	9 871,4	100,5	9 919,0	101,1	10 030,3	101,6
Volailles.....	3 033,1	102,3	3 102,8	99,6	3 090,9	101,9
Œufs.....	1 156,0	104,5	1 208,0	84,7	1 023,4	88,5
PRODUITS AVICOLES.....	4 189,1	102,9	4 310,8	95,4	4 114,3	98,2
Lait et produits laitiers.....	7 389,6	102,3	7 558,8	107,5	8 126,7	110,0
dont lait.....	7 090,9	102,4	7 259,0	107,7	7 820,9	110,3
dont produits laitiers.....	298,7	100,4	299,8	102,0	305,8	102,4
Autres produits de l'élevage.....	631,1	101,6	640,9	101,1	647,8	102,6
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 020,7	102,2	8 199,7	107,0	8 774,5	109,4
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 081,2	101,6	22 429,5	102,2	22 919,1	103,8
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	57 532,4	96,9	55 773,4	113,1	63 058,2	109,6
Activités principales de travaux agricoles.....	3 480,3	99,5	3 463,7	101,8	3 525,6	101,3
Activités secondaires de services.....	187,7	102,8	193,0	102,0	196,8	104,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 668,0	99,7	3 656,7	101,8	3 722,4	101,5
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	61 200,4	97,1	59 430,1	112,4	66 780,6	109,1
dont production des activités secondaires.....	1 898,3	99,7	1 892,3	103,0	1 948,5	102,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	52,2	126,2	65,9	11,7	7,7	14,8
Blé tendre.....	359,9	98,5	354,4	0,6	2,2	0,6
Maïs.....	126,2	89,1	112,5			
Orge.....	141,5	79,1	111,9			
Autres céréales.....	52,8	94,9	50,1	25,0	12,5	23,7
CEREALES.....	732,6	94,8	694,8	3,2	22,4	3,1
Oléagineux.....	195,1	89,9	175,4	0,0	0,0	
Protéagineux.....	25,8	162,8	42,0	175,5	73,7	285,7
Tabac.....	42,5	99,5	42,3	0,0	0,0	
Betteraves industrielles.....	0,5	100,0	0,5			
Autres plantes industrielles.....	93,4	100,3	93,7	93,9	88,0	94,2
PLANTES INDUSTRIELLES.....	357,3	99,0	353,9	45,7	161,7	45,3
Maïs fourrage.....	108,5	88,8	96,3			
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	108,5	88,8	96,3			
Légumes frais.....	8,2	96,3	7,9	101,3	8,0	97,6
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	8,2	96,3	7,9	101,3	8,0	97,6
POMMES DE TERRE.....	16,0	81,9	13,1	122,1	16,0	100,0
FRUITS.....	174,1	75,5	131,5	130,7	171,9	98,7
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1 396,7	92,9	1 297,5	29,3	380,0	27,2
Gros bovins.....	956,2	101,5	970,9	72,7	705,9	73,8
Veaux.....	71,5	98,6	70,5			
Ovins-caprins.....	68,7	100,4	69,0	180,0	124,2	180,8
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1 096,4	101,3	1 110,4	74,8	830,1	75,7
Volailles.....	4,0	87,5	3,5	60,0	2,1	52,5
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	4,0	87,5	3,5	60,0	2,1	52,5
Lait et produits laitiers.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
dont lait.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1 103,4	101,2	1 116,7	74,7	834,5	75,6
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2 500,1	96,6	2 414,2	50,3	1 214,5	48,6
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2 500,1	96,6	2 414,2	50,3	1 214,5	48,6
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	370,5	126,3	467,9	126,8	593,5	160,2
Blé tendre.....	4 402,1	98,5	4 334,6	150,2	6 509,6	147,9
Maïs.....	2 031,6	89,1	1 810,7	143,8	2 603,5	128,2
Orge.....	1 287,9	79,1	1 018,7	151,0	1 538,2	119,4
Autres céréales.....	360,8	96,1	346,6	143,8	498,5	138,2
CEREALES.....	8 452,9	94,4	7 978,5	147,2	11 743,3	138,9
Oléagineux.....	2 177,7	89,4	1 945,8	135,7	2 641,4	121,3
Protéagineux.....	166,4	163,0	271,3	139,6	378,6	227,5
Tabac.....	67,4	99,3	66,9	67,6	45,2	67,1
Betteraves industrielles.....	849,2	92,2	783,1	106,0	829,8	97,7
Autres plantes industrielles.....	507,5	96,8	491,1	108,1	531,0	104,6
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 768,2	94,4	3 558,2	124,4	4 426,0	117,5
Maïs fourrage.....	1 107,1	88,8	982,9	88,5	870,1	78,6
Autres fourrages.....	4 734,8	90,4	4 279,4	91,8	3 930,0	83,0
PLANTES FOURRAGERES.....	5 841,9	90,1	5 262,3	91,2	4 800,1	82,2
Légumes frais.....	3 017,6	96,2	2 901,6	109,8	3 185,9	105,6
Plantes et fleurs.....	2 256,4	99,8	2 252,6	99,4	2 239,2	99,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 274,0	97,7	5 154,2	105,3	5 425,1	102,9
POMMES DE TERRE.....	1 157,2	92,9	1 074,6	155,2	1 667,8	144,1
FRUITS.....	2 802,7	93,2	2 612,2	117,2	3 062,1	109,3
Vins de champagne.....	2 582,0	90,8	2 345,3	101,9	2 391,0	92,6
dont vins calmes.....	1 767,7	88,1	1 557,0	102,3	1 593,3	90,1
dont champagne.....	814,3	96,8	788,3	101,2	797,7	98,0
Autres vins d'appellation.....	5 253,2	93,5	4 912,5	103,2	5 067,5	96,5
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 835,2	92,6	7 257,8	102,8	7 458,5	95,2
Vins pour eaux de vie AOC.....	696,0	107,1	745,6	104,8	781,7	112,3
dont vins de distillation.....	98,4	136,6	134,4	99,3	133,5	135,7
dont cognac.....	597,6	102,3	611,2	106,1	648,2	108,5
Autres vins de distillation.....	10,0	92,0	9,2	100,0	9,2	92,0
Vins de table et de pays.....	1 009,8	97,9	988,8	115,8	1 145,3	113,4
AUTRES VINS.....	1 715,8	101,6	1 743,6	111,0	1 936,2	112,8
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	36 847,9	94,0	34 641,4	117,0	40 519,1	110,0
Gros bovins.....	5 940,4	101,5	6 029,0	96,6	5 826,8	98,1
Veaux.....	1 397,2	98,6	1 377,8	97,9	1 348,3	96,5
Ovins-caprins.....	710,7	100,4	713,7	108,7	775,9	109,2
Equidés.....	45,0	74,4	33,5	183,6	61,5	136,7
Porcins.....	2 874,5	100,0	2 875,4	99,0	2 847,9	99,1
BETAIL.....	10 967,8	100,6	11 029,4	98,5	10 860,4	99,0
Volailles.....	3 037,1	102,3	3 106,3	99,6	3 093,0	101,8
Œufs.....	1 156,0	104,5	1 208,0	84,7	1 023,4	88,5
PRODUITS AVICOLES.....	4 193,1	102,9	4 314,3	95,4	4 116,4	98,2
Lait et produits laitiers.....	7 392,6	102,3	7 561,6	107,5	8 129,0	110,0
dont lait.....	7 093,9	102,4	7 261,8	107,7	7 823,2	110,3
dont produits laitiers.....	298,7	100,4	299,8	102,0	305,8	102,4
Autres produits de l'élevage.....	631,1	101,6	640,9	101,1	647,8	102,6
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 023,7	102,2	8 202,5	107,0	8 776,8	109,4
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 184,6	101,6	23 546,2	100,9	23 753,6	102,5
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	60 032,5	96,9	58 187,6	110,5	64 272,7	107,1
Activités principales de travaux agricoles.....	3 480,3	99,5	3 463,7	101,8	3 525,6	101,3
Activités secondaires de services.....	187,7	102,8	193,0	102,0	196,8	104,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 668,0	99,7	3 656,7	101,8	3 722,4	101,5
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	63 700,5	97,1	61 844,3	109,9	67 995,1	106,7
dont production des activités secondaires.....	1 898,3	99,7	1 892,3	103,0	1 948,5	102,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Semences et plants	2 152,3	101,5	2 185,4	104,8	2 289,6	106,4
Energie et lubrifiants	2 831,4	100,4	2 843,3	117,8	3 349,1	118,3
Engrais et amendements	4 616,2	111,9	5 164,2	66,8	3 449,9	74,7
Produits de protection des cultures	3 068,4	92,8	2 846,9	99,9	2 843,6	92,7
Dépenses vétérinaires	1 668,9	100,4	1 674,9	101,8	1 704,9	102,2
Aliments pour animaux	13 904,0	95,8	13 322,9	100,9	13 444,2	96,7
<i>dont : intraconsommés</i>	6 761,7	90,8	6 140,6	101,9	6 258,5	92,6
<i> achetés en dehors de la branche</i>	7 142,3	100,6	7 182,3	100,0	7 185,7	100,6
Entretien du matériel	2 669,7	100,2	2 674,2	102,9	2 752,4	103,1
Entretien des bâtiments	296,9	96,3	286,0	102,2	292,2	98,4
Services de travaux agricoles	3 480,4	99,5	3 463,7	101,8	3 525,6	101,3
Autres biens et services	6 373,4	101,7	6 479,2	103,1	6 681,1	104,8
<i>dont : SIFIM</i>	869,0	101,5	882,0	117,3	1 034,2	119,0
Total	41 061,5	99,7	40 940,6	98,5	40 332,5	98,2

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Production	63 700,5	106,7	67 995,1
(-) Consommations intermédiaires	41 061,5	98,2	40 332,5
(=) Valeur ajoutée brute	22 639,0	122,2	27 662,6
(-) Consommation de capital fixe	10 278,4	100,5	10 329,5
(=) Valeur ajoutée nette	12 360,6	140,2	17 333,1

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Valeur ajoutée nette	12 360,6	140,2	17 333,1
(+) Subventions d'exploitation	7 209,2	119,4	8 604,2
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	98,3	80,9	79,5
(-) Autres impôts sur la production	1 471,1	99,3	1 461,3
Impôts fonciers	936,0	102,1	955,7
Autres	535,1	94,5	505,6
(=) Résultat agricole net	18 098,7	135,2	24 476,0
(-) Rémunération des salariés	6 950,1	97,5	6 775,2
Salaires	5 635,2	99,0	5 578,9
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 314,8	91,0	1 196,3
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	11 148,7	158,8	17 700,8

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	11 148,7	158,8	17 700,8
(-) Intérêts ¹	1 193,2	79,1	943,4
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 964,1	96,6	1 898,1
(-) Charges locatives nettes ²	2 250,8	101,4	2 282,4
(=) Revenu net d'entreprise agricole	7 704,6	187,9	14 475,0

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2010 / 2009
Résultat agricole net	35,2
par actif	38,3
Revenu net d'entreprise agricole	87,9
par actif non salarié	93,3
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,2
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2010 / 2009
Résultat agricole net	33,9
par actif	36,9
Revenu net d'entreprise agricole	86,0
par actif non salarié	91,4
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,0

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version semi-définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	585,8	75,2	440,5	118,7	522,8	89,2
Blé tendre.....	6 507,4	95,8	6 232,5	101,3	6 313,8	97,0
Maïs.....	2 603,5	111,6	2 905,3	99,3	2 884,8	110,8
Orge.....	1 538,2	88,5	1 361,1	120,0	1 633,9	106,2
Autres céréales.....	486,0	96,5	468,9	109,2	512,1	105,4
CEREALES.....	11 720,9	97,3	11 408,3	104,0	11 867,4	101,2
Oléagineux.....	2 641,4	111,8	2 953,1	109,4	3 229,6	122,3
Protéagineux.....	304,9	64,9	198,0	110,5	218,7	71,7
Tabac.....	45,2	73,5	33,2	96,7	32,1	71,0
Betteraves industrielles.....	829,8	107,9	895,1	122,3	1 094,4	131,9
Autres plantes industrielles.....	443,0	91,1	403,7	91,8	370,7	83,7
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 264,3	105,1	4 483,1	110,3	4 945,5	116,0
Maïs fourrage.....	870,1	116,5	1 013,7	92,8	941,1	108,2
Autres fourrages.....	3 930,0	92,1	3 618,0	123,5	4 467,9	113,7
PLANTES FOURRAGERES.....	4 800,1	96,5	4 631,7	116,8	5 409,0	112,7
Légumes frais.....	3 177,9	104,6	3 322,8	87,8	2 916,7	91,8
Plantes et fleurs.....	2 239,2	104,6	2 342,4	101,4	2 375,5	106,1
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 417,1	104,6	5 665,2	93,4	5 292,2	97,7
POMMES DE TERRE.....	1 651,8	112,8	1 863,3	74,6	1 390,5	84,2
FRUITS.....	2 890,2	102,5	2 963,8	95,5	2 831,2	98,0
Vins de champagne.....	2 391,0	119,3	2 852,0	103,9	2 963,7	124,0
dont vins calmes.....	1 593,3	129,7	2 067,0	104,4	2 158,3	135,5
dont champagne.....	797,7	98,4	785,0	102,6	805,4	101,0
Autres vins d'appellation.....	5 067,5	106,7	5 407,3	103,9	5 618,6	110,9
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 458,5	110,7	8 259,3	103,9	8 582,3	115,1
Vins pour eaux de vie AOC.....	781,7	106,8	835,2	106,5	889,6	113,8
dont vins de distillation.....	133,5	124,0	165,5	119,1	197,1	147,6
dont cognac.....	648,2	103,3	669,7	103,4	692,5	106,8
Autres vins de distillation.....	9,2	107,6	9,9	101,0	10,0	108,7
Vins de table et de pays.....	1 145,3	117,5	1 346,3	101,9	1 371,8	119,8
AUTRES VINS.....	1 936,2	113,2	2 191,4	103,7	2 271,4	117,3
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	40 139,1	103,3	41 466,1	102,7	42 589,5	106,1
Gros bovins.....	5 120,9	102,6	5 253,4	107,4	5 643,9	110,2
Veaux.....	1 348,3	100,0	1 348,2	105,1	1 416,6	105,1
Ovins-caprins.....	651,7	99,2	646,6	104,6	676,2	103,8
Equidés.....	61,5	136,3	83,8	66,2	55,5	90,2
Porcins.....	2 847,9	98,7	2 811,9	112,9	3 174,7	111,5
BETAIL.....	10 030,3	101,1	10 143,9	108,1	10 966,9	109,3
Volailles.....	3 090,9	102,1	3 156,4	112,4	3 546,9	114,8
Œufs.....	1 023,4	94,3	964,7	112,4	1 084,4	106,0
PRODUITS AVICOLES.....	4 114,3	100,2	4 121,1	112,4	4 631,3	112,6
Lait et produits laitiers.....	8 126,7	105,0	8 532,8	107,3	9 157,4	112,7
dont lait.....	7 820,9	105,1	8 219,3	107,5	8 838,3	113,0
dont produits laitiers.....	305,8	102,5	313,5	101,8	319,1	104,3
Autres produits de l'élevage.....	647,8	99,9	647,2	104,3	675,1	104,2
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 774,5	104,6	9 180,0	107,1	9 832,5	112,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 919,1	102,3	23 445,0	108,5	25 430,7	111,0
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	63 058,2	102,9	64 911,1	104,8	68 020,2	107,9
Activités principales de travaux agricoles.....	3 525,6	104,6	3 688,1	101,3	3 737,5	106,0
Activités secondaires de services.....	196,8	100,9	198,5	102,9	204,2	103,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 722,4	104,4	3 886,6	101,4	3 941,7	105,9
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	66 780,6	103,0	68 797,7	104,6	71 961,9	107,8
dont production des activités secondaires.....	1 948,5	100,9	1 966,7	102,8	2 021,2	103,7

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version semi-définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	7,7	75,3	5,8	125,9	7,3	94,8
Blé tendre.....	2,2	95,5	2,1	100,0	2,1	95,5
Maïs.....						
Orge.....						
Autres céréales.....	12,5	116,0	14,5	49,0	7,1	56,8
CEREALES.....	22,4	100,0	22,4	73,7	16,5	73,7
Oléagineux.....	0,0		0,0		0,0	
Protéagineux.....	73,7	65,0	47,9	116,9	56,0	76,0
Tabac.....	0,0		0,0		0,0	
Betteraves industrielles.....						
Autres plantes industrielles.....	88,0	95,9	84,4	103,1	87,0	98,9
PLANTES INDUSTRIELLES.....	161,7	81,8	132,3	108,1	143,0	88,4
Maïs fourrage.....						
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....						
Légumes frais.....	8,0	105,0	8,4	95,2	8,0	100,0
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	8,0	105,0	8,4	95,2	8,0	100,0
POMMES DE TERRE.....	16,0	100,0	16,0	93,8	15,0	93,8
FRUITS.....	171,9	100,8	173,3	94,9	164,5	95,7
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	380,0	92,7	352,4	98,5	347,0	91,3
Gros bovins.....	705,9	102,6	724,1	91,2	660,1	93,5
Veaux.....						
Ovins-caprins.....	124,2	99,2	123,2	99,8	122,9	99,0
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	830,1	102,1	847,3	92,4	783,0	94,3
Volailles.....	2,1	166,7	3,5	60,0	2,1	100,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	2,1	166,7	3,5	60,0	2,1	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
dont lait.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	834,5	102,2	853,1	92,3	787,4	94,4
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	1 214,5	99,3	1 205,5	94,1	1 134,4	93,4
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	1 214,5	99,3	1 205,5	94,1	1 134,4	93,4
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version semi-définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	593,5	75,2	446,3	118,8	530,1	89,3
Blé tendre.....	6 509,6	95,8	6 234,6	101,3	6 315,9	97,0
Maïs.....	2 603,5	111,6	2 905,3	99,3	2 884,8	110,8
Orge.....	1 538,2	88,5	1 361,1	120,0	1 633,9	106,2
Autres céréales.....	498,5	97,0	483,4	107,4	519,2	104,2
CEREALES.....	11 743,3	97,3	11 430,7	104,0	11 883,9	101,2
Oléagineux.....	2 641,4	111,8	2 953,1	109,4	3 229,6	122,3
Protéagineux.....	378,6	64,9	245,9	111,7	274,7	72,6
Tabac.....	45,2	73,5	33,2	96,7	32,1	71,0
Betteraves industrielles.....	829,8	107,9	895,1	122,3	1 094,4	131,9
Autres plantes industrielles.....	531,0	91,9	488,1	93,8	457,7	86,2
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 426,0	104,3	4 615,4	110,3	5 088,5	115,0
Maïs fourrage.....	870,1	116,5	1 013,7	92,8	941,1	108,2
Autres fourrages.....	3 930,0	92,1	3 618,0	123,5	4 467,9	113,7
PLANTES FOURRAGERES.....	4 800,1	96,5	4 631,7	116,8	5 409,0	112,7
Légumes frais.....	3 185,9	104,6	3 331,2	87,8	2 924,7	91,8
Plantes et fleurs.....	2 239,2	104,6	2 342,4	101,4	2 375,5	106,1
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 425,1	104,6	5 673,6	93,4	5 300,2	97,7
POMMES DE TERRE.....	1 667,8	112,7	1 879,3	74,8	1 405,5	84,3
FRUITS.....	3 062,1	102,4	3 137,1	95,5	2 995,7	97,8
Vins de champagne.....	2 391,0	119,3	2 852,0	103,9	2 963,7	124,0
dont vins calmes.....	1 593,3	129,7	2 067,0	104,4	2 158,3	135,5
dont champagne.....	797,7	98,4	785,0	102,6	805,4	101,0
Autres vins d'appellation.....	5 067,5	106,7	5 407,3	103,9	5 618,6	110,9
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 458,5	110,7	8 259,3	103,9	8 582,3	115,1
Vins pour eaux de vie AOC.....	781,7	106,8	835,2	106,5	889,6	113,8
dont vins de distillation.....	133,5	124,0	165,5	119,1	197,1	147,6
dont cognac.....	648,2	103,3	669,7	103,4	692,5	106,8
Autres vins de distillation.....	9,2	107,6	9,9	101,0	10,0	108,7
Vins de table et de pays.....	1 145,3	117,5	1 346,3	101,9	1 371,8	119,8
AUTRES VINS.....	1 936,2	113,2	2 191,4	103,7	2 271,4	117,3
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	40 519,1	103,2	41 818,5	102,7	42 936,5	106,0
Gros bovins.....	5 826,8	102,6	5 977,5	105,5	6 304,0	108,2
Veaux.....	1 348,3	100,0	1 348,2	105,1	1 416,6	105,1
Ovins-caprins.....	775,9	99,2	769,8	103,8	799,1	103,0
Equidés.....	61,5	136,3	83,8	66,2	55,5	90,2
Porcins.....	2 847,9	98,7	2 811,9	112,9	3 174,7	111,5
BETAIL.....	10 860,4	101,2	10 991,2	106,9	11 749,9	108,2
Volailles.....	3 093,0	102,2	3 159,9	112,3	3 549,0	114,7
Œufs.....	1 023,4	94,3	964,7	112,4	1 084,4	106,0
PRODUITS AVICOLES.....	4 116,4	100,2	4 124,6	112,3	4 633,4	112,6
Lait et produits laitiers.....	8 129,0	105,0	8 535,1	107,3	9 159,7	112,7
dont lait.....	7 823,2	105,1	8 221,6	107,5	8 840,6	113,0
dont produits laitiers.....	305,8	102,5	313,5	101,8	319,1	104,3
Autres produits de l'élevage.....	647,8	99,9	647,2	104,3	675,1	104,2
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 776,8	104,6	9 182,3	107,1	9 834,8	112,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 753,6	102,3	24 298,1	107,9	26 218,1	110,4
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	64 272,7	102,9	66 116,6	104,6	69 154,6	107,6
Activités principales de travaux agricoles.....	3 525,6	104,6	3 688,1	101,3	3 737,5	106,0
Activités secondaires de services.....	196,8	100,9	198,5	102,9	204,2	103,8
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 722,4	104,4	3 886,6	101,4	3 941,7	105,9
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	67 995,1	103,0	70 003,2	104,4	73 096,3	107,5
dont production des activités secondaires.....	1 948,5	100,9	1 966,7	102,8	2 021,2	103,7

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version semi-définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Semences et plants	2 289,6	111,1	2 544,4	94,4	2 403,2	105,0
Energie et lubrifiants	3 349,1	99,7	3 340,6	118,5	3 959,3	118,2
Engrais et amendements	3 449,9	104,3	3 596,7	117,1	4 212,3	122,1
Produits de protection des cultures	2 843,6	99,7	2 834,1	99,4	2 817,2	99,1
Dépenses vétérinaires	1 704,9	92,9	1 584,0	102,5	1 624,4	95,3
Aliments pour animaux	13 444,2	95,6	12 852,5	115,3	14 813,3	110,2
<i>dont : intraconsommés</i>	6 258,5	92,3	5 776,0	113,2	6 540,4	104,5
<i> achetés en dehors de la branche</i>	7 185,7	98,5	7 076,5	116,9	8 272,8	115,1
Entretien du matériel	2 752,4	102,9	2 833,0	102,5	2 902,7	105,5
Entretien des bâtiments	292,2	102,0	297,9	103,3	307,8	105,3
Services de travaux agricoles	3 525,6	104,6	3 688,2	101,3	3 737,5	106,0
Autres biens et services	6 681,1	103,0	6 880,0	97,8	6 729,0	100,7
<i>dont : SIFIM</i>	1 034,2	101,2	1 047,0	73,1	765,7	74,0
Total	40 332,5	100,3	40 451,4	107,6	43 506,8	107,9

Source : Insee

Tableau 5
Compte de production

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Production	67 995,1	107,5	73 096,3
(-) Consommations intermédiaires	40 332,5	107,9	43 506,8
(=) Valeur ajoutée brute	27 662,6	107,0	29 589,5
(-) Consommation de capital fixe	10 329,5	103,3	10 673,3
(=) Valeur ajoutée nette	17 333,1	109,1	18 916,2

Source : Insee

Tableau 6
Compte d'exploitation

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Valeur ajoutée nette	17 333,1	109,1	18 916,2
(+) Subventions d'exploitation	8 604,2	101,5	8 736,5
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	79,5	58,5	46,5
(-) Autres impôts sur la production	1 461,3	97,8	1 429,4
Impôts fonciers	955,7	91,6	875,4
Autres	505,6	109,6	554,0
(=) Résultat agricole net	24 476,0	107,1	26 223,4
(-) Rémunération des salariés	6 775,2	103,3	7 001,3
Salaires	5 578,9	103,4	5 770,0
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 196,3	102,9	1 231,3
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	17 700,8	108,6	19 222,1

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	17 700,8	108,6	19 222,1
(-) Intérêts ¹	943,4	116,3	1 097,3
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 898,1	95,7	1 816,5
(-) Charges locatives nettes ²	2 282,4	101,4	2 313,3
(=) Revenu net d'entreprise agricole	14 475,0	109,2	15 811,4

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2011 / 2010
Résultat agricole net	7,1
par actif	9,4
Revenu net d'entreprise agricole	9,2
par actif non salarié	12,3
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,1
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,7

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2011 / 2010
Résultat agricole net	5,7
par actif	8,0
Revenu net d'entreprise agricole	7,8
par actif non salarié	10,8
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,3

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012(version provisoire)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	522,8	114,9	600,6	91,2	547,9	104,8
Blé tendre.....	6 313,8	104,6	6 605,4	122,0	8 058,1	127,6
Maïs.....	2 884,8	100,0	2 884,5	122,0	3 517,9	121,9
Orge.....	1 633,9	129,2	2 110,4	120,0	2 533,3	155,0
Autres céréales.....	512,1	112,9	578,0	122,3	706,7	138,0
CEREALES.....	11 867,4	107,7	12 778,9	120,2	15 363,9	129,5
Oléagineux.....	3 229,6	97,5	3 149,1	114,3	3 599,7	111,5
Protéagineux.....	218,7	85,2	186,4	125,0	233,0	106,5
Tabac.....	32,1	92,8	29,8	96,6	28,8	89,7
Betteraves industrielles.....	1 094,4	89,7	981,5	97,4	955,9	87,3
Autres plantes industrielles.....	370,7	112,7	417,8	98,4	411,3	111,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 945,5	96,3	4 764,6	109,7	5 228,7	105,7
Maïs fourrage.....	941,1	96,0	903,3	103,0	930,3	98,9
Autres fourrages.....	4 467,9	119,4	5 333,0	85,3	4 550,4	101,8
PLANTES FOURRAGERES.....	5 409,0	115,3	6 236,3	87,9	5 480,7	101,3
Légumes frais.....	2 916,7	99,0	2 886,6	110,5	3 190,1	109,4
Plantes et fleurs.....	2 375,5	99,5	2 364,7	102,6	2 426,7	102,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 292,2	99,2	5 251,3	107,0	5 616,8	106,1
POMMES DE TERRE.....	1 390,5	82,1	1 141,8	171,2	1 954,5	140,6
FRUITS.....	2 831,2	91,9	2 603,0	115,3	3 000,4	106,0
Vins de champagne.....	2 963,7	72,3	2 141,5	103,2	2 210,0	74,6
dont vins calmes.....	2 158,3	63,7	1 375,6	103,5	1 424,2	66,0
dont champagne.....	805,4	95,1	765,9	102,6	785,8	97,6
Autres vins d'appellation.....	5 618,6	88,4	4 964,8	107,9	5 358,9	95,4
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	8 582,3	82,8	7 106,3	106,5	7 568,9	88,2
Vins pour eaux de vie AOC.....	889,6	89,4	795,7	106,4	846,3	95,1
dont vins de distillation.....	197,1	72,6	143,0	107,6	153,9	78,1
dont cognac.....	692,5	94,3	652,7	106,1	692,4	100,0
Autres vins de distillation.....	10,0	86,0	8,6	101,2	8,7	87,0
Vins de table et de pays.....	1 371,8	76,9	1 055,6	105,9	1 118,2	81,5
AUTRES VINS.....	2 271,4	81,9	1 859,9	106,1	1 973,2	86,9
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	42 589,5	98,0	41 742,1	110,6	46 187,1	108,4
Gros bovins.....	5 643,9	97,2	5 487,4	114,2	6 266,1	111,0
Veaux.....	1 416,6	94,8	1 343,3	102,5	1 376,4	97,2
Ovins-caprins.....	676,2	97,4	658,8	103,2	679,8	100,5
Equidés.....	55,5	104,9	58,2	58,2	33,9	61,1
Porcins.....	3 174,7	97,9	3 109,0	110,1	3 422,7	107,8
BETAIL.....	10 966,9	97,2	10 656,7	110,5	11 778,9	107,4
Volailles.....	3 546,9	99,4	3 525,1	101,8	3 587,1	101,1
Œufs.....	1 084,4	97,8	1 060,7	148,4	1 573,9	145,1
PRODUITS AVICOLES.....	4 631,3	99,0	4 585,8	112,5	5 161,0	111,4
Lait et produits laitiers.....	9 157,4	98,2	8 988,0	96,8	8 704,6	95,1
dont lait.....	8 838,3	98,1	8 672,4	96,8	8 395,4	95,0
dont produits laitiers.....	319,1	98,9	315,6	98,0	309,2	96,9
Autres produits de l'élevage.....	675,1	100,2	676,5	101,2	684,6	101,4
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 832,5	98,3	9 664,5	97,2	9 389,2	95,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	25 430,7	97,9	24 907,0	105,7	26 329,1	103,5
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	68 020,2	98,0	66 649,1	108,8	72 516,2	106,6
Activités principales de travaux agricoles.....	3 737,5	101,5	3 793,4	102,5	3 887,9	104,0
Activités secondaires de services.....	204,2	100,0	204,2	102,3	208,9	102,3
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 941,7	101,4	3 997,6	102,5	4 096,8	103,9
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	71 961,9	98,2	70 646,7	108,4	76 613,0	106,5
dont production des activités secondaires.....	2 021,2	95,9	1 938,4	103,0	1 996,3	98,8

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version provisoire)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	7,3	115,1	8,4	83,3	7,0	95,9
Blé tendre.....	2,1	104,8	2,2			
Maïs.....						
Orge.....						
Autres céréales.....	7,1	97,2	6,9			
CEREALES.....	16,5	106,1	17,5	40,0	7,0	42,4
Oléagineux.....	0,0		0,0		0,0	
Protéagineux.....	56,0	85,2	47,7	86,0	41,0	73,2
Tabac.....	0,0		0,0		8,0	
Betteraves industrielles.....						
Autres plantes industrielles.....	87,0	94,8	82,5	105,5	87,0	100,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	143,0	91,0	130,2	104,5	136,0	95,1
Maïs fourrage.....						
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....						
Légumes frais.....	8,0	98,8	7,9	63,3	5,0	62,5
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	8,0	98,8	7,9	63,3	5,0	50,6
POMMES DE TERRE.....	15,0	98,7	14,8			
FRUITS.....	164,5	102,8	169,1	95,9	162,1	78,7
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	347,0	97,8	339,5	91,3	310,1	89,4
Gros bovins.....	660,1	97,3	642,0	98,2	630,3	95,5
Veaux.....						
Ovins-caprins.....	122,9	97,4	119,7	102,3	122,5	99,7
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	783,0	97,3	761,7	98,8	752,8	96,1
Volailles.....	2,1	109,5	2,3	91,3	2,1	100,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	2,1	109,5	2,3	91,3	2,1	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,3	95,7	2,2	104,5	2,3	100,0
dont lait.....	2,3	95,7	2,2	104,5	2,3	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,3	95,7	2,2	104,5	2,3	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	787,4	97,3	766,2	98,8	757,2	96,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	1134,4	97,5	1105,7	96,5	1067,3	94,1
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	1134,4	97,5	1105,7	96,5	1067,3	94,1
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version provisoire)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	530,1	114,9	609,0	91,1	554,9	104,7
Blé tendre.....	6 315,9	104,6	6 607,6	122,0	8 058,1	127,6
Maïs.....	2 884,8	100,0	2 884,5	122,0	3 517,9	121,9
Orge.....	1 633,9	129,2	2 110,4	120,0	2 533,3	155,0
Autres céréales.....	519,2	112,7	584,9	120,8	706,7	136,1
CEREALES.....	11 883,9	107,7	12 796,4	120,1	15 370,9	129,3
Oléagineux.....	3 229,6	97,5	3 149,1	114,3	3 599,7	111,5
Protéagineux.....	274,7	85,2	234,1	117,0	274,0	99,7
Tabac.....	32,1	92,8	29,8	123,5	36,8	114,6
Betteraves industrielles.....	1 094,4	89,7	981,5	97,4	955,9	87,3
Autres plantes industrielles.....	457,7	109,3	500,3	99,6	498,3	108,9
PLANTES INDUSTRIELLES.....	5 088,5	96,2	4 894,8	109,6	5 364,7	105,4
Maïs fourrage.....	941,1	96,0	903,3	103,0	930,3	98,9
Autres fourrages.....	4 467,9	119,4	5 333,0	85,3	4 550,4	101,8
PLANTES FOURRAGERES.....	5 409,0	115,3	6 236,3	87,9	5 480,7	101,3
Légumes frais.....	2 924,7	99,0	2 894,5	110,4	3 195,1	109,2
Plantes et fleurs.....	2 375,5	99,5	2 364,7	102,6	2 426,7	102,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 300,2	99,2	5 259,2	106,9	5 621,8	106,1
POMMES DE TERRE.....	1 405,5	82,3	1 156,6	169,0	1 954,5	139,1
FRUITS.....	2 995,7	92,5	2 772,1	114,1	3 162,5	105,6
Vins de champagne.....	2 963,7	72,3	2 141,5	103,2	2 210,0	74,6
dont vins calmes.....	2 158,3	63,7	1 375,6	103,5	1 424,2	66,0
dont champagne.....	805,4	95,1	765,9	102,6	785,8	97,6
Autres vins d'appellation.....	5 618,6	88,4	4 964,8	107,9	5 358,9	95,4
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	8 582,3	82,8	7 106,3	106,5	7 568,9	88,2
Vins pour eaux de vie AOC.....	889,6	89,4	795,7	106,4	846,3	95,1
dont vins de distillation.....	197,1	72,6	143,0	107,6	153,9	78,1
dont cognac.....	692,5	94,3	652,7	106,1	692,4	100,0
Autres vins de distillation.....	10,0	86,0	8,6	101,2	8,7	87,0
Vins de table et de pays.....	1 371,8	76,9	1 055,6	105,9	1 118,2	81,5
AUTRES VINS.....	2 271,4	81,9	1 859,9	106,1	1 973,2	86,9
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	42 936,5	98,0	42 081,6	110,5	46 497,2	108,3
Gros bovins.....	6 304,0	97,2	6 129,4	112,5	6 896,4	109,4
Veaux.....	1 416,6	94,8	1 343,3	102,5	1 376,4	97,2
Ovins-caprins.....	799,1	97,4	778,5	103,1	802,3	100,4
Equidés.....	55,5	104,9	58,2	58,2	33,9	61,1
Porcins.....	3 174,7	97,9	3 109,0	110,1	3 422,7	107,8
BETAIL.....	11 749,9	97,2	11 418,4	109,8	12 531,7	106,7
Volailles.....	3 549,0	99,4	3 527,4	101,8	3 589,2	101,1
Œufs.....	1 084,4	97,8	1 060,7	148,4	1 573,9	145,1
PRODUITS AVICOLES.....	4 633,4	99,0	4 588,1	112,5	5 163,1	111,4
Lait et produits laitiers.....	9 159,7	98,1	8 990,2	96,8	8 706,9	95,1
dont lait.....	8 840,6	98,1	8 674,6	96,8	8 397,7	95,0
dont produits laitiers.....	319,1	98,9	315,6	98,0	309,2	96,9
Autres produits de l'élevage.....	675,1	100,2	676,5	101,2	684,6	101,4
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 834,8	98,3	9 666,7	97,2	9 391,5	95,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	26 218,1	97,9	25 673,2	105,5	27 086,3	103,3
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	69 154,6	98,0	67 754,8	108,6	73 583,5	106,4
Activités principales de travaux agricoles.....	3 737,5	101,5	3 793,4	102,5	3 887,9	104,0
Activités secondaires de services.....	204,2	100,0	204,2	102,3	208,9	102,3
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 941,7	101,4	3 997,6	102,5	4 096,8	103,9
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	73 096,3	98,2	71 752,4	108,3	77 680,3	106,3
dont production des activités secondaires.....	2 021,2	95,9	1 938,4	103,0	1 996,3	98,8

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version provisoire)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Semences et plants	2 403,2	102,5	2 463,1	103,1	2 539,2	105,7
Energie et lubrifiants	3 959,3	100,6	3 984,9	114,1	4 545,0	114,8
Engrais et amendements	4 212,3	86,1	3 628,0	114,0	4 135,7	98,2
Produits de protection des cultures	2 817,2	104,9	2 956,7	100,4	2 967,3	105,3
Dépenses vétérinaires	1 624,4	96,6	1 569,3	102,5	1 608,9	99,0
Aliments pour animaux	14 813,3	104,4	15 458,4	102,3	15 806,5	106,7
<i>dont : intraconsommés</i>	6 540,4	110,3	7 212,8	96,8	6 983,0	106,8
<i> achetés en dehors de la branche</i>	8 272,8	99,7	8 245,6	107,0	8 823,5	106,7
Entretien du matériel	2 902,7	100,5	2 916,8	102,0	2 975,1	102,5
Entretien des bâtiments	307,8	100,0	307,8	102,3	314,8	102,3
Services de travaux agricoles	3 737,5	101,5	3 793,4	102,5	3 887,9	104,0
Autres biens et services	6 729,0	99,7	6 708,6	104,8	7 030,1	104,5
<i>dont : SIFIM</i>	765,7	101,5	777,0	122,5	951,6	124,3
Total	43 506,8	100,6	43 787,1	104,6	45 810,6	105,3

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Production	73 096,3	106,3	77 680,3
(-) Consommations intermédiaires	43 506,8	105,3	45 810,6
(=) Valeur ajoutée brute	29 589,5	107,7	31 869,7
(-) Consommation de capital fixe	10 673,3	105,3	11 244,2
(=) Valeur ajoutée nette	18 916,2	109,0	20 625,6

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Valeur ajoutée nette	18 916,2	109,0	20 625,6
(+) Subventions d'exploitation	8 736,5	96,6	8 441,0
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	46,5	234,2	108,9
(-) Autres impôts sur la production	1 429,4	110,0	1 571,8
Impôts fonciers	875,4	112,6	985,5
Autres	554,0	105,8	586,3
(=) Résultat agricole net	26 223,4	104,8	27 494,8
(-) Rémunération des salariés	7 001,3	102,7	7 187,1
Salaires	5 770,0	102,7	5 923,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 231,3	102,7	1 264,0
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	19 222,1	105,6	20 307,7

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	19 222,1	105,6	20 307,7
(-) Intérêts ¹	1 097,3	88,6	972,4
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 816,5	99,9	1 815,1
(-) Charges locatives nettes ²	2 313,3	105,5	2 439,6
(=) Revenu net d'entreprise agricole	15 811,4	106,9	16 895,7

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2012 / 2011
Résultat agricole net	4,8
par actif	7,0
Revenu net d'entreprise agricole	6,9
par actif non salarié	9,8
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,0
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,7

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2012 / 2011
Résultat agricole net	3,3
par actif	5,4
Revenu net d'entreprise agricole	5,3
par actif non salarié	8,2
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,5

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture
Indices d'évolutions moyens sur les cinq dernières années (2007 à 2012)

Tableaux 1 à 3 - Production

En % par an

	Production hors subventions			Subventions			Production au prix de base		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
Blé dur	102,5	96,6	99,1	102,6	63,6	65,3	102,5	95,0	97,4
Blé tendre	103,0	103,6	106,7	103,0			103,0	102,2	105,3
Maïs	101,9	103,3	105,3				101,9	102,4	104,4
Orge	104,2	105,7	110,2				104,2	103,9	108,3
Autres céréales	107,0	104,1	111,4	107,9			107,1	101,6	108,8
CEREALES	103,2	103,4	106,8	103,8	37,6	39,0	103,3	102,0	105,3
Oléagineux	103,7	107,9	111,8	0,0	0,0	0,0	103,7	105,9	109,8
Protéagineux	101,4	103,9	105,4	101,4	105,0	106,4	101,4	104,1	105,5
Tabac	94,6	119,6	113,2			71,1	94,7	96,0	90,9
Betteraves industrielles	98,7	103,8	102,5				98,7	103,8	102,5
Autres plantes industrielles	101,6	102,9	104,6	98,4	108,1	106,4	101,1	103,7	104,9
PLANTES INDUSTRIELLES	102,1	106,6	108,8	96,9	85,8	83,2	102,0	105,2	107,3
Mais fourrage	101,1	102,4	103,6				101,1	99,6	100,7
Autres fourrages	96,8	106,6	103,2				96,8	106,6	103,2
PLANTES FOURRAGERES	97,8	105,6	103,3				97,8	105,0	102,8
Légumes frais	99,9	100,7	100,6	100,0	103,6	103,5	99,9	100,7	100,6
Plantes et fleurs	101,1	101,7	102,8				101,1	101,7	102,8
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES	100,4	101,1	101,5	100,0	103,6	103,5	100,4	101,1	101,5
POMMES DE TERRE	97,4	112,8	109,8	94,6	0,0	0,0	97,4	112,4	109,5
FRUITS	99,4	102,1	101,5	93,4	111,2	103,9	99,1	102,5	101,6
Vins de champagne	92,8	102,5	95,2				92,8	102,5	95,2
dont vins calmes	90,8	102,7	93,2				90,8	102,7	93,2
dont champagne	97,4	102,1	99,4				97,4	102,1	99,4
Autres vins d'appellation	97,7	103,2	100,9				97,7	103,2	100,9
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	96,1	103,0	99,0				96,1	103,0	99,0
Vins pour eaux de vie AOC	103,3	102,7	106,1				103,3	102,7	106,1
dont vins de distillation	104,0	105,5	109,7				104,0	105,5	109,7
dont cognac	103,3	102,1	105,4				103,3	102,1	105,4
Autres vins de distillation	74,8	115,0	86,1				74,8	115,0	86,1
Vins de table et de pays	97,2	105,4	102,5				97,2	105,4	102,5
AUTRES VINS	99,5	104,3	103,8				99,5	104,3	103,8
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (1)	100,1	103,8	104,0	99,2	74,7	74,1	100,2	103,2	103,4
Gros bovins	98,6	104,1	102,7	98,6	93,0	91,7	98,6	102,7	101,3
Veaux	98,4	100,6	99,0				98,4	99,6	98,1
Ovins-caprins	98,0	103,1	101,1	98,0	112,7	110,4	98,0	104,3	102,2
Equidés	98,4	82,8	81,4				98,4	82,8	81,4
Porcins	99,1	104,8	103,9				99,1	104,8	103,9
BETAIL	98,7	103,7	102,3	98,6	93,8	92,4	98,7	102,9	101,5
Volailles	100,4	103,6	103,9	109,8	96,1	105,6	100,4	103,5	103,9
Œufs	99,0	109,1	108,1				99,0	109,1	108,1
PRODUITS AVICOLES	100,1	105,0	105,1	109,8	96,1	105,6	100,1	105,0	105,1
Lait et produits laitiers	101,1	101,4	102,6	94,9	103,6	98,3	101,1	101,4	102,6
dont lait	101,2	101,4	102,6	94,9	103,6	98,3	101,2	101,4	102,6
dont produits laitiers	100,5	101,4	101,9				100,5	101,4	101,9
Autres produits de l'élevage	98,5	102,0	100,4				98,5	102,0	100,4
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	100,9	101,5	102,4	94,9	103,6	98,3	100,9	101,5	102,4
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (2)	99,8	103,1	102,9	98,6	93,8	92,5	99,7	102,7	102,5
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)	100,0	103,5	103,6	99,5	84,7	84,3	100,0	103,0	103,0
Activités principales de travaux agricoles	101,7	102,1	103,8				101,7	102,1	103,8
Activités secondaires de services	100,2	102,5	102,7				100,2	102,5	102,7
PRODUCTION DE SERVICES (4)	101,6	102,2	103,8				101,6	102,2	103,8
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)	100,1	103,5	103,6	99,5	84,7	84,3	100,1	103,0	103,1
dont production des activités secondaires	100,0	102,0	102,0				100,0	102,0	102,0

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années (2007 à 2012)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

	Indices moyens		
	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur
Semences et plants	103,2	101,6	104,8
Energie et lubrifiants	100,0	108,4	108,4
Engrais et amendements	95,3	109,4	104,2
Produits de protection des cultures	100,3	101,2	101,6
Dépenses vétérinaires	100,6	102,8	103,4
Aliments pour animaux	98,3	105,1	103,3
dont : intraconsommés	97,8	105,5	103,2
achetés en dehors de la branche	98,8	104,7	103,4
Entretien du matériel	100,3	103,4	103,7
Entretien des bâtiments	98,9	102,7	101,6
Services de travaux agricoles	101,7	102,1	103,8
Autres biens et services	100,9	102,9	103,8
dont : SIFIM	100,4	110,9	111,4
Total	99,6	104,4	103,9

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

	En % par an
	2012 / 2007
Production	3,1
(-) Consommations intermédiaires	3,9
(=) Valeur ajoutée brute¹	1,9
(-) Consommation de capital fixe	2,9
(=) Valeur ajoutée nette¹	1,4

1. Avertissement : la baisse de la valeur ajoutée résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC de 2006 : les subventions sur les produits, incluses dans la production au prix de base et donc dans la valeur ajoutée, sont en grande partie remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

	En % par an
	2012 / 2007
Valeur ajoutée nette	1,4
(+) Subventions d'exploitation	2,9
dont bonifications d'intérêts	-13,5
(-) Autres impôts sur la production	2,7
Impôts fonciers	2,5
Autres	3,0
(=) Résultat agricole net	1,8
(-) Rémunération des salariés	2,0
Salaires	2,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs	0,3
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	1,7

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années (2007 à 2012)

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

	En % par an
	2012 / 2007
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	1,7
(-) Intérêts ¹	-7,5
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	0,5
(-) Charges locatives nettes ²	3,5
(=) Revenu net d'entreprise agricole	2,2

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

	En % par an
	2012 / 2007
Résultat agricole net	1,8
par actif	4,1
Revenu net d'entreprise agricole	2,2
par actif non salarié	5,1
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,2
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

	En % par an
	2012 / 2007
Résultat agricole net	0,4
par actif	2,6
Revenu net d'entreprise agricole	0,8
par actif non salarié	3,7
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,4

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

L'INVESTISSEMENT AGRICOLE

**Tableau 1 – Formation brute de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 2 – Formation brute de capital fixe
à prix constants 2000**

**Tableau 3 – Consommation de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 4 – Consommation de capital fixe
à prix constants 2000**

Tableau 1
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	315	260	575	2 714	944	114	3 772	4 348
1981	465	317	781	3 010	1 005	128	4 142	4 923
1982	573	347	920	3 610	1 084	155	4 848	5 769
1983	562	390	953	3 688	1 113	161	4 962	5 915
1984	247	427	674	3 746	1 152	172	5 070	5 743
1985	454	433	887	3 666	1 220	178	5 063	5 951
1986	201	483	684	3 495	1 266	179	4 941	5 625
1987	84	580	664	3 659	1 318	178	5 156	5 820
1988	311	491	803	4 231	1 471	183	5 885	6 688
1989	208	591	799	4 679	1 528	201	6 408	7 207
1990	546	847	1 393	4 469	1 653	204	6 327	7 719
1991	308	691	999	4 182	1 804	197	6 183	7 182
1992	444	624	1 068	3 783	1 745	190	5 718	6 786
1993	386	541	926	3 589	1 553	190	5 332	6 258
1994	544	414	958	4 030	1 556	192	5 779	6 737
1995	605	463	1 068	4 350	1 711	211	6 273	7 341
1996	507	432	939	4 774	1 892	220	6 887	7 825
1997	387	473	860	5 000	1 937	234	7 172	8 032
1998	378	565	943	5 276	2 028	259	7 563	8 505
1999	454	629	1 083	5 389	2 187	268	7 844	8 927
2000	602	580	1 182	5 322	2 273	271	7 866	9 049
2001	458	592	1 050	5 058	2 697	272	8 027	9 077
2002	314	572	886	5 066	2 507	299	7 872	8 758
2003	201	514	714	5 279	2 465	318	8 063	8 777
2004	243	520	763	5 625	2 529	326	8 480	9 243
2005	409	588	997	5 775	2 522	338	8 635	9 632
2006	480	449	928	5 890	2 787	365	9 043	9 971
2007	526	440	966	6 811	2 831	389	10 031	10 997
2008	561	440	1 000	8 047	2 733	421	11 201	12 201
2009	438	408	846	6 911	2 153	392	9 456	10 301
2010	332	508	840	6 772	2 143	403	9 317	10 157
2011	201	618	819	7 868	2 328	429	10 625	11 444
2012	328	616	944	8 471	2 361	434	11 266	12 210

Source : Insee

Tableau 2
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	476	565	1 041	5 573	1 939	207	7 718	8 759
1981	427	601	1 029	5 437	1 866	206	7 510	8 538
1982	489	578	1 067	5 815	1 785	227	7 828	8 894
1983	457	610	1 068	5 413	1 708	219	7 341	8 409
1984	198	595	793	5 205	1 662	228	7 095	7 887
1985	348	571	919	4 914	1 779	230	6 924	7 842
1986	159	576	735	4 466	1 723	232	6 421	7 156
1987	50	727	777	4 521	1 760	236	6 517	7 294
1988	227	590	817	5 043	1 908	238	7 188	8 005
1989	155	686	841	5 402	1 941	244	7 586	8 427
1990	405	1 001	1 406	5 076	2 044	250	7 370	8 775
1991	302	808	1 109	4 536	2 138	243	6 917	8 026
1992	411	735	1 146	4 014	2 030	242	6 285	7 431
1993	352	642	995	3 837	1 777	251	5 866	6 861
1994	481	488	968	4 247	1 769	255	6 271	7 239
1995	587	523	1 109	4 659	1 933	278	6 871	7 980
1996	538	475	1 012	5 059	2 114	285	7 459	8 471
1997	388	510	898	5 265	2 119	289	7 673	8 571
1998	370	596	966	5 615	2 133	288	8 036	9 002
1999	459	651	1 110	5 684	2 264	289	8 236	9 346
2000	602	580	1 182	5 322	2 273	271	7 866	9 049
2001	488	576	1 064	4 895	2 549	256	7 700	8 765
2002	347	546	893	4 867	2 321	258	7 446	8 339
2003	192	475	667	5 025	2 210	265	7 501	8 167
2004	224	460	684	5 264	2 168	251	7 682	8 366
2005	380	491	871	5 190	2 102	251	7 543	8 414
2006	427	362	789	5 270	2 178	262	7 710	8 500
2007	462	346	808	5 928	2 164	267	8 359	9 167
2008	487	324	811	6 513	2 018	270	8 801	9 612
2009	392	303	695	5 733	1 653	268	7 653	8 348
2010	290	376	666	5 651	1 616	264	7 531	8 196
2011	151	441	592	6 482	1 680	268	8 430	9 022
2012	229	423	652	7 103	1 675	272	9 050	9 702

Source : Insee

Tableau 3
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	251	251	2 589	751	114	3 454	3 706
1981	0	292	292	2 970	853	128	3 951	4 243
1982	0	331	331	3 371	984	155	4 509	4 840
1983	0	359	359	3 717	1 071	161	4 949	5 309
1984	0	405	405	3 927	1 151	172	5 250	5 654
1985	0	434	434	4 038	1 150	177	5 366	5 800
1986	0	494	494	4 180	1 243	179	5 602	6 096
1987	0	483	483	4 259	1 278	178	5 716	6 199
1988	0	489	489	4 383	1 333	182	5 899	6 387
1989	0	518	518	4 523	1 379	200	6 102	6 620
1990	0	510	510	4 566	1 438	204	6 208	6 718
1991	0	527	527	4 702	1 526	196	6 424	6 952
1992	0	529	529	4 695	1 575	189	6 459	6 987
1993	0	527	527	4 557	1 606	187	6 350	6 877
1994	0	531	531	4 550	1 621	190	6 361	6 892
1995	0	551	551	4 436	1 643	205	6 284	6 835
1996	0	561	561	4 484	1 682	214	6 380	6 941
1997	0	570	570	4 529	1 739	227	6 494	7 064
1998	0	581	581	4 527	1 828	256	6 612	7 193
1999	0	595	595	4 635	1 880	264	6 779	7 374
2000	0	612	612	4 935	1 975	268	7 177	7 790
2001	0	626	626	5 130	2 136	269	7 535	8 161
2002	0	633	633	5 175	2 212	297	7 684	8 317
2003	0	645	645	5 241	2 306	317	7 864	8 509
2004	0	666	666	5 370	2 431	324	8 124	8 791
2005	0	698	698	5 617	2 512	336	8 465	9 163
2006	0	704	704	5 672	2 695	362	8 730	9 434
2007	0	703	703	5 909	2 768	386	9 063	9 766
2008	0	730	730	6 561	2 866	416	9 842	10 572
2009	0	700	700	6 468	2 721	390	9 579	10 278
2010	0	689	689	6 507	2 728	405	9 641	10 329
2011	0	702	702	6 730	2 814	427	9 971	10 673
2012	0	717	717	7 256	2 841	430	10 527	11 244

Source : Insee

Tableau 4
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	518	518	5 317	1 542	207	7 066	7 584
1981	0	528	528	5 362	1 586	206	7 154	7 682
1982	0	537	537	5 428	1 620	227	7 275	7 812
1983	0	546	546	5 454	1 644	219	7 317	7 862
1984	0	553	553	5 454	1 660	228	7 342	7 895
1985	0	558	558	5 422	1 678	229	7 330	7 888
1986	0	564	564	5 347	1 691	231	7 270	7 833
1987	0	574	574	5 272	1 706	236	7 213	7 787
1988	0	578	578	5 237	1 729	237	7 203	7 781
1989	0	586	586	5 230	1 751	244	7 225	7 811
1990	0	606	606	5 197	1 777	250	7 225	7 831
1991	0	618	618	5 123	1 809	243	7 175	7 793
1992	0	626	626	5 012	1 832	240	7 084	7 711
1993	0	631	631	4 891	1 838	248	6 977	7 608
1994	0	628	628	4 808	1 842	252	6 903	7 531
1995	0	624	624	4 764	1 856	272	6 892	7 516
1996	0	618	618	4 758	1 879	279	6 916	7 534
1997	0	615	615	4 774	1 901	282	6 957	7 572
1998	0	613	613	4 826	1 923	285	7 034	7 647
1999	0	616	616	4 892	1 946	284	7 123	7 738
2000	0	612	612	4 935	1 975	268	7 177	7 790
2001	0	609	609	4 947	2 019	252	7 219	7 828
2002	0	604	604	4 957	2 048	256	7 261	7 866
2003	0	597	597	4 978	2 068	263	7 309	7 906
2004	0	589	589	5 013	2 084	249	7 347	7 936
2005	0	583	583	5 037	2 094	249	7 380	7 962
2006	0	568	568	5 063	2 107	259	7 429	7 997
2007	0	553	553	5 139	2 116	264	7 520	8 072
2008	0	538	538	5 264	2 115	265	7 644	8 181
2009	0	522	522	5 323	2 088	266	7 677	8 199
2010	0	510	510	5 374	2 058	266	7 698	8 208
2011	0	503	503	5 492	2 031	267	7 790	8 293
2012	0	495	495	5 617	2 003	267	7 887	8 382

Source : Insee

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE CAPITAL, ASSURANCE-DOMMAGES

Éléments du compte de capital

Le cadre comptable du compte spécifique de la branche agriculture est présenté selon une séquence de trois comptes : le compte de production, le compte d'exploitation et le compte de revenu d'entreprise.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments du compte de capital sont évalués. Il s'agit des postes suivants :

- la formation brute de capital fixe (FBCF) de la branche agriculture en produits agricoles (bétail et plantations) et en produits non agricoles (matériels, bâtiments et autres produits).

- la consommation de capital fixe (CCF) de la branche agriculture qui concerne les plantations, les matériels, les bâtiments et les autres produits du capital fixe.

- les variations de stocks, qui comprennent les variations de stocks *producteurs* et les variations de stocks *utilisateurs* de la branche agriculture. Ces derniers concernent deux produits : d'une part, les semences et d'autre part les engrais, pour lesquels on mesure la différence entre les achats et la consommation effective au cours de l'exercice.

- les transferts en capital, qui comprennent les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les aides à l'investissement concernent principalement l'aide à la restructuration du vignoble, des aides liées à l'acquisition de bâtiments agricoles, des aides aux bâtiments d'élevage ainsi que des aides diverses versées par les collectivités territoriales. Les aides à l'investissement comprennent également les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) conclus dans le cadre des actions liées à l'installation et à la modernisation des exploitations et, à partir de 2003, les contrats d'agriculture durable (CAD) qui se substituent aux CTE. Les autres transferts en capital sont constitués des aides à la cessation de l'activité laitière, de l'aide à la reconversion du vignoble, de la dotation aux jeunes agriculteurs et d'aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Les primes et les indemnités d'assurance-dommages

Conformément au SEC 95, ces flux sont enregistrés dans le compte de distribution secondaire des revenus, qui n'est pas retracé dans la séquence comptable du compte spécifique de l'agriculture.

Tableau 3

Variations de stocks producteurs et FBCF de 1993 à 2012 : ventilation par produits

En millions d'euros

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-515	164	48	221	-129	-100	-136	-15	-102	51
Plantes industrielles	32	37	-28	-18	17	69	-123	-11	-53	24
Fruits et légumes, pdterre	115	289	-30	36	-59	134	-116	-37	260	-99
Vins	-406	114	147	423	-41	-395	-126	401	143	-629
Autres produits végétaux	-77	-10	76	100	46	25	-26	22	117	-49
Bétail	-16	18	19	10	-76	-10	-26	186	90	-141
Total	-867	612	232	773	-242	-276	-553	546	455	-842
FBCF en produits agricoles										
Plantations	541	414	463	432	473	565	629	580	592	572
Bétail	386	544	605	507	387	378	454	602	458	314
Total	927	958	1068	939	860	943	1083	1182	1050	886

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-284	362	-283	369	1071	-19	-817	627	494	529
Plantes industrielles	42	71	-57	-53	98	165	-36	118	35	-17
Fruits et légumes, pdterre	33	-20	6	252	-86	-1	-136	363	-190	830
Vins	-630	271	-468	-448	-497	-1100	19	-2927	-410	-1154
Autres produits végétaux	167	-91	-93	52	75	243	128	-379	181	44
Bétail	-157	-64	33	74	91	51	-65	-125	-176	-64
Total	-829	529	-863	245	752	-661	-907	-2323	-68	167
FBCF en produits agricoles										
Plantations	514	520	588	449	440	441	407	509	618	616
Bétail	201	243	409	480	526	561	438	335	201	328
Total	714	763	997	928	966	1001	845	843	819	944

Source : Insee

Tableau 4
Éléments du compte de capital de 1993 à 2012

En millions d'euros

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	6259	6736	7340	7825	8031	8506	8927	9048	9077	8758
Consommation de capital fixe	6877	6892	6835	6941	7065	7192	7374	7790	8161	8318
Variations de stocks ¹	-896	812	520	800	-234	-309	-582	565	422	-930
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	323	241	250	238	198	222	248	260	288	344
Autres transferts en capital	387	422	409	355	194	200	157	222	238	232

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	8777	9243	9633	9971	11000	12 202	10 300	10 163	11 443	12 210
Consommation de capital fixe	8509	8791	9163	9434	9766	10 572	10 278	10 329	10 673	11 244
Variations de stocks ¹	-835	536	-892	428	1006	-626	-1 121	-2 052	-113	69
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	399	361	355	465	361	416	359	464	413	394
Autres transferts en capital	193	171	224	248	276	214	188	152	136	90

1. Variations de stocks producteur et utilisateur.

Source : Insee

Tableau 5
Primes et indemnités d'assurance-dommages de 1992 à 2011

En millions d'euros

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Primes nettes	1251	1213	1164	1147	1177	1223	1191	1157	1317	1340
Indemnités	714	629	660	638	639	713	658	525	715	858

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Primes nettes	1470	1397	1481	1453	1507	1485	1565	1637	1645	1740
Indemnités	905	753	834	763	834	829	861	968	888	1012

Source : Insee

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS AGROALIMENTAIRES

Graphique 1 – Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2012

Graphique 2 – Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2012

Tableau 1 – Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Tableau 2 – Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Tableau 3 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographique, en 2012

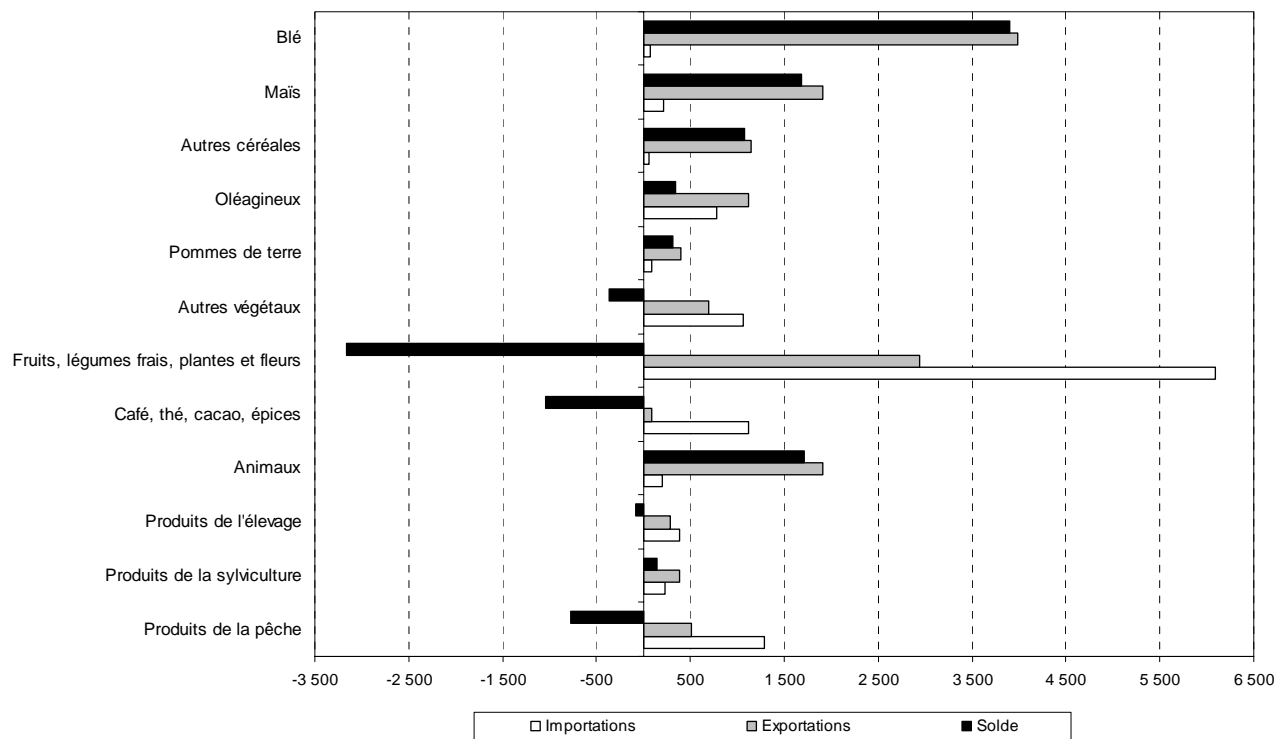
Tableau 4 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne, en 2012

Tableau 5 - Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2012

Graphique 1

Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2012

En millions d'euros



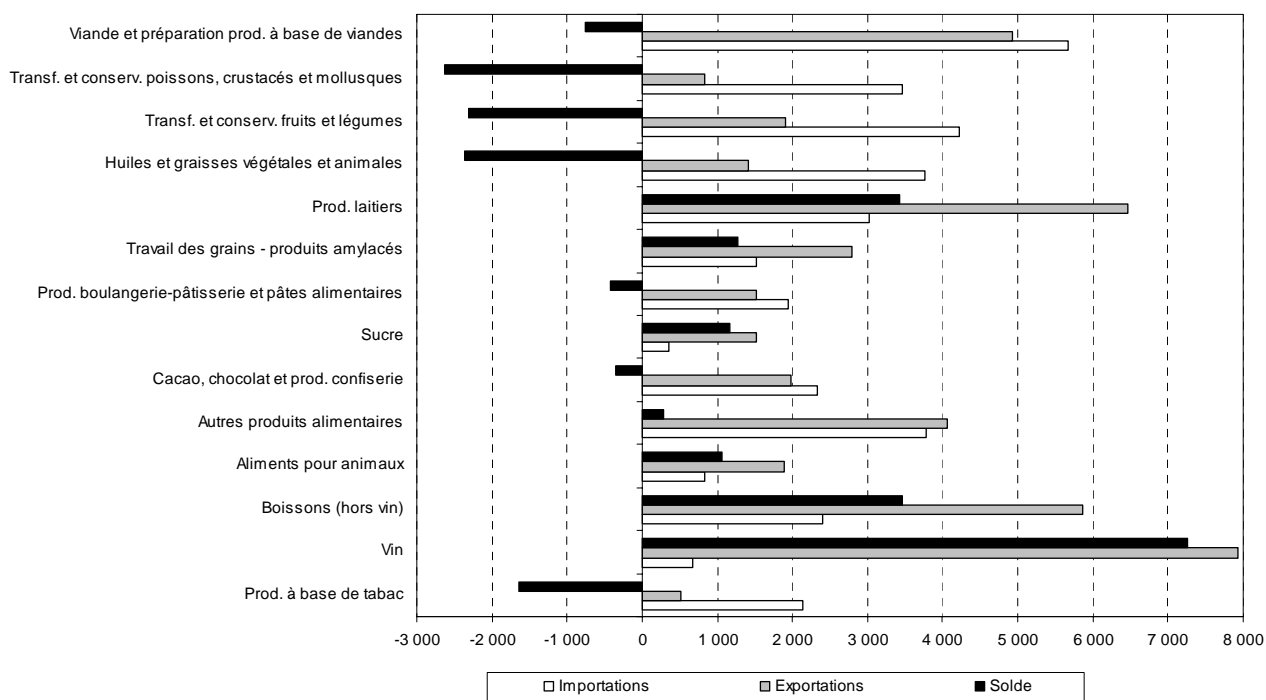
Autres végétaux : protéagineux, tabac, plantes à sucre, autres plantes industrielles, pommes de terre, plantes fourragères.

Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2012

En millions d'euros



Source : comptes nationaux, Insee

Tableau 1
Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Valeurs en millions d'euros, évolutions annuelles en %

Produits de l'agriculture	Exportations 2012		Importations 2012		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2011	2012	Écart
Agriculture, sylviculture, pêche	15 370	-4,8%	11 626	0,6%	4 594	3 744	-850
Agriculture, chasse, services annexes	14 471	-4,6%	10 099	1,3%	5 206	4 372	-834
Blé dur	444	-31,6%	16	-48,4%	618	428	-190
Blé tendre	3 539	-16,6%	62	-40,4%	4 137	3 477	-660
Maïs	1 905	2,0%	218	3,8%	1 657	1 687	30
Orge	1 055	4,9%	23	-30,3%	973	1 032	59
Autres céréales	89	15,6%	39	-31,6%	20	50	30
Pommes de terre	405	-19,6%	91	13,8%	424	314	-110
Oléagineux	1 118	0,5%	781	-9,6%	248	337	89
Tabac	132	-13,7%	103	14,4%	63	29	-34
Plantes à sucre	0	—	0	—	1	0	-1
Plantes fourragères	49	-3,9%	15	-46,4%	23	34	11
Autres plantes industrielles	517	-1,5%	951	-18,7%	-645	-434	211
Légumes frais	1 048	4,2%	1 916	10,4%	-730	-868	-138
Plantes et fleurs	451	4,6%	1 070	-0,7%	-647	-619	28
Fruits	1 435	7,9%	3 102	12,5%	-1 427	-1 667	-240
Café, thé, cacao, épices	82	26,2%	1 119	-9,6%	-1 173	-1 037	136
Gros bovins	1 205	11,5%	27	28,6%	1 060	1 178	118
Veaux	249	-34,0%	34	-12,8%	338	215	-123
Ovins, caprins	39	-17,0%	32	0,0%	15	7	-8
Équidés	83	-8,8%	64	30,6%	42	19	-23
Porcins	125	17,9%	22	10,0%	86	103	17
Volailles	210	21,4%	23	-4,2%	149	187	38
Œufs	145	16,9%	153	82,1%	40	-8	-48
Autres produits d'élevage	145	-7,6%	225	5,1%	-57	-80	-23
Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	381	-15,1%	234	-9,3%	191	147	-44
Pêche, aquaculture	518	-1,9%	1 293	-2,9%	-803	-775	28

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 2

Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Valeurs en millions d'euros, évolutions en %

Produits des industries agroalimentaires	Exportations 2012		Importations 2012		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2011	2012	Écart
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	43 570	5,2%	36 106	3,3%	6 438	7 464	1 026
Transform. & conserv. viande & préparation prod. à base de viande	4 919	0,1%	5 670	7,2%	-377	-751	-374
Viandes de boucherie et d abattages	2 988	-1,0%	3 663	7,8%	-382	-675	-293
Viandes de volailles sauf lapins et gibiers	1 178	-0,4%	992	5,5%	243	186	-57
Charcuterie et préparations à base de viande	753	5,5%	1 015	6,6%	-238	-262	-24
Transform. & conserv. poisson, crustacés & mollusques	830	12,0%	3 467	-0,7%	-2 751	-2 637	114
Transformation et conservation de fruits et légumes	1 904	0,9%	4 217	4,0%	-2 169	-2 313	-144
Transf. et conservation de pommes de terre	313	-4,0%	573	1,6%	-238	-260	-22
Jus de fruits et de légumes	186	1,1%	996	3,9%	-775	-810	-35
Transformation et conservation de fruits et de légumes	1 405	2,0%	2 648	4,5%	-1 156	-1 243	-87
Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	1 414	-16,1%	3 770	4,1%	-1 936	-2 356	-420
Huiles raffinées	1 368	-16,4%	3 405	4,5%	-1 622	-2 037	-415
Fab. margarine & graisses comest. simil.	46	-6,1%	365	0,6%	-314	-319	-5
Fabrication de produits laitiers	6 460	2,3%	3 028	-3,2%	3 185	3 432	247
Exploitation de laiteries et fab. fromages	6 114	2,2%	2 802	-3,0%	3 092	3 312	220
Fabrication de glaces et sorbets	346	4,5%	226	-5,0%	93	120	27
Travail des grains - fabrication de produits amylacés	2 790	1,4%	1 522	2,3%	1 264	1 268	4
Travail des grains	1 299	0,9%	979	1,9%	327	320	-7
Fabrication de produits amylacés	1 491	1,8%	543	3,0%	937	948	11
Fabrication produits boulangerie-pâtisserie & pâtes alimentaires	1 523	11,2%	1 950	6,3%	-465	-427	38
Fabrication de pain et pâtisserie fraîche	605	14,4%	308	13,2%	257	297	40
Fab. biscuits, biscottes, pâtisseries cons.	844	9,2%	1 336	5,8%	-490	-492	-2
Fabrication de pâtes alimentaires	74	10,4%	306	2,3%	-232	-232	0
Fabrication d autres produits alimentaires	7 548	7,6%	6 453	4,1%	818	1 095	277
Fabrication de sucre	1 512	10,4%	350	-9,3%	984	1 162	178
Fab. cacao, chocolat & pdts de confiserie	1 975	3,9%	2 331	-2,5%	-490	-356	134
Transformation du thé et du café	567	4,8%	1 520	16,2%	-767	-953	-186
Fab. condiments et assaisonnements	365	14,4%	577	5,1%	-230	-212	18
Fabrication de plats préparés	779	6,4%	540	4,7%	216	239	23
Fab. aliments homogénéisés et diététiques	614	17,9%	169	21,6%	382	445	63
Fab. d autres produits alimentaires n.c.a.	1 736	6,2%	966	6,0%	723	770	47
Fabrication d aliments pour animaux	1 891	8,4%	824	5,6%	964	1 067	103
Fab. d aliments pour animaux de ferme	728	12,2%	414	-1,7%	228	314	86
Fab. aliments pour animaux de compagnie	1 163	6,2%	410	14,2%	736	753	17
Fabrication de boissons	13 782	10,1%	3 063	2,5%	9 527	10 719	1 192
Production boissons alcooliques distillées	3 709	13,8%	1 012	-9,6%	2 138	2 697	559
Production de vin (de raisin)	7 923	9,1%	667	2,1%	6 606	7 256	650
Fabrication de cidre et de vins de fruits	43	13,2%	16	6,7%	23	27	4
Prod. autres boissons ferm. non distillées	33	26,9%	40	8,1%	-11	-7	4
Fabrication de bière	371	28,8%	584	17,5%	-209	-213	-4
Fabrication de malt	459	11,4%	17	88,9%	403	442	39
Ind. eaux min., embout. & boissons rafr.	1 244	0,8%	727	10,7%	577	517	-60
Fabrication de produits à base de tabac	509	9,7%	2 142	2,7%	-1 622	-1 633	-11

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 3

Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographique, en 2012

En milliards d'euros

Zones	Solde 2011	Exportations 2012	Importations 2012	Solde 2012
Monde	11,0	58,9	47,7	11,2
Union Européenne à 27	6,1	39,0	33,4	5,6
dont Zone Euro	3,7	31,0	28,7	2,3
Pays Tiers	4,9	19,9	14,3	5,6
OCDE hors membres de l'UE	2,7	7,4	4,2	3,2
dont ALENA (EU, Canada, Mexique)	1,9	3,5	1,2	2,3
Japon	1,0	1,2	0,0	1,1
Amérique Centrale et Amérique du Sud (hors Mexique)	-2,8	0,6	3,4	-2,8
dont Brésil	-1,3	0,1	1,5	-1,4
Afrique du Nord	2,6	2,6	0,9	1,7
Afrique subsaharienne	-0,1	2,1	1,9	0,2
PECO ¹ non membres de l'UE	0,0	0,1	0,1	0,0
CEI ²	0,6	0,8	0,2	0,6
Proche et Moyen-Orient	1,2	1,6	0,3	1,4
Asie et Océanie hors Pays de l'OCDE	1,2	4,2	2,5	1,7
Reste du Monde	-0,5	0,5	1,0	-0,5

1. Pays d'Europe Centrale et Orientale concernés ici : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Macédoine, Kosovo, Serbie

2. Communauté des Etats Indépendants

Source : Comptes Nationaux Insee, Douanes (Données Provisoires)

Tableau 4
Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne, en 2012

En millions d'euros

Pays	Solde 2011	Exportations 2012	Importations 2012	Solde 2012
Union Européenne	6 095	38 993	33 401	5 592
Royaume-Uni ¹	2 475	5 501	2 250	3 251
Italie	2 580	5 845	3 646	2 199
Allemagne	1 665	7 006	5 754	1 252
Belgique	781	6 448	5 469	979
Grèce	606	664	162	502
Suède ¹	278	481	154	327
Luxembourg	269	456	135	321
Portugal	400	759	505	254
Finlande	218	253	16	236
République Tchèque ¹	115	280	161	119
Autriche	130	341	236	104
Roumanie ¹	1	179	98	81
Chypre	79	90	13	77
Lettonie ¹	52	89	14	74
Estonie	33	53	9	44
Slovaquie	44	64	28	36
Slovénie	25	39	10	29
Malte	32	36	9	27
Lituanie ¹	12	109	87	23
Danemark ¹	-31	503	495	8
Hongrie ¹	-8	176	177	-1
Bulgarie ¹	-116	117	130	-13
Irlande	-353	481	774	-293
Pologne ¹	-427	520	1 141	-622
Espagne	-478	4 944	6 073	-1 129
Pays-Bas	-2 286	3 560	5 855	-2 295

1. Pays en dehors de la zone euro en 2012

Source : Comptes Nationaux Insee, Douanes (Données Provisoires)

Tableau 5
Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2012

a) Excédents

En millions d'euros

Pays	Solde 2011	Exportations 2012	Importations 2012	Soldes 2012
Etats-Unis	1 520	2 754	801	1 953
<i>Alcools, champagne, vins</i>		1 970		
<i>Fromages</i>		137		
Algérie	1 986	1 394	17	1 376
<i>Blé</i>		801		
Japon	976	1 172	45	1 128
<i>Vins, eaux, champagne, alcools</i>		615		
Chine	854	1 664	579	1 086
<i>Alcools, vins, champagne</i>		1 020		
Singapour	771	934	14	920
<i>Alcools, champagne, vins</i>		822		
Arabie Saoudite	452	610	1	609
<i>Viandes (volailles)</i>		216		
<i>Orge</i>		108		
Hong-Kong	682	591	8	583
<i>Vins, alcools</i>		401		
Russie	567	744	166	577
<i>Alcools, vins</i>		127		
<i>Viandes</i>		123		
<i>Aliments pour animaux</i>		77		
Suisse	502	1 477	1 098	379
<i>Vins, champagne, eaux, alcools</i>		434		
<i>Café</i>			572	
Egypte	339	394	38	357
<i>Blé</i>		213		
Canada	310	604	274	331
<i>Vins, champagne, alcools</i>		413		

Source : Douanes

b) Déficits

En millions d'euros

Pays	Solde 2011	Exportations 2012	Importations 2012	Soldes 2012
Brésil	-1 310	144	1 543	-1 399
<i>Tourteaux de soja</i>			754	
<i>Fèves de soja</i>			209	
<i>Café</i>			164	
<i>Jus d'orange</i>			164	
Argentine	-484	19	432	-413
<i>Tourteaux de soja</i>			142	
<i>Huiles (soja, arachide, tournesol)</i>			51	
<i>Produits de la pêche</i>			60	
Inde	-355	77	469	-392
<i>Produits de la pêche</i>			100	
<i>Tourteaux de soja</i>			90	
<i>Huile de ricin</i>			80	
<i>Riz</i>			44	
Norvège	-346	209	563	-354
<i>Produits de la pêche</i>			550	
Thaïlande	-389	128	434	-306
<i>Caoutchouc</i>			103	
<i>Riz</i>			61	
<i>Conserves (poissons, crustacés)</i>			59	
Équateur	-261	4	272	-268
<i>Produits de la pêche</i>			138	
<i>Conserves (poissons, crustacés)</i>			63	
Pérou	-249	9	253	-244
<i>Produits de la pêche</i>			60	
<i>Fruits</i>			54	
<i>Conserves (légumes)</i>			44	
<i>Café</i>			39	
Chili	-210	38	273	-235
<i>Fruits</i>			83	
<i>Produits de la pêche</i>			56	
Indonésie	-346	122	353	-232
<i>Caoutchouc</i>			163	
<i>Huiles de palmes</i>			50	
Nouvelle-Zélande	-249	32	260	-228
<i>Viandes (ovins)</i>			112	
<i>Beurre</i>			25	
<i>Kiwis</i>			26	

Source : Douanes

LES RÉVISIONS DES COMPTES DE 2010, 2011 ET 2012

Les comptes d'une même année font l'objet de quatre estimations, en fonction des sources disponibles. La version prévisionnelle est présentée en décembre de l'année en cours, la version provisoire est présentée en juin de l'année n+1, la version semi-définitive en juin n+2 et la version définitive en juin n+3. Sont retracées ici les révisions des comptes publiés dans ce volume par rapport à la version de la campagne de comptes précédente.

Les indicateurs de revenu de l'agriculture présentés sont le résultat agricole net et le revenu net d'entreprise agricole.

Le résultat agricole net, encore appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs, est égal à :
valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production.

Le revenu net d'entreprise agricole est le solde du compte de revenu. Il est égal à :
résultat agricole net - rémunération des salariés - intérêts - charge locative nette.

Le résultat agricole net est exprimé par UTA (unité de travail annuel, équivalent temps plein de l'agriculture) et le revenu net d'entreprise agricole est exprimé en UTANS (unité de travail annuel non salarié). Ces indicateurs sont présentés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'évolution du prix du PIB.

Le compte 2010 définitif

Dans le compte définitif 2010, l'évolution de la production hors subventions est révisée de -0,2 point par rapport à la version semi-définitive du compte. La révision de 115 millions d'euros, sur un total de 67 milliards, résulte de révisions de prix à la baisse (céréales, oléagineux,...) et de révisions de volumes à la hausse pour les fruits et les ovins et à la baisse pour les vins d'appellation et les veaux.

Compte tenu des révisions, sur les consommations intermédiaires et surtout sur la consommation de capital fixe, l'évolution du résultat agricole net est révisée de -2,2 points et le revenu net d'entreprise agricole de -7,7 points.

L'évolution du prix du PIB passe de 1,1 % à 1,0 %.

Dans le compte définitif 2010, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 36,9 % au lieu de + 39,0 % dans la version semi-définitive (**révision -2,1 points**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié

en termes réels est évaluée à + 91,4 % au lieu de + 99,0 % (**révision -7,6 points**).

Le compte 2011 semi-définitif

Dans le compte semi-définitif 2011, l'évolution de la production hors subventions est révisée de + 1,1 point par rapport à la version provisoire du compte. La révision de 0,56 milliard d'euros, sur un total de 72 milliards, provient essentiellement d'une révision à la hausse des prix des céréales, oléagineux et protéagineux et du volume de production des gros bovins.

Compte tenu des autres révisions —baisse des consommations intermédiaires, mais hausse de la consommation de capital fixe et de la rémunération des salariés—, le résultat agricole net est révisé de + 3,0 points et le revenu net d'entreprise agricole de + 3,7 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) est corrigée de -2,2 % à -2,1 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,9 % à -2,7 %.

L'évolution du prix du PIB est inchangée.

Dans le compte semi-définitif 2011, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 8,0 % au lieu de + 5,1 % dans la version provisoire (**révision + 2,9 points**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 10,8 % au lieu de + 7,3 % (**révision + 3,5 points**).

Le compte 2012 provisoire

Dans la version provisoire du compte 2012, la valeur de la production hors subventions est révisée de + 5,1 % à + 6,5 % par rapport à la version prévisionnelle, soit une révision de + 1,4 point.

Participent à la faible révision des prix, les corrections à la hausse apportées aux céréales, oléagineux, pommes de terre, vins et œufs, quasiment compensées par la correction à la baisse apportée aux fourrages. Pour les volumes, il y a une révision à la baisse sur les betteraves, les pommes de terre et le lait, mais une révision plus importante à la hausse sur les céréales, les oléagineux, les fruits, les vins de table et le bétail.

L'évolution des consommations intermédiaires est corrigée de + 1,2 point en valeur. Le volume est révisé de + 1,6 point : Cette révision à la hausse porte sur les semences, les engrais et surtout les aliments intraconsommés. Le prix est révisé de -0,6 point : cette révision est la résultante de révisions à la baisse sur les engrais et surtout les aliments intraconsommés et à la hausse sur les produits énergétiques et sur les services, notamment les Sifim.

Compte tenu des corrections apportées à la production et aux consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute est corrigée de + 1,7 point.

Comme la consommation de capital fixe a été révisée de + 2,8 points, la valeur ajoutée nette est révisée de + 1,0 point.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts sur la production, le résultat agricole net est révisé de + 1,1 point. La

rémunération des salariés et surtout les intérêts ont été révisés à la hausse tandis que les charges locatives ont été revues à la baisse. Le revenu net d'entreprise est donc révisé de + 2,0 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) est corrigée de -2,2 % à -2,0 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,9 % à -2,7 %.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 1,7 % à 1,5 %, soit -0,2 point.

Dans le compte provisoire 2012, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 5,4 % au lieu de + 4,3 % dans la version prévisionnelle (**révision + 1,1 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 8,2 % au lieu de + 6,2 % (**révision + 2,0 points**).

Bilan des révisions des comptes¹

a) Résultat agricole net par actif en termes réels

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Prévisionnel	-10,1	+ 8,6	+ 7,5	-9,2	-19,9	+ 31,4	-2,6	+ 4,3
Provisoire	-6,5	+ 9,1	+ 10,7	-10,8	-18,5	+ 37,2	+ 5,1	+ 5,4
Semi-définitif	-4,8	+ 10,3	+ 10,9	-12,4	-19,2	+ 39,0	+ 8,0	
Définitif	-4,5	+ 12,3	+ 9,5	- 12,5	-16,5	+ 36,9		
Révision (en point) ¹	+ 5,6	+ 3,7	+ 2,0	-3,3	+ 3,4	+ 5,5	+ 10,6	+ 1,1

b) Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Prévisionnel	-19,0	+ 14,9	+ 12,1	-15,4	-34,4	+ 84,9	-6,8	+ 6,2
Provisoire	-13,0	+ 16,1	+ 17,5	-15,4	-34,0	+ 96,2	+ 7,3	+ 8,2
Semi-définitif	-9,7	+ 17,8	+ 17,4	-23,4	-36,6	+ 99,0	+ 10,8	
Définitif	-9,1	+ 19,4	+ 14,9	- 24,4	- 30,9	+ 91,4		
Révision (en point) ¹	+ 9,9	+ 4,5	+ 2,8	- 9,0	+ 3,5	+ 6,5	+ 17,6	+ 2,0

1. Entre le premier et le dernier compte connu.

NB. Le traitement des Sifim a un impact sur le résultat agricole net ; mais, par construction, il est neutre sur le revenu net d'entreprise agricole.